

Difficultés chez Michelin
La direction annoncerait la suppression de plusieurs milliers d'emplois
LIRE PAGE 26

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

Le Monde des arts et des spectacles
Pages 13 à 21

« Viva la vie »
de Claude Lelouch : l'amour du cinéma

La fusillade de Londres

Diversion sanglante

La sanglante fusillade de Saint James's Square n'est qu'un épisode de plus dans la longue lutte déclenchée en avril 1980 par le colonel Kadhafi contre ses adversaires se trouvant à l'étranger. Il leur avait adressé à l'époque un « ultime avertissement », leur demandant de rentrer immédiatement « sous peine d'être liquidés ». La mise en garde était loin d'être platonique, puisque plusieurs opposants libyens avaient déjà été assassinés à Rome, à Bonn et à Londres.

Le comportement du chef de l'Etat libyen avait d'autant plus surpris qu'il n'avait que très rarement utilisé, au cours des dix premières années de la révolution, l'arme de la terreur contre des dissidents qui, à l'en croire, ne formaient que des « groupuscules sans prise réelle sur les événements ». Pour autant qu'on le sache, rien n'indique que la situation ait depuis lors changé fondamentalement. Il existe bien à l'étranger des groupes d'opposants libyens, mais, de l'avis général, ils ne représentent pas pour le régime de Tripoli une menace tangible.

Les agissements du colonel Kadhafi reflètent moins le désir de mettre fin à une « situation susceptible de nuire à son régime » que la volonté d'écraser dans l'œuf toute velléité d'opposition interne ou même externe. Le dirigeant libyen, qui n'épargne aucun effort pour déstabiliser ses voisins arabes ou africains, n'admet nulle critique contre la Jamahiriya, qui constitue pour lui l'« Etat des masses libyennes ». Persuadé de la justice de sa « théorie de la troisième voie », qu'il a exposée dans son livre vert, le colonel Kadhafi, qui s'est déchargé en 1978 de toutes ses fonctions officielles pour ne retenuer que le titre de « guide de la révolution », ne supporte aucune contradiction, même lointaine.

Depuis mai 1980, les « comités populaires », qui constituent désormais les piliers de son régime, interviennent dans le domaine de la diplomatie. Ils contrôlent les ambassades libyennes, deviennent des « bureaux populaires », et prennent d'assaut, à l'occasion, les missions diplomatiques étrangères à Tripoli dans le cadre d'une violence bien organisée. Ce sont plus les dissidents réfugiés à l'étranger qui sont visés, mais également les diplomates traditionnels, jugés trop tièdes à l'égard de la « philosophie » officielle.

En réalité, ce qui menace le régime libyen est la désaffection des masses à l'égard d'un pouvoir davantage préoccupé de la « révolution permanente » menée par le chef de l'Etat que des intérêts de la population. Au mécontentement populaire s'ajoutent la grogne des représentants de la bourgeoisie d'affaires, dont les privilèges, longtemps épargnés par le régime, sont menacés de plus en plus, désormais, par les activités des « comités populaires », et un certain malaise diffus au sein de l'armée à propos de la politique étrangère conduite par le chef de l'Etat. Rien en tout cas ne saurait justifier les procédés criminels utilisés contre les dissidents libyens à l'étranger, boucs émissaires commodes pour les difficultés auxquelles se heurte le régime de Tripoli.

La police britannique a mis le siège devant l'ambassade de Libye

La police britannique maintenait ce mercredi 18 avril un véritable siège autour de l'ambassade de Libye à Londres, après la fusillade qui, mardi matin, a fait un mort — une jeune femme agent de police — et dix blessés parmi des opposants au régime du colonel Kadhafi qui manifestaient à proximité du bâtiment. A Tripoli, où trois citoyens britanniques ont été arrêtés mardi soir, l'ambassade de Grande-Bretagne est encerclée par l'armée libyenne.

De notre correspondant

Londres. — Toutes les rues donnant accès à Saint-James Square où se situe le « bureau du peuple libyen » étaient encore masquées ce mercredi 18 avril au matin par d'immenses bâches de plastique bleu installées la veille par la police, aussitôt après la fusillade.

Au-delà de ces écrans se trouvent plusieurs centaines de policiers, y compris une brigade antiterroriste et des troupes d'élite placés sur les toits des immeubles voisins : un déploiement de forces sans précédent à Londres depuis une prise d'otages à l'ambassade d'Iran en 1980. Des milliers de personnes qui avaient été évacuées du périmètre, mardi, ont été prises mercredi de ne pas regagner leurs bureaux.

FRANÇOIS CORNILLON
(Lire la suite page 4.)

Le gouvernement engage sa responsabilité devant l'Assemblée nationale

MM. Mitterrand et Mauroy veulent contraindre le PC à « reprononcer ses vœux pour une alliance claire et nette »

M. Pierre Mauroy a obtenu du conseil des ministres, mercredi 18 avril, l'autorisation d'engager la responsabilité du gouvernement, dès jeudi après-midi, devant l'Assemblée nationale, afin de procéder à la « clarification », jugée « indispensable », des rapports entre les socialistes et les communistes. Le premier ministre recourra à l'article 49, alinéa 1, de la Constitution, qui permet au gouvernement de poser « la question de confiance » sur « son programme ou éventuellement sur une déclaration de politique générale ». Ce sera la cinquième fois, depuis le début de la législature, que le chef du gouvernement utilisera cette procédure.

M. Mauroy a justifié sa demande en rappelant que depuis près de trois ans, sous sa direction, le gouvernement, autour du président de la République, a travaillé « avec courage et loyauté ». « Aujourd'hui, alors que la France organise sa modernisation, a-t-il déclaré, il n'y a pas d'autre solution que la rigueur, d'autre solution que la détermination pour la modernisation du pays, qui implique, par exemple, des restructurations industrielles ».

« Gouverner », a ajouté M. Mauroy, « c'est accepter les responsabilités. Cela signifie accepter sa part de difficultés ». Selon le porte-parole du gouvernement, M. Michel Gallo, qui a rapporté ces propos, le premier ministre a déclaré : « Nous sommes prêts à assumer nos responsabilités ».

Gallo, qui a rapporté ces propos, le premier ministre a alors évoqué les « fissures » apparues ces derniers mois au sein de la majorité, citant les divergences sur la présence de la France au Tchad et sur les euro-missiles, mais soulignant que ces controverses n'étaient pas « essentielles » dans la mesure où les partenaires de la majorité ont « le droit à la différence ». En revanche, pour M. Mauroy, les « mises en cause publiques » des choix du gouvernement, telles qu'elles ont été exprimées par les dirigeants communistes à propos de la politique salariale, de la politique industrielle et du plan acier, étaient moins légitimes que leur « caractère politique » que les « mobilisations » syndicales, « tout à fait légitimes », suscitées par ces choix.

« En politique, on ne peut pas faire quelque chose et son contraire », a souligné M. Mauroy, en réaffirmant que le président de la République et lui-même jugent donc nécessaire une « clarification ». Le premier ministre a néanmoins exprimé le souhait que l'union de la gauche soit maintenue. Le moment est venu, a-t-il dit, que chacun « reprononce ses vœux pour une alliance claire et nette ».

L'opportunité de l'engagement de responsabilité a été débattue à l'Assemblée nationale.

aucun débat, a précisé M. Gallo. Le président de la République est toutefois intervenu pour souhaiter le maintien de la majorité, exprimer le vœu qu'elle « réussisse ». Cela suppose de la part des membres de cette majorité, a-t-il noté, qu'ils assument leurs responsabilités dans leur part des difficultés.

L'attitude des députés communistes dépendra sans doute de la teneur de la déclaration qui sera soumise à leur vote par le chef du gouvernement. L'incertitude subsistait sur ce point au terme du conseil des ministres, bien que les explications de M. Mauroy donnaient à penser que cette déclaration ne sera pas exclusivement consacrée à la politique industrielle mais élargie, au moins, à la politique salariale.

Il était acquis, avant la réunion du conseil des ministres, que la « question de confiance » posée aux communistes serait formulée de façon aussi précise que possible, afin que leur réponse ne permette pas d'entretenir les ambiguïtés que MM. Mitterrand et Mauroy estiment désormais intolérables. Cette détermination paraissait exclure l'hypothèse d'un engagement de responsabilité au terme d'une déclaration de politique générale relativement vague.

ALAIN ROLLAT.
(Lire la suite page 7.)

Ecole privée : projet adopté par le Conseil des ministres

Le Conseil des ministres a adopté, le mercredi 18 avril, le projet de loi présenté par M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, sur l'enseignement privé. Selon M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, ce projet repose sur le respect des trois principes : « la liberté, la responsabilité et la rénovation du système éducatif ». (Lire page 30).

L'archevêque de Paris avait mis en garde mardi le gouvernement contre le danger d'un « processus de fonctionnarisation des enseignants (du privé) qui mettrait en péril l'identité de l'école catholique ».

CHARLES VIAL.
(Lire la suite page 10.)

Mgr Lustiger et la querelle scolaire

Un cardinal en première ligne

LIRE PAGE 10
L'ARTICLE DE ROBERT SOLÉ

La torture

par CASAMAYOR

Quel est pour ? Question pas si stupide qu'elle paraît, puisque la torture est pratiquée sur quasiment toute la planète. Amnesty International a le grand mérite de faire connaître ce fléau, comme le nomme le texte qui sert d'introduction au rapport publié cette année au Sénat. Lutter contre un combat difficile, on le voit bien dans la fragilité des résultats, d'autant plus que le sujet est souvent brouillé dans un labyrinthe de considérations générales ou moralisatrices qui simplifient le problème et finalement en retardent la solution.

On dirait, dans un préface, que la torture, c'est comme le péché, tout le monde est contre. Ce serait une erreur. En sont partisans ceux qui la pratiquent. Comme personne ne peut sérieusement obliger quelqu'un à torturer, et si le système fonctionne, c'est qu'il a des partisans, et nombreux puisqu'il s'étend si loin. On torture par intérêt, on torture par raison, certains même croient torturer par devoir, et il n'est pas exclu que, dans certains cas tout à fait exceptionnels, ils n'aient pas entièrement tort.

Que leur dire ? Rien n'est difficile comme d'amener quelqu'un à changer d'avis. Les tortionnaires n'ont pas de raison d'être plus réceptifs à l'argumentation que les autres citoyens. Pour agir contre la torture,

il faut davantage qu'une indignation, même de bon aloi, davantage qu'une interdiction, même assortie de sanctions sévères. Il faut en connaître les conditions psychologiques, sociologiques, politiques. La « mise hors la loi », comme on fit de la guerre en 1927 avec le mucoq que l'on sait, n'est pas inutile, mais elle devient un alibi si on la laisse toute seule dans les limbes de la théorie. Toute interdiction, comme toute sanction, n'est que panacée indicateur d'une direction dont il faut, pas à pas, creuser le chemin, le rendre praticable et ne pas hésiter à lui donner toutes les sauvegardes nécessaires pour demeurer toujours en rapport étroit avec les réalités concrètes.

Nous savons, grâce à Amnesty, toute l'étendue du mal, mais nous ne connaissons pas son intensité, pour la raison très simple qu'elle est variable et que la qualité de l'information n'est pas constante sur tous les points du globe. On fait des enquêtes, oui. Mais le mot enquête est peut-être un peu ambigu. On envoie des messages consciencieux et lucides, on reçoit des délégués qu'on auditionne et qu'on recoupe, mais le point de certitude n'est pas toujours atteint incontestablement.

(Lire la suite page 2.)

La bataille de la modernisation

I. — Choisir son terrain

par J.-M. QUATREPOINT

Il aura donc fallu près de trois ans, et la majorité en première ligne du président de la République, pour que la gauche tiennne un discours industriel qui colle de plus près aux réalités, tiennne mieux compte des forces et faiblesses des entreprises françaises, dégage quelques priorités en fonction de l'évolution de ses civilisations.

Trois ans pour que l'on commence à arrêter des décisions, voire à revenir sur des orientations définies dans l'enthousiasme de l'état de grâce. Trois ans pour que la gauche, du moins une partie d'entre elle, comprenne qu'il lui revient de rattraper le temps perdu depuis le premier choc pétrolier : par une ex-majorité usée, stérilisée par les corporatismes et le conservatisme d'une bonne partie des conseils sociaux qu'elle représentait ; par une ex-opposition aveuglée par ses illusions et ses mythes.

Si l'on en revient à la sidérurgie, il y a eu aussi — et c'est beaucoup plus grave — méprise sur l'analyse de la crise que le monde connaît. Comme si les classes dirigeantes de ce pays s'étaient, dans leur grande majorité, refusées à voir les dures réalités en face.

Elles ne voyaient dans cette « crise sournoise », où « malgré les vicissitudes du taux de croissance, les économies continuent largement de fonctionner comme à l'habitude » (1) qu'un déréglage comme toute passage. Une petite cure classique d'assainissement devait suffire à relancer la machine. Ce qui s'est passé en France, avec le débat autour des mutations industrielles, les hésitations, les contradictions qui ont ponctué l'action gouvernementale depuis mai 1981, témoigne de cette difficulté — qui n'est pas propre à la France, mais se retrouve dans toute l'Europe — à comprendre que la crise n'est pas un simple aléa conjoncturel, mais bel et bien un bouleversement structurel. Avec toutes ses composantes : technologiques, sociales, culturelles, mais aussi géopolitiques. Toute crise majeure, toute guerre, engendrent des bouleversements d'où émergent de nouveaux rapports de forces.

La guerre économique actuelle se joue autour de l'industrie, des entreprises. Faute d'une réaction, d'une mobilisation générale du pays autour de son corps de bataille, la France risque bel et bien d'être balayée, ravalée au rang des pays de second ordre. Avec toutes les conséquences sur le style et le niveau de vie de ses habitants, sur l'autonomie de décision du pays.

Cette analyse, le président de la République l'a faite siennne aujourd'hui. Le langage de vérité qu'il a tenu lors de sa dernière conférence de presse était nécessaire. Il n'est pas suffisant. Pour que l'action qui s'ébauche porte ses fruits rapidement et durablement, plusieurs conditions font encore défaut.

Il faut affiner, préciser, l'analyse de la situation de l'industrie française, définir les thérapies, cas par cas. Certes, depuis trois ans, d'innombrables rapports ont été faits ; des plans sectoriels ont été élaborés ; le Dc Pén a tracé des pistes intéressantes. Mais tout cela reste bien confus. Il conviendrait maintenant de hiérarchiser les priorités, de prévoir ce qu'un pays comme la France peut et doit faire dans le domaine industriel. Dès lors qu'on ne peut plus être présent massivement dans tous les secteurs, il importe de ne pas se tromper ; de ne pas préparer la dernière guerre mais la prochaine.

Cette analyse devrait être faite à l'aune de quelques grands critères. Dans la guerre économique, le bilan se fera d'abord sur les soldes commerciaux. Le but de toute stratégie doit donc être de dégager des excédents durables de la balance commerciale : par l'accroissement des exportations ou la baisse des importations (celle-ci devant être obtenue, pour les produits industriels non par la fermeture des frontières mais par la substitution d'une offre locale compétitive).

Le second critère devrait être celui du marché mondial potentiel. Mieux vaut investir dans des secteurs appelés à une forte croissance que dans les domaines où les mutations technologiques et l'émergence de nouveaux concurrents vont au déclin. Mieux vaut créer un emploi dans un secteur d'avenir que maintenir artificiellement un emploi dans une branche traditionnelle.

(Lire la suite page 26.)

(1) Les Métamorphoses de la société salariale, par Michel Aglietta et Anton Brander. Ed. Calmann-Lévy.

AU JOUR LE JOUR

Risques

Le Journal officiel de mardi a publié le décret créant une « délégation aux risques majeurs ». Elle participera « à l'élaboration des programmes d'utilisation des moyens de secours nationaux en cas de catastrophe quelle qu'en soit l'origine ».

On pourrait croire qu'il s'agit des attributions confiées à M. Fabius, délégué aux risques économiques majeurs et aux catastrophes industrielles. Il n'en est rien : il n'est question que des risques « naturels », et c'est M. Haroun Tazieff qui nous en protégera.

Reste le volcan social sur lequel nous sommes assis, les fractures politiques qui menacent et les tornades électorales qui s'annoncent : quel prétexte pour promettre au pays d'en atténuer les conséquences ?

BRUNO FRAPPAT.

SUZANNE PROU

les amies de cœur

Une comédie humaine pleine de tendresse où chacun de nous peut se retrouver ou croiser son prochain... tous les livres de Suzanne Prou nous touchent inmanquablement.

Jérôme Garcia

CALMANN-LÉVY



La situation dans les centres de tri postaux :

M. Mexandeau se fâche

LIRE PAGE 28

La crise de la maison de la culture de Chalon-sur-Saône :

Le matériel vendu aux enchères

LIRE PAGE 22

Le Monde

idées

Haro sur les magistrats !

Justice et droits de l'homme

Casamayor revient sur le rapport d'Amnesty International sur la torture et suggère des mesures de boycottage contre les États qui la pratiquent.

Denise Van den Burg-Porte prend la défense des magistrats, en qui elle voit l'un des rares garde-fous qui nous restent.

Daniel Amson juge tout à fait inutile la réforme envisagée des tribunaux de commerce.

J'EN ai ras le bol d'entendre accuser les magistrats de laxisme ou de répression sans rien savoir de quoi est faite leur tâche, qui serait... d'accomplir des miracles.

Entre la prison, qui laisse les détenus dans une promiscuité dangereuse et ne prépare que rarement leur sortie, et des services de réinsertion trop peu sur le terrain, la formation des éducateurs devant être repensée, il y a les magistrats, coincés entre la police, l'ordre public, les victimes, le code pénal, les avocats et les délinquants, happés par le court temps qui leur est imparti, et confrontés quotidiennement avec la violence, la misère, la malhonnêteté et la drogue, autant que la souffrance, la peur et l'oppression.

Tant qu'ils seront submergés par des affaires secondaires et un fatras de paperasserie, comment pourraient-ils mieux écouter les victimes et les prévenus ? Tant qu'il n'y aura pas un large éventail de structures sociales, éducatives et sanitaires pour accompagner les sanctions traditionnelles, et tant que le travail d'intérêt général n'aura pas été organisé, comment leur demander de vraiment individualiser les peines ?

En lieu de parler de façon parisienne de la délinquance, nos criminologues, élus, politiciens et journalistes devraient aller en correctionnelle à des audiences

par DENISE VAN DEN BURG-PORTE (*)

antières ; ils se rendraient vite compte des réalités qui vivent quotidiennement les magistrats ; ils situeraient les responsabilités quant à la délinquance courante qui crée l'insécurité.

Ils verraient des prévenus, pour la plupart des êtres « invertés », inconscients de l'enjeu qu'est la vie, qu'un manque évident d'affection et d'éducation (avec souvent la difficulté supplémentaire d'être entre deux cultures) a menés au mauvais pas où ils se sont fourvoyés. Ils verraient que leur passé parfois très lourd met en accusation :

— les parents : qui ne répondent plus aux besoins de tendresse de leurs enfants, n'exercent plus d'autorité, ne leur donnent pas le sens des responsabilités, le goût de l'effort et une morale nécessaire à toute vie harmonieuse en société — et ne les mettent pas en garde contre les risques d'une scolarité sans âme, de la drogue, de l'oisiveté, de l'alcoolisme et de la violence qu'ils courent tous.

— les enseignants : qui ne font plus régner de discipline, ne favorisent pas l'éveil culturel des enfants ni leur donnent une éducation civique ; qui fabriquent un pourcentage d'échecs scolaires scandaleux et lourd de conséquences pour leur avenir.

— les assistantes sociales : qui ne préviennent pas certains drames et échecs familiaux et laissent dégénérer des situations de personnes en difficulté ou beaucoup d'enfants sont impliqués et deviennent ainsi des victimes.

— les gestionnaires de HLM : qui laissent des ensembles d'immeubles

(*) Auteur de *La Tête de l'autre* (Comarion), Prix Lécroix 1979, a assisté à huit cents jugements en correctionnelle à Paris en 1982.

sans jardin, sans environnement culturel ni jeux, où s'enfament des familles françaises et étrangères à faibles revenus.

— nous TOUS : qui formons une société égoïste, sans spiritualité, qui entretenons une atmosphère de médiocrité et de « j'en-foutisme » généralisé, qui ne donnons aucun espoir ou tous aux jeunes, certains présumant même la nécessité de la lutte des classes comme condition de lendemains meilleurs.

Pas de vraie réinsertion

Depuis des années, les ministères de la justice successifs et nos législateurs se sont révélés incapables de concevoir un système pénitentiaire et un système de réinsertion qui tiennent compte des réalités. Les « décideurs » et leurs conseillers vont-ils aux audiences, à l'éducation surveillée et à la probation pour savoir ce qui s'y passe et demandent-ils aux magistrats leur avis ?

Naturellement, il y a des exceptions dans tous les milieux, trop rares toutefois pour pouvoir peser sur le cours des choses.

Tant que notre gouvernement et tous ceux qui peuvent prendre la parole n'auront pas « conscience » et responsabilité vis-à-vis des parents, les enseignants et tous les professionnels sociaux, qu'ils les secouent, et ne leur auront pas hurlé « Cassez-les ! » et vu de l'avenir des enfants, de l'avenir du pays quant à son niveau humain en général, de sa dignité et de sa cohésion sociale, les enfants attendent de vous autre chose que cette colossale démission : relevez le défi ! — rien ne changera.

En attendant, qu'on foute la paix aux magistrats ; ils peuvent se tromper comme chacun de nous — mais ils sont un des deux ou trois garde-fous qui nous restent.

Une réforme inutile

par DANIEL AMSON (*)

La question de la réforme des tribunaux de commerce a été fréquemment évoquée ces derniers mois. On fait valoir, notamment, pour la justifier, que les magistrats qui les composent ne présentent pas de garanties de compétence suffisantes, puisqu'ils sont élus par les commerçants ou, encore qu'occupant leurs fonctions gratuitement, ils n'ont pas de véritable indépendance vis-à-vis des « puissances de classe » qui leur feraient envisager les gens du « même monde », de ce monde où l'on peut s'offrir le luxe d'exercer une activité bénévole.

Ces critiques ne paraissent pas fondées. La compétence ? Outre, en effet, qu'il n'est pas avéré qu'un licencié en droit soit meilleur juriste qu'un industriel qui a eu à connaître, pendant de longues années, dans une entreprise, de problèmes de gestion, de report de déclarations ou de droit du travail, un très grand nombre de magistrats consultaires ont une formation juridique très poussée. C'est ainsi que l'on compte, dans l'effectif des magistrats du tribunal de commerce de Paris, un quart de docteurs en droit, et moyennant, un docteur en droit par chambre et au moins un licencié en droit dans chaque délibéré.

L'appartenance sociale des juges ? Ceux-ci sont élus par tous les commerçants, c'est-à-dire aussi bien par les dirigeants de grandes sociétés que par les personnes qui exploitent seulement un modeste magasin. En outre, le code de conduite des magistrats consultaires — particulièrement important dans une institution qui existe depuis quatre siècles et auquel il n'est jamais dérogé — interdit à chacun de

s'occuper d'une affaire dans laquelle il pourrait connaître l'une des parties. Enfin, la règle du délibéré à trois — qui n'est pas, par exemple, devant les tribunaux d'instance — fait peser le poids de la majorité, ce qui tend à écarter les décisions, les milieux, les âges, les intérêts et les opinions sont nécessairement mélangés.

Il est intéressant de noter que les décisions des tribunaux de commerce sont, dans leur immense majorité, acceptées par les justiciables. Sur les quelques vingt-cinq mille décisions susceptibles d'appel prononcées par celui de Paris en 1981, deux mille deux cent quatre-vingt seulement ont été portées devant la Cour, soit une proportion de 9,36. Si l'on prend les dernières chiffres connus, on constate que les trois cinquièmes des décisions qui ont fait l'objet d'un appel ont été entièrement confirmées par la Cour, et qu'un autre cinquième a fait l'objet d'une confirmation partielle. Bref, il n'y a environ qu'un jugement du tribunal de commerce sur cinquante qui soit infirmé par les juges du second degré.

On chercherait en vain une juridiction où ce pourcentage soit aussi faible. Les décisions des conseils de prud'hommes — également composés de magistrats élus — font l'objet d'appels, puis d'infractions, bien plus fréquents. Il paraît donc difficile de faire supporter aux seuls tribunaux de commerce une volonté de réforme qui ébranlerait, par exemple, les conseils de prud'hommes.

Réformons d'abord ce qui fonctionne le plus mal : ce n'est pas les cas des tribunaux de commerce.

(*) Avocat à la Cour.

La torture

(Suite de la première page.)

La preuve c'est que, alertés par Amnesty, certains États déclenchent à leur tour une enquête. Ici encore il faut être prudent, ne pas céder à cette hâte de certitude si souvent génératrice d'erreurs, surtout dans le vent de propagande qui souffle sur toute la planète.

Certains pays se refusent à des enquêtes, ce n'est pas forcément parce qu'ils sont coupables. D'autres pays acceptent ou ordonnent des enquêtes, ce n'est pas forcément parce qu'ils sont innocents. Il est extrêmement facile de tromper des enquêteurs ou de les mener sur quelques cas réprobables certes, mais sans trop d'importance, pour mieux cacher d'énormes sévices. Le premier impératif d'un enquêteur est d'être humble et de ne jamais se croire plus malin que celui qu'il veut démasquer.

Enfin, sauf cas particulier, comme on en a connu à la Libération ou comme on en connaît dans le tiers-monde, il est très difficile de réaliser une torture à un tortionnaire. On connaît — encore faut-il s'en souvenir de récentes précautions — une extrémité de la chaîne : la victime. Mais, à l'autre bout, comment trouver l'auteur ? Alors qu'il a pu prendre toutes les précautions pour ne pas être identifié, pas de témoins, faux témoins, il n'a que l'embaras du choix. Et surtout on identifie le « coupable » du moins dans le sens et l'intensité du terme, c'est-à-dire l'agent, le maître qui a tout le contenu, qui a brisé les dents, qui a appliqué les électrodes, qui a lacéré le corps, ou noyé la victime, qu'il ne faudrait surtout pas s'arrêter à.

Le tortionnaire est, en général, un pauvre type. On a connu, depuis la brutalement jusqu'à l'écœurement raffiné, tout un échafaudage de tortionnaires. Mais ce sont les moins importants. Ceux qui comptent, ceux qu'il faut arrêter, ce sont ceux qui donnent l'ordre ou, mieux, ceux qui incitent, mieux encore, ceux qui ferment les yeux ou ne les ouvrent qu'à demi et qui sont les premiers à hurler qu'ils n'ont jamais admis une chose pareille.

Un large éventail

Même en s'en tenant au cas le plus limité, on est amené à constater que la torture peut s'exercer dans des circonstances tout à fait différentes, différentes par leurs caractéristiques et différentes par leurs conséquences. Ici aussi l'éventail est large. Prenons d'un côté un cas extrême, celui d'une bombe qui menace d'exploser et d'autre côté des centaines de personnes, femmes, enfants, tout ce qu'on voudra... et l'arrestation de celui qui a placé cette bombe, qui sait où il l'a mise et quand elle explosera. On l'interroge pour qu'il parle et on pousse l'interrogatoire jusqu'à la torture. Scandale, criant-on. Avant de protester, mettons-nous un peu dans la peau des différents acteurs du drame, et ne nous accordons le droit de nous indigner qu'après.

A l'autre extrémité, et c'est le cas de beaucoup le plus fréquent, il y a la torture par sadisme, par routine. On torture avant même d'interroger parce que c'est commode, comme on prend un raccourci... Il n'est pas difficile d'imaginer des cas intermédiaires, et la pratique, hélas, en fournit à foison. Et le pire, ce sont les conséquences. Dans le premier cas, le risque de contamination est faible, d'autant plus faible que certaines natures, quelle que soit l'immensité du danger, ne torturent jamais. Par contre, dans l'autre cas, c'est l'accommodement, ce fléau qui, couvrant un très large secteur social, comprend l'insécurité bureaucratique et la mort par overdose ; alors, plus de frein, plus de digue, c'est

l'indignation, la malédiction et parfois la destruction par décadence d'une société tout entière.

C'est pourquoi il ne faut pas seulement parler de torture, il faut parler des tortures. Pour vaincre l'ennemi, commençons par le diviser.

Des États faibles

Aux milieux de tant de difficultés, de tant de complications, de tant d'incertitudes, émerge tout de même un point d'appui solide : les États où la torture se pratique, qui, par conséquent, la tolèrent ou l'organisent sont des États faibles, inquiets pour eux-mêmes. D'où la fréquence répressive, et d'une répression qui s'exerce par avance en faisant régner la terreur. Alors, une première règle s'impose. Tâchons d'avoir sur la planète des États stables et entourons d'un cordon sanitaire les États « tangibles ».

D'autre part — c'est la plus difficile à obtenir, mais ce fait tout de même pratiqué avec un certain succès il y a une dizaine d'années contre un pays pourvoyeur de drogue — il faut faire pression sur la politique du coupable. Et qu'on n'aille pas invoquer le principe de non-ingérence, qui, comme tous les principes, n'a qu'une valeur d'être citation et ne manque jamais d'être contredit dès que les faits l'exigent. Chaque pays est lié à tous les autres : liens économiques, politiques, culturels, sportifs, idéologiques, que sais-je ?... et chacun regarde chez son voisin.

Bien entendu, il n'est pas permis que l'ambassadeur d'une nation participe à des élections chez l'autre et défile avec une pancarte pour soutenir un candidat. On le reverrait chez lui en lui disant : « Occupez-vous de ce qui vous regarde. » Mais il n'est pas que chaque élection importante se termine avec un mandat passionné par les responsables des autres pays, et chacun de spéculer, d'imaginer et, éventuellement — pourquoi le cacher ? — d'exercer une action discrète dans un sens ou dans l'autre. Ce n'est un secret pour personne, et c'est d'ailleurs le devoir élémentaire de tout chef, homme ou gouvernement, qui veut protéger les siens. Nous savons ce qu'il en a coûté à la France de faillir. Il y a quarante-cinq ans, d'ignorer cette évidence.

Quant à la torture contre un État comme à la torture contre un individu, il y a une différence fondamentale. Dans le premier cas, la torture est nécessaire à la poursuite d'un but, tandis que dans le second cas, elle est pratiquée par des milliers de personnes. Alors, boycottage ? Peut-être, mais avec discernement, car il serait injuste de priver, par exemple, un pays de produits de première nécessité. Ce serait punir ses ressortissants, qui, pour l'immense majorité, n'ont rien à voir avec les tortionnaires. Néanmoins, il est possible de restreindre certains débouchés, de ralentir certaines fournitures et, en tout cas, il est un domaine où l'on peut agir très largement, c'est le domaine que l'on peut appeler « représentatif », c'est-à-dire, médias, sports, promotion culturelle, inaugurations, cérémonies, fêtes officielles... Voilà de nombreuses cordes dont ceux qui veulent sincèrement lutter contre la torture peuvent jouer.

Sur la même lancée, le boycottage, quelles que soient ses modalités, serait peut-être plus près de son objectif s'il servait à réduire d'autres fléaux, dont, dans certains pays, trop de privilèges tirés du bégo. Avec la torture, la violence, la drogue, la misère, la corruption, la barbarie... Ne serait-ce pas plus sage et de meilleure politique que la dénonciation de telle ou telle forme juridique de gouvernement ?

CASAMAYOR.

LU

« LES GUISE », de Jean-Marie Constant

« La mort qu'ils méritaient... »

ON connaît la scène, une des plus atroces de notre histoire. Elle se passe au château de Blois, au petit matin du 23 décembre 1588, par un jour de désolation, le plus obscur, le plus pluvieux qui fut jamais vu, en dit un témoin.

C'est la veille au soir, très tard, que le roi a décidé le sort du duc de Guise et celle de son frère le cardinal. « J'en suis réduit à telle extrémité, dit-il aux Quarante-Cinq qu'il charge d'assassiner le duc, qu'il faut que je meure. »

Le roi et le duc, les deux Henri, ont le même âge à quelques semaines près : trente-huit ans. Ils ont joué, étudié, prié, vécu presque côte à côte, à la cour, ils ont partagé les mêmes soucis, et souvent les mêmes maîtres.

L'un et l'autre, enfant, a perdu son père dans des circonstances tragiques : le roi à huit ans, dans l'accident de tournoi stupide qui tua Henri II ; le duc à douze ans, quand François de Guise tomba, déjà, sous le poignard de Potron de Mézières.

La règle d'une tragédie historique de cette grandeur veut que la victime ait bravé les avertissements du destin. Caux-ci ne manquèrent pas au duc de Guise. On sentait trop bien que la rivale des deux Henri ne pouvait trouver d'issue que dans le sang. La mère du duc, Mme de Joinville, et la mère du roi, Catherine de Médicis, l'avaient à peu près, dans le même temps et dans les mêmes termes, supplié de quitter Blois, où se tenaient les états généraux, et où tout devait se décider.

« Le duc répondit que s'il se sentait par la porte, il ne sortirait pas par la fenêtre. Et que, d'ailleurs, il n'oserait. »

Le roi osa. Le duc tomba sous les coups de poignard, il fit faire par le secrétaire d'État Beaulieu

l'inventaire du contenu de ses poches. On y trouve, entre autres, un silex, et, accablant dans sa conclusion : « Pour entretenir la guerre en France, il faut sept cent mille livres tous les mois. »

Vrai ? Faux ? Le duc de Guise était-il effectivement coupable d'un crime majeur contre l'État ? Ou au moins responsable d'un complot contre le roi ? Ou coupable seulement d'un excès d'ambition familiale, et pour le reste fidèle à la France et à son roi ?

Jean-Marie Constant, dans une histoire des Guise qu'il fait lire, plaide pour une culpabilité en quelque sorte « objective ». Le duc n'aurait voulu que faire basculer la France et le roi dans le camp catholique-espagnol, comme apparemment le souhaitait la majorité de la population.

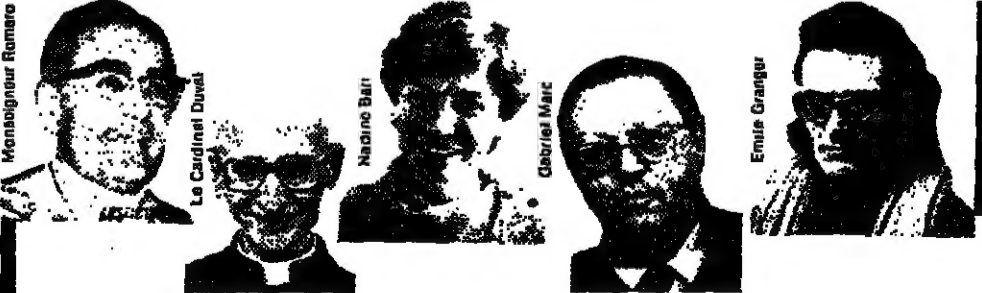
Et cependant, le pape Sixte Quint, supérieurement informé des affaires de l'Europe, et qu'on ne peut soupçonner de ténacité pour la cause catholique, celle des Guise, quand il apprit le double assassinat du duc et du cardinal, fondit en larmes en disant : « Les malheureux, il leur a donné la mort qu'ils méritaient. »

Une fois de plus, un livre d'histoire « grand public » et de grande qualité souffre de négligences inadmissibles. Pas une carte pour aider le lecteur à situer les champs de bataille, les lieux. Pas de chronologie parallèle de l'époque (1510-1589 environ). Des confusions entre le subjonctif et le présent simple (pp. 169, 208). Et une incontestable difficulté du lecteur à se repérer clairement dans l'ensemble du récit.

C'était l'affaire de quelques jours de travail et de quelques francs de plus. Domage, dommage...

JACQUES CELLARD.

* Hachette, 266 p., 85 F.



Monseigneur Romero

martyr du Salvador

par J. R. Brockman

Un jésuite américain a mené une enquête minutieuse pour reconstituer l'itinéraire de l'évêque assassiné.

Le Cardinal Duval

évêque en Algérie

Entretiens avec M.-C. Ray

« La grande presse l'avait baptisé Mohamed Duval, l'ami des fellaghas... Mgr Duval mérite bien le nom du prophète : 3 ans avant de Gaulle, il parlait d'autodétermination [...] Il est parvenu à bousculer l'histoire ». Libération

Les combats d'une femme de disparu en Guinée

Nadine Bari

grain de sable

« La mort de Sékou Touré est à la fois un soulagement et un espoir. » N. Bari au Point

« Un témoignage aussi accablant que bouleversant. » Libération

« Un livre qui donne envie de crier. » Télérama

par le Président du C.C.F.D. (Comité catholique contre la faim et pour le développement)

Gabriel Marc

le développement en quête d'acteurs

« Ce livre de haute compétence et de la foi contagieuse entraîne le lecteur au cœur de l'humanité planétaire et au cœur de lui-même. » La Vie

Un théologien chez les loubarbs

Emile Granger

ils m'appellent le vieux

Prêtre et éducateur. Deux passions animent cette personnalité hors du commun : la vie avec les « marginaux » et la recherche sur le sens de la foi chrétienne.

Les livres importants sont aux éditions du Centurion.

Monde

EUROPE

RDA

Succès populaires et prudence diplomatique

Le Centre Culturel Français de Berlin a obtenu un succès populaire et diplomatique. Les Français de la RDA ont découvert la culture française à travers des expositions, des conférences et des spectacles. Le Centre a également organisé des ateliers de travail et des rencontres avec des artistes locaux.

Le Centre Culturel Français de Berlin a obtenu un succès populaire et diplomatique. Les Français de la RDA ont découvert la culture française à travers des expositions, des conférences et des spectacles. Le Centre a également organisé des ateliers de travail et des rencontres avec des artistes locaux.

La mort qu'ils méritaient...

« Les Guise », de Jean-Marie Constant. Une histoire des Guise qu'il fait lire, plaide pour une culpabilité en quelque sorte « objective ». Le duc n'aurait voulu que faire basculer la France et le roi dans le camp catholique-espagnol, comme apparemment le souhaitait la majorité de la population.

« Les Guise », de Jean-Marie Constant. Une histoire des Guise qu'il fait lire, plaide pour une culpabilité en quelque sorte « objective ». Le duc n'aurait voulu que faire basculer la France et le roi dans le camp catholique-espagnol, comme apparemment le souhaitait la majorité de la population.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75001 PARIS - Tél. 340-72-00
PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER
Abonnement 1984 : 120 F (France), 150 F (Étranger)
C.C.F.D. - Comité catholique contre la faim et pour le développement

صكرا جيت النحل

Le Monde

étranger

EUROPE

RDA

LE CENTRE CULTUREL FRANÇAIS DE BERLIN-EST

Succès populaire et prudence diplomatique

De notre envoyé spécial

Berlin. - L'exposition du mois est consacrée, au TGV. Quelques photos, des chiffres, des graphiques et une prose à la gloire des chemins de fer français. Inauguré en janvier dernier, le nouveau centre culturel français de Berlin-Est - première expérience occidentale du genre en RDA - n'est décidément pas là pour donner dans le sensationnel.

On y projette l'image d'une France sage, avec ses techniques d'avant-garde, ses réalisations culturelles, les livres qu'il faut avoir dans sa bibliothèque ; un peu de Savvy, trois gouttes de Revel, les œuvres de Mitterrand et de Giscard d'Estaing, entourées de nos romanciers classiques et de nos penseurs reconnus. Inutile de chercher Soljenitsyne ou Hélène Carrère d'Encausse. Le centre n'est pas là pour nourrir le débat Est-Ouest, sinon par sa seule présence ou par la presse interposée. C'est, en effet, le seul endroit de Berlin-Est où il soit possible de trouver des quotidiens occidentaux. Le Figaro, le Monde, le Matin, l'Humanité, plus toute une série de revues et périodiques.

RFA

LE PORTE-PAROLE DE LA CDU POUR LES QUESTIONS DE SÉCURITÉ PRÉCONISE LA CRÉATION D'UNE FORCE NUCLEAIRE EUROPEENNE

Le porte-parole du Parti chrétien démocrate (CDU) pour les questions de sécurité, M. Jürgen Todenhöfer, a pris position, mardi 17 avril, dans le quotidien Die Welt, pour la création d'une force nucléaire européenne intégrée. M. Todenhöfer, rejoignant les déclarations faites ces dernières semaines par le président de la CDU bavaroise, M. Strauss, et par le chef du groupe parlementaire chrétien démocrate, M. Dregger, souhaite que la stratégie nucléaire française « prenne en compte les intérêts allemands ». « Notre pays, dit-il, jouit actuellement d'une sécurité de troisième catégorie. Cette situation n'est plus acceptable. Une Europe dans laquelle la République fédérale est toujours en première ligne quand il s'agit de faire des sacrifices financiers mais la plus défavorisée quand il s'agit de la sécurité est totalement inacceptable ».

Selon lui, la Grande-Bretagne et la France envisagent de porter à mille deux cents d'ici à 1990 le nombre de leurs têtes nucléaires. Il préconise la création d'une force nucléaire européenne intégrée qui inclurait aussi les cinq cent soixante-douze missiles de croisière et fusées Pershing-2 américains en cours de déploiement. Cette force serait commandée par un organe exécutif regroupant tous les membres européens de l'OTAN et les Etats-Unis.

Dans les milieux diplomatiques on juge ce plan irréaliste, inacceptable pour toutes les parties occidentales concernées et pour les Soviétiques. Le gouvernement de Bonn n'a pas fait de commentaire.

Entre la porte de Brandebourg et l'île aux Musées, l'actualité est allemande à consommer à la cèdre avenue berlinoise. Unter den Linden, un air martial que n'aurait sans doute pas dédaigné Frédéric Le Grand. A défaut de terrasses et de défilés prestigieux, quelques rares vitrines viennent égayer la grisaille par leurs produits de luxe, thé et alcool de Russie, promesses de voyages dans les pays frères. Le centre français s'y dévot, en passant, à ses quelques affiches. L'enseigne au néon qui doit théoriquement l'imposer à la vue fait toujours l'objet d'une âpre discussion.

Les Berlinois de l'Est n'ont pas attendu le 15 avril, pour venir à la découverte. Malgré l'absence de toute publicité dans la presse locale, la nouvelle de l'ouverture s'est répandue comme une traînée de poudre. Les modestes locaux préposés à la bibliothèque, à la salle de lecture, aux expositions et aux cours de français ont connu les premiers jours un véritable déferlement. « On trouvait des gens partout, dans les bureaux, dans les toilettes, des curieux qui voulaient tout voir », raconte-t-on.

« Pas de provocation »

Un jour parmi d'autres. Quelques personnes entrent et sortent. Une dizaine peut-être s'attardent dans la salle de lecture à feuilleter un livre, une revue. D'autres viennent chercher un ouvrage à emporter chez eux. La fréquentation en temps normal est essentiellement universitaire, professeurs et étudiants mêlés. Mille deux cents inscriptions ont été enregistrées au cours des trois premiers mois, chiffre que le directeur, M. François Fillard, estime proche de la saturation compte tenu des moyens. La bibliothèque ne dispose que de quatre mille livres et si on en attend un afflux de plus, la place disponible est de toute façon limitée. Les cours de français, auxquels 450 personnes se sont inscrites, ont refusé du monde. En attendant la construction de la salle de spectacles dont les travaux ont pris du retard, il faut faire avec les moyens du bord. La salle d'expositions, transformée à l'occasion en salle de conférences, ne peut contenir qu'une centaine de personnes. Et la vidéothèque occupe, pour le moment, un local qui pourra être ultérieurement utilisé pour accroître le nombre des cours. Que l'ouverture du centre ait été un succès, personne ne le conteste, même si pour cela il a fallu accepter certains compromis. La première exposition, des photos sur Paris et Berlin-Est, a dû être modifiée à la demande des autorités allemandes qui trouvaient l'image de leur capitale trop négative. N'avait-elle pas fallu, dès l'inauguration, remplacer à la hâte un numéro du Monde qui publiait un reportage sur les dissidents en Allemagne de l'Est. « Pas de provocation », tel est le maître mot. En contrepartie, la fréquentation ne semble pas limitée. Aucun contrôle n'est en tout cas visible de la rue.

HENRI DE BRESSON.

L'ÉTAT TURC EN ACCUSATION DEVANT LE « TRIBUNAL DES PEUPLES »

Le génocide des Arméniens est un « crime imprescriptible »

A quoi bon en appeler à ces hommes de quatre-vingts ans et plus, les citer à la barre des témoins pour qu'ils racontent encore l'horreur de leurs dix ans ? A quoi bon, sobriété-neuf ans après, exiger encore la reconnaissance du crime et de l'injustice ? Parce que, a répondu lundi 16 avril le Tribunal des peuples, réuni à Paris à l'issue d'une session consacrée au génocide des Arméniens, « plus grande est l'injustice, plus longtemps les faits ont été dissimulés et plus intense est l'aspiration à une telle reconnaissance ».

En se saisissant de ce problème, le Tribunal des peuples, autorité morale de par sa composition (1), qui s'attache d'habitude à des thèmes d'actualité plus brûlants, a voulu faire comprendre que la question arménienne n'est pas seulement une affaire du passé et qu'elle ne se résume pas non plus à l'actualité du terrorisme.

Tant que l'Etat turc ne reconnaît pas la réalité des crimes commis par un régime dont il est le continuateur, le déni de justice se perpétue, une communauté est bafouée dans sa dignité de peuple, une communauté est privée de ce que Gérard Chaliand, dans le dernier numéro de la revue Esprit, appelle « le droit à la mémoire » (2).

Les faits sont connus. Mais cette session de trois jours a eu le mérite de les préciser et de les étayer, non seulement par les témoignages de quatre survivants des massacres, mais par des éléments de preuves apportés par de nombreux historiens.

Des massacres avaient déjà eu lieu - celui de 1894 qui suivit l'insurrection de Sessoun (trois cent mille victimes), ceux d'Adana, en 1908, notamment - mais c'est en 1915 qu'il faut dater le début du génocide à pro-

prement parler, c'est-à-dire de massacres dont les témoins devant le Tribunal se sont attachés à montrer le caractère intentionnel et systématique. « A partir du 24 avril 1915, note le rapport final du Tribunal, selon un programme précis, le gouvernement ordonne la déportation des Arméniens des villages orientaux. Une organisation spéciale est créée, elle est constituée de condamnés de droit commun, libérés des prisons, entraînés et équipés par le parti Union et Progrès ».

L'accusé était absent

Tout confirme l'existence d'un commandement centralisé qui contrôle le déroulement du programme (...). La déportation n'est en fait qu'une forme déguisée d'extermination. Au départ, on élimine les plus résistants. La fin, le sol et les massacres décident des convois. Des milliers de cadavres s'entassent sur les chemins. Les arbres et les poteaux télégraphiques sont chargés de pendus ; les rivières charrient des corps mutilés qui s'échouent le long des berges. Sur les 1 200 000 Arméniens que comptait les sept vilayets orientaux, 300 000 environ purent regagner la Caucase, à la faveur de l'occupation russe, les autres furent tués sur place ou déportés, les femmes et les enfants (200 000 environ) envoyés, il ne survécut pas plus de 50 000 survivants à Alep, point de convergence des convois de déportés ».

Puis c'est la déportation des Arméniens de Cilicie et d'Anatolie. « Au total, dit le rapport, compte tenu des réfugiés de Russie, on peut estimer à 600 000 le nombre

des survivants, sur une population estimée en 1914, selon Arnold Toynbee, à 1 800 000 ».

Hormis les archives ottomanes, qui restent inaccessibles, les sources sont nombreuses et ont été recueillies de manière exhaustive par le professeur Hovannisian (Etats-Unis), l'un des intervenants (3).

L'accusé, c'est-à-dire l'Etat turc, avait décliné l'invitation. Ses thèses n'en furent pas moins examinées par le Tribunal et déclarées irrecevables. Elles portaient d'abord sur le nombre : si les chiffres varient (le patriarcat arménien estime par exemple à 2 100 000 la communauté en 1914), la proportion des victimes est toujours évaluée par les différentes sources aux deux tiers de la communauté, et les affirmations turques, selon lesquelles 20 % environ de la communauté auraient été victimes « des mauvaises conditions générales dues au temps de guerre », ne sont pas recevables. Le gouvernement turc tire également argument d'actes de sédition de la part des Arméniens qu'on ne peut, estime le Tribunal, assimiler à des actions armées à l'intérieur de l'Empire ottoman.

Enfin, les autorités turques tentent de renverser la culpabilité en faisant état d'un « génocide » contre les Turcs. Le Tribunal a reconnu que quelques villages turcs avaient été anéantis par des troupes arméniennes en 1917, mais « ces actes, pour condamnables qu'ils soient, ne sauraient constituer un génocide ».

La sentence du Tribunal a donc été sans nuances : « L'extermination des populations arméniennes constitue un crime imprescriptible de génocide au sens de la convention de 1948... C'est aussi un crime international dont l'Etat turc doit assumer la responsabilité sans pouvoir prétendre, pour s'y soustraire, une discrépance dans cet Etat ».

Ce jugement n'a bien sûr qu'une force morale. Il sera prochainement présenté à la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, mais rien ne dit que la démarche aura plus de succès que les précédentes. Du moins cette manifestation a-t-elle eu le mérite d'insister sur « la responsabilité d'autres Etats qui, pour des raisons de géopolitique, soutiennent le gouvernement turc ». Elle aura eu aussi le mérite de montrer devant l'opinion internationale que le gouvernement d'Ankara gagnerait en respectabilité en admettant des faits dont il n'est pas responsable.

Car, comme le disait le professeur Hovannisian, « le fait pour un pays, pour ses intellectuels, de n'être pas capable de reconnaître leur histoire et de la répudier constitue un véritable crime ».

C. T.

(1) Les membres du jury étaient : Madjid Benchikh, professeur à l'université d'Alger ; Georges Casalis (France), théologien ; Harold Edelman (Suisse), ancien ambassadeur ; Richard Falk (Etats-Unis), professeur à l'université de Princeton ; Ken Fry (Australie), membre du Parlement ; Andrea Giardina (Italie), professeur à l'université de Rome ; Sean Mac Bréide (Irlande), président du Bureau international de la paix, prix Nobel et Léonie de la paix ; Leo Matras (France), avocat à la cour de Paris ; Adolfo Perez Esquivel (Argentine), prix Nobel de la paix ; James Fintzas (Etats-Unis), professeur à la State University (New York) ; François Rigaux (Belgique), professeur à l'université catholique de Louvain ; Ajit Roy (Inde), économiste et journaliste ; George Wald (Etats-Unis), prix Nobel de médecine, 1967.

(2) Esprit (n° 4), avril 1984 ; voir aussi le livre de Gérard Chaliand et Yves Ternon : Le Génocide des Arméniens, Editions Complexe.

(3) Professeur R.G. Hovannisian, The Armenian Holocaust, Cambridge (Mass.), 1981.

EN VISITE EN HONGRIE

M. Gromyko accuse Washington de manquer « de sérieux et d'honnêteté »

Le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Andreï Gromyko, a lancé mardi 17 avril à Budapest de violents attaques contre la politique des Etats-Unis, accusés de vouloir « dominer le monde par la main de fer de leurs intérêts militaires ».

Fidèle au ton virulent qu'il a adopté depuis plusieurs mois dans ses interventions publiques à propos des Etats-Unis, M. Gromyko n'a pas innové quant au fond. Son discours, prononcé à la veille de la réunion, jeudi et vendredi, de la capitale hongroise, du conseil des ministres des affaires étrangères du pacte de Varsovie, ne laisse augurer d'aucune « ouverture » soviétique pour une reprise des négociations de Genève sur les armes nucléaires, rompues par Moscou en décembre dernier. Selon M. Gromyko, ces négociations ont été « torpillées » par Washington, qui a « manqué de sérieux et d'honnêteté », et « il appartient à ceux qui ont dressé les obstacles de les enlever ».

Le ministre soviétique a aussi qualifié de « manœuvres sordides » les récentes propositions américaines sur l'interdiction des armes chimiques rejetées par Moscou et affirmé que, à la conférence de Stockholm sur le désarmement, les Etats-Unis veulent « couvrir leurs buts d'espionnage » en exigeant des mesures de vérification.

De même, voit-il dans les projets américains de « militarisation » de l'espace le signe d'« un aventurisme qui confine à la folie ».

« M^{me} Thatcher et l'Europe. - En visite officielle au Portugal, M^{me} Thatcher a réaffirmé, mardi soir 17 avril, à Lisbonne, que la Grande-Bretagne « est toujours résolue à mener à bien les réformes dont la Communauté européenne a besoin ». Ces réformes, a expliqué le premier ministre britannique, comporteraient notamment le contrôle des dépenses de la CEE, une politique agricole commune qui éviterait « gaspillages et extravagances », et une répartition plus équitable des charges et des avantages. M^{me} Thatcher s'est par ailleurs prononcée sans ambiguïté en faveur de l'adhésion du Portugal à la Communauté. - (AFP.)

La brève visite officielle de M. Gromyko en Hongrie est le premier séjour du chef de la diplomatie soviétique à Budapest depuis 1979. Elle intervient à un moment où la politique étrangère hongroise connaît un regain d'activité (avec notamment les récentes visites de M^{me} Margaret Thatcher, du président du conseil italien Bettino Craxi, et bientôt du chancelier ouest-allemand, M. Helmut Kohl, tandis que le premier secrétaire du PC hongrois, M. János Kádár, est attendu en France cette année. Cette activité inhabituelle de la part de Budapest va de pair avec une parfaite fidélité aux thèses soviétiques de politique étrangère, que le premier ministre hongrois, M. Lázár, a d'ailleurs reprises à son compte en recevant M. Gromyko.

La visite de M. Gromyko coïncide aussi avec la tenue à Budapest d'un important plénum du parti, qui doit approuver de nouvelles mesures allant dans le sens de la réforme économique (autonomie des entreprises, assouplissement des contrôles de gestion, diminution des subventions), tout en refusant une réorganisation du système bancaire : la Banque centrale de Hongrie continuera, par exemple, à contrôler l'ensemble des crédits et des investissements. - (AFP, Reuters.)

« L'anniversaire de l'accession au pouvoir de M. Husak. - Le quinzième anniversaire de l'éviction de M. Alexandre Dubcek, remplacé le 17 avril 1969 à la tête du PC tchécoslovaque par M. Gustav Husak, a été largement célébré par la presse tant à Prague qu'à Moscou. L'organe du PC tchécoslovaque, Rude Pravo, exalte l'« aide internationale » apportée à la Tchécoslovaquie « à l'heure du danger contre-révolutionnaire ». La Pravda de Moscou profite de l'occasion pour réaffirmer ce qu'il est convenu d'appeler la « doctrine Brejnev » de souveraineté limitée des pays socialistes : « La communauté socialiste n'a pas laissé et ne pouvait en aucun cas laisser la Tchécoslovaquie dans le malheur », écrit la Pravda. « Personne ne peut renverser le cours de l'histoire », et « les peuples de Tchécoslovaquie comprennent que l'on ne peut en aucun cas permettre à l'impérialisme de modifier l'équilibre » stratégique entre l'Est et l'Ouest. - (AFP.)

La Turquie

et la « République turque du nord de Chypre » ont procédé à un échange d'ambassadeurs

La Turquie et la « République turque du nord de Chypre » ont procédé mardi 17 avril à un échange d'ambassadeurs. Cet événement a entraîné une réaction immédiate d'Athènes, où M. Papandréou a demandé à ses alliés au sein de l'OTAN, et plus particulièrement aux Etats-Unis, de prendre position. Les ambassadeurs en Grèce des pays membres de l'OTAN ont été convoqués au ministère des Affaires étrangères. Le gouvernement grec, qui n'a cessé depuis novembre de protester contre la création dans le nord de l'île de cette « république » auto-proclamée et reconnue par la seule Turquie, a réaffirmé qu'il ne tolérerait pas « les faits accomplis ».

La cérémonie de présentation des lettres de créance a également entraîné de vives protestations du gouvernement chypriote, qui s'est réuni d'urgence mardi à Nicosie.

Enfin, le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, a réagi en rappelant son envoyé spécial à Chypre, M. Gobbi, et en déclarant que l'initiative d'Ankara menaçait ses efforts de médiation. M. Gobbi avait été dépêché d'urgence à Chypre après la décision prise la semaine dernière par le leader chypriote turc, M. Dénktash, de convoquer d'ici à novembre 1984 un référendum constitutionnel et des élections législatives, afin de poursuivre le processus d'indépendance de la partie nord de l'île. - (AFP.)

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4287-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 696972 7
Tél. : 248-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 DA ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte-d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 7,10 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 95 p. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 600 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 6 000 DA. ; Luxembourg, 285 F. ; Norvège, 6,50 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Suède, 200 F CFA ; Suisse, 7,75 fr. ; Tchécoslovaquie, 100 sk.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.

Gérant : André Laurens, directeur de la publication.

Anciens directeurs : Hubert Bourne-Billy (1944-1968) ; Jacques Fauvet (1969-1982).

Imprimé au Monde, 5, rue des Italiens, PARIS-IX.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.

ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 682 F 959 F 1 060 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER (par mandat)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 685 F 979 F 1 240 F

IL - SUISSE, TUNISIE 454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnements qui paient par chèque postal (ou chèque) doivent bien indiquer en chèque à leur demande.

Changements d'adresse : différer les provisions (deux semaines au plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les adresses propres au capital d'abonnement.

Félicien MARCEAU de l'Académie française

Appelez-moi Mademoiselle roman

« Un bijou d'aventure, d'humour et d'intelligence » Jean Marie Rouart Le Quotidien de Paris

« Un récit sobrement conté, rigoureux, drôle » Michèle Gauthier Le Figaro

GALLIMARD nrf

EUROPE

LA FUSILLADE DE LONDRES ET LA TENSION ANGLO-LIBYENNE

La police britannique a mis le siège devant l'ambassade de Libye

(Suite de la première page.)

Les autorités britanniques ont pris leurs dispositions pour tenir, si le faut, un siège prolongé. Mais elles ont fait savoir qu'il n'était pas dans leur intention de donner l'assaut au bâtiment de l'ambassade libyenne.

Dans la crainte de représailles - confirmées par des menaces à peine voilées venues de Tripoli - le gouvernement de Mme Thatcher espérait que les occupants du « bureau du peuple » accepteraient finalement de quitter les lieux, de se prêter à un interrogatoire et de livrer à la justice britannique la personne qui a ouvert la fusée, mardi, blessant dix manifestants et un agent de police, une jeune femme de vingt-cinq ans, qui est morte peu après. Mais rien n'est moins sûr, car l'on redoute à Londres que les autorités libyennes n'invoquent l'immunité diplomatique pour l'auteur de la fusillade.

Durant la nuit de mardi à mercredi, un contact téléphonique a été maintenu avec plusieurs des membres de la mission diplomatique libyenne, et les assésés ont pu recevoir de la nourriture et des cigarettes, a-t-on précisé à Scotland Yard.

M. Leon Brittan, ministre de l'intérieur, qui préside un état-major d'urgence, baptisé Cobra, et qui a tenu informée Mme Thatcher, actuellement en visite officielle au Portugal, a déclaré mardi soir à propos de la mort de l'agent de police : « Il s'agit d'un attentat barbare et d'une terrible tragédie ». M. Brittan a précisé qu'il n'était pas question de demander la permission d'entrer dans les locaux du « bureau du peuple ». Mais il a ajouté aussitôt, pour définir l'attitude générale adoptée par le gouvernement : « Nous recherchons une solution pacifique. J'espère

beaucoup que le bon sens finira par prévaloir et que ceux qui se trouvent dans l'immeuble le quitteront. » M. Brittan a indiqué que les policiers avaient reçu pour mission d'obtenir non seulement la sortie de toutes les personnes se trouvant à l'intérieur de l'ambassade, mais également de rechercher les armes et les munitions qui pourraient s'y trouver. Plus tard, le ministre de l'intérieur a déclaré qu'il espérait que le personnel de l'ambassade accepterait « de fournir toute l'assistance nécessaire à la police dans son enquête ». Il est impossible de savoir combien de personnes exactement se trouvent dans le « bureau du peuple » et combien possèdent le statut diplomatique.

Les Britanniques assiégés à Tripoli

L'objectif des autorités britanniques était incertain mercredi matin. Dans les milieux proches du gouvernement, on ne cachait pas la « complexité » de l'affaire en admettant que « bien des choses » dépendraient du comportement des autorités libyennes à l'égard des membres de l'ambassade de Grande-Bretagne à Tripoli et des risques encourus par les quelque huit mille ressortissants britanniques résidant en Libye. Depuis mardi après-midi, dix-neuf diplomates britanniques, dont l'ambassadeur, sont assiégés par les forces de l'ordre libyennes. Selon l'un de ces diplomates, joint par téléphone, les Libyens se montrent « polis mais fermes ». Les Britanniques craignent de toute évidence une escalade et se souviennent des diverses mésaventures subies par plusieurs missions diplomatiques en Libye ces dernières années, et tout

récentement par celle de la Jordanie, qui a été incendiée. Les appréhensions du gouvernement de Mme Thatcher sont telles qu'un avion de la compagnie British Caledonian se dirigeait mardi vers Tripoli à été rappelé à Londres.

Interrogé par la BBC, un porte-parole du ministère libyen des affaires étrangères a affirmé, au sujet de la fusillade de Saint-James Square : « Rien ne s'est produit du fait de quelqu'un se trouvant à l'intérieur du « bureau du peuple ». Il



Dessin de PLANTU.

n'y a pas d'armes dans les locaux de notre mission. » D'après l'agence de presse libyenne Jana, le gouvernement de Tripoli aurait formulé trois exigences en réponse à celles de M. Brittan : la levée du siège du « bureau du peuple » ; la libération de toutes les personnes détenues (six ressortissants libyens ont été interpellés mardi après-midi à l'aéroport de Heathrow, trois d'entre eux ont été relâchés dans la soirée) ; l'interdiction de toute manifestation « hostile » au régime libyen.

Le ministre britannique de l'intérieur a reconnu avoir reçu lundi soir un message dans lequel les autorités libyennes mettaient en garde le gouvernement britannique contre la manifestation d'opposants qui devait avoir lieu mardi et au cours de laquelle la fusillade a eu lieu. La manifestation avait été autorisée par la police londonienne.

C'est peu après dix heures qu'un groupe de soixante-dix manifestants environ est venu se rassembler devant le « bureau du peuple » libyen en criant : « A bas Kadhafi ! Kadhafi assassin ! ». La police contentait parfaitement le groupe au-delà des barrières placées pour la circonstance, quand un autre groupe d'une douzaine de personnes, des partisans du régime de Tripoli cette fois, est arrivé sur le trottoir d'en face. Mais les coups de feu sont venus d'une des

fenêtres de l'ambassade. Plusieurs policiers et passants, dont les membres d'une équipe de télévision, l'ont affirmé. Aucun témoignage n'indiquait que les tirs auraient pu provenir d'un autre endroit. La fusillade a été très brève, une dizaine de secondes. Il semblait s'agir d'une rafale de pistolet mitrailleur.

Un représentant du groupe d'opposants a prétendu ensuite que l'incident avait été « orchestré » par les autorités de Tripoli et pour appuyer sa thèse, il a fait remarquer que deux sociétés de télévision britannique avaient été recrutées à l'avance par la télévision libyenne pour couvrir la manifestation. Plusieurs journaux anglais ont repris mercredi cette information. Mais Scotland Yard laisse entendre qu'il est plus probable que la fusillade soit due à une initiative individuelle de « l'une des personnes » se trouvant à l'intérieur de l'ambassade.

Depuis plusieurs semaines, la situation du « bureau du peuple » libyen à Londres était pour le moins confuse. Le 18 février, des jeunes gens favorables au colonel Kadhafi et déclarant appartenir à une organisation intitulée la Force des étudiants révolutionnaires libyens s'étaient installés dans les locaux. Peu après, le chargé d'affaires avait été apparemment limogé. Lors d'une conférence de presse, ces étudiants avaient fait savoir la semaine suivante qu'ils souhaitaient la rupture de toutes les relations entre la Libye et la Grande-Bretagne si le gouvernement de Mme Thatcher ne modifiait pas « radicalement » sa politique au Proche-Orient.

Vingt-quatre personnes sont inscrites dans l'annuaire diplomatique de Londres au titre du « bureau du peuple libyen ». Environ sept mille Libyens vivent actuellement en Grande-Bretagne, pour la plupart à Londres et dans la région de Manchester. Depuis cinq ans, cette petite communauté a connu une série de règlements de comptes sanglants. (Lire à autre part.) Les 10 et 11 mars dernier, encore vingt-six personnes avaient été blessées lors de sept attentats à la bombe à Londres et à Manchester. La police britannique redoutait depuis plusieurs semaines cette vague d'attentats et avait prévenu les ressortissants libyens résidant en Grande-Bretagne. Le 17 mars dernier, cinq Libyens avaient été expulsés, et à la suite de cette mesure une manifestation avait eu lieu devant l'ambassade de Grande-Bretagne à Tripoli.

L'ensemble de la presse britannique demande que le gouvernement fasse preuve de fermeté et souligne qu'il est temps de mettre fin au « terrorisme » que les Libyens font régner en Grande-Bretagne depuis des années. Mais la plupart des éditeurs font observer que la marge de manœuvre du cabinet de Mme Thatcher demeure étroite, compte tenu des menaces de représailles exprimées par les dirigeants libyens.

FRANCIS CORNU.

L'inviolabilité des ambassades... et des diplomates

Contrairement à ce qui est souvent dit improprement, les ambassades ne jouissent pas de l'exterritorialité. Cette notion, qui n'a pas cours en matière diplomatique, désigne la fiction juridique par laquelle des personnes ou des biens sont réputés se trouver dans leur pays d'origine alors qu'ils se trouvent, en réalité, à l'étranger - ce qui permet de leur appliquer un régime exorbitant du droit local, par exemple en matière fiscale.

En revanche, une ambassade ainsi que la résidence de l'ambassadeur, qui fait partie des « locaux de la mission diplomatique » tels qu'ils ont été définis par la convention de Vienne de 1961, sont protégées par l'inviolabilité. C'est l'article 22 de la convention qui en décrit précisément les implications : « Il n'est pas permis aux agents de l'Etat accrédité d'y pénétrer, sauf avec le consentement du chef de mission. » Cet article ajoute que l'Etat accréditaire « a l'obligation spéciale de prendre toutes mesures appropriées afin d'empêcher que les locaux de la mission ne soient envahis ou endommagés, le pair de la mission troublée ou sa dignité amoindrie ». Enfin, les locaux de la mission diplomatique « ne peuvent faire l'objet d'aucune perquisition, réquisition, saisie ou mesure d'exécution ».

Les textes internationaux sont donc parfaitement clairs : ce n'est qu'avec l'accord du chef de mission diplomatique que la police ou d'autres fonctionnaires de sécurité, comme les pompiers, peuvent pénétrer dans une ambassade. Y compris lorsqu'un danger grave et immédiat s'y manifeste de façon évidente de dehors : en cas d'incendie, par exemple.

Les autorités britanniques étaient par ailleurs tenues d'assurer, comme elles l'ont fait, la protection du bâtiment contre l'action éventuelle des manifestants anti-Kadhafi, au demeurant pacifiques et peu nombreux. Et celles de Tripoli ne peuvent se prévaloir de la coïncidence de ces assaillants qu'en 1980, avaient incendié au phosphore les locaux de l'ambassade de France dans la capitale libyenne pour se défaire de leurs responsabilités à cet égard. Plusieurs pays (dont, précisément, la Libye) transforment d'ailleurs certaines de leurs représentations

diplomatiques en véritables bunkers, comme s'ils craignaient d'être à leur tour victimes de ces mauvais procédés de la part des pays accréditaires.

Le cas du personnel non diplomatique

Le personnel diplomatique est également inviolable (article 29 de la convention) : « Il ne peut être soumis à aucune forme d'arrestation ou de détention. » L'inviolabilité qui s'étend à son domicile privé, la seule arme dont dispose le gouvernement du pays hôte, lorsqu'un agent diplomatique étranger s'y est rendu coupable d'un crime ou d'un délit, est de le déclarer persona non grata (sans avoir, d'ailleurs, à justifier sa décision). Cet agent doit alors être rappelé « dans un délai raisonnable », faute de quoi l'Etat accréditaire peut refuser de lui reconnaître plus avant la qualité de membre d'une mission diplomatique.

Mais aussi longtemps qu'il en demeure membre, il jouit de l'immunité pénale, et d'une large immunité civile et administrative. Cette immunité s'applique aux agents diplomatiques proprement dits et aux membres de leur famille, ainsi qu'aux membres du personnel administratif et technique de la mission et à leurs familles, sous réserve qu'ils ne soient ni ressortissants ni résidents habituels de l'Etat accréditaire. Les membres du personnel de service non ressortissants du pays hôte bénéficient, en outre, de l'immunité « pour les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions ». Le personnel privé des membres de la mission diplomatique, en revanche, n'est pas couvert par cette immunité, sauf décision explicite de l'Etat accréditaire.

D'un point de vue strictement juridique, il serait donc intéressant de savoir exactement à quelle catégorie de personnel « diplomatique » ou non - les guillemets paraissent hélas s'imposer en toute hypothèse - appartiennent les tirs de la représentation libyenne. Il est vrai que le respect du droit international public ne semble pas, de toute façon, le souci le plus pressant des représentants tirs de la Jamahiriya.

BERNARD BRIGOUDET.

Liquidations et mises à sac

C'est à partir de la fin de 1979 que le régime du colonel Kadhafi a eu recours à deux « armes » utilisées de façon spectaculaire et peu conformes aux normes diplomatiques internationales. La première a consisté à mettre à sac les ambassades de gouvernements occidentaux dont l'action déplaisait à Tripoli, la seconde visait à éliminer physiquement les opposants libyens à l'étranger.

2 DÉCEMBRE 1979. - Il est 10 h 45 lorsque deux mille manifestants, parmi lesquels figurent des militaires (police auxiliaire) en uniforme attaquent l'ambassade des Etats-Unis, où se trouvent vingt personnes, en hurlant des slogans anti-américains. Ils mettent le bâtiment à sac avant de l'incendier. L'agence officielle Jana affirme ce même jour - un dimanche - que le personnel était en fait constitué de militaires et que des assaillants « ont été intoxiqués par des gaz mortels utilisés par les Américains ». Le ministre libyen des affaires étrangères, M. Triki, présentera par la suite des excuses verbales, mais Washington jugera la démarche insuffisante et demandera « des assurances suffisantes pour garantir la sécurité de l'ambassade ».

4 FÉVRIER 1980. - La France, qui a apporté son soutien à la Tunisie à la suite de l'attaque de Gafsa par un commando d'opposants tunisiens entraînés en Libye, voit son ambassade attaquée dans les mêmes conditions que celle des Etats-Unis. Vers 9 h 30, un appel téléphonique officieux conseille aux diplomates français d'évacuer les lieux. Une heure plus tard, plusieurs milliers de manifestants, dont un groupe fort expérimenté et armé en conséquence, passent à l'attaque, emportent un certain nombre d'archives et mettent le feu au bâtiment.

Dans l'après-midi, le consul général de France à Benghazi, deuxième ville du pays, connaît le même sort.

L'agence Jana dénonce « l'interférence fasciste du gouvernement français en Tunisie » et accuse « les forces françaises d'avoir tué des milliers d'innocents ». Elle souligne

L'assassinat des opposants

21 MARS 1980. - Le corps d'un commerçant, Salem Rimeil, est retrouvé, criblé de balles, dans le coffre d'une voiture à Rome.

11 AVRIL. - Le journaliste Mohamed Mustapha Ramadan est tué à la sortie de la mosquée de Remond's Park, à Londres, par deux étudiants libyens.

19 AVRIL. - Un deuxième riche commerçant, Abdel Geli Aref, installé dans la capitale italienne, connaît le même sort.

25 AVRIL. - Un juriste libyen installé à Londres, Mahmoud Abou Salem Nafi (quarante ans) est tué dans son cabinet.

27 AVRIL. - Le colonel Kadhafi adresse « un ultime avertissement » aux opposants libyens vivant à l'étranger et leur demande de « rentrer immédiatement sous peine d'être liquidés ».

10 MAI. - Mohammed el Kazni (treize ans) est tué à son tour à Rome. Le même jour, un ancien diplomate libyen, M. Omar Mehmed, est tué par un compatriote en plein centre de Rome.

20 MAI. - Un autre commerçant - le quatrième - Mohamed Fouad Boumar (cinquante-cinq ans) est découvert assassiné dans sa chambre d'hôtel à Rome. C'est la septième victime du régime du colonel Kadhafi.

21 MAI. - Un ancien sous-officier libyen succombe à son tour à Athènes.

11 JUIN. - Le colonel Kadhafi annonce que la liquidation des opposants à l'étranger était finie « aux coupables de haute trahison », mais qu'il avait demandé aux « comités révolutionnaires d'arrêter leurs opérations de commando ». Néanmoins, quelques heures plus tard, M. Azzedine Lahderi (cinquante-six ans) était tué à Milan, et Saad Ejet (trente-trois ans) échappait de justesse, à Rome, à un attentat.

9 OCTOBRE 1982. - Le colonel Kadhafi menace à nouveau d'éliminer les opposants en exil qui refuseraient de rentrer en Libye.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs
résidant à l'étranger
Exemplaires spécimens sur demande

Circuit rapide pour anglais courant.

PROCHAINS COURS INTENSIFS
le 30 avril et le 14 mai 1984
INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20 passage Dauphine
75006 Paris - Tél. 325.41.31



BIENVENUE A L'UNIVERSITÉ

Dans votre vie, vous avez dû travailler jeune, et vous n'avez pas pu mener d'études. Dans votre entreprise, vous voulez graver les échelons, mais aujourd'hui vous êtes bloqué. Dans votre branche professionnelle, vous vous sentez au niveau, mais vous n'avez pas le diplôme.

La formation continue est faite pour vous. En s'appuyant sur votre expérience, elle vous donne accès à des diplômes universitaires reconnus sur le marché du travail. L'IUT de Villetaneuse prépare au DUT informatique, au DUT gestion option personnel, au DUT carrières juridiques et judiciaires et au diplôme d'université en techniques de la bureautique.

Pour ces diplômes, en fonction des acquis professionnels, deux formules sont possibles : une formation à temps complet en un an, ou une formation à temps partiel sur plusieurs années (tout en continuant à travailler).

Pour le financement, si vous êtes salarié en activité, les frais de formation peuvent être pris en charge par votre entreprise et certaines exonérations sont prévues pour les demandeurs d'emploi.

Inscriptions et renseignements
Session de novembre 1984
Centre de formation continue
IUT de Villetaneuse, avenue
J.-B.-Clément, 93430 Villetaneuse
Téléphone 821-61-70 poste 48-40
826-90-48 (ligne directe).

صكنا من الأهل

ASIE

APRÈS LES ENTRETIENS DE SIR GEOFFREY HOWE À PÉKIN

« De nouveaux progrès » sont annoncés dans la négociation sur l'avenir de Hongkong

Pékin (AFP). — Chinois et Britanniques ont fait de « nouveaux progrès » en vue de la mise au point d'un accord sur l'avenir de Hongkong au cours de la visite que le secrétaire britannique au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, vient d'effectuer en Chine, indique une déclaration commune rendue publique ce mercredi 18 avril à Pékin.

La déclaration commune sino-britannique a été lue à l'aéroport de Pékin par un porte-parole britannique, quelques minutes avant le départ de Sir Geoffrey Howe pour Hongkong, à l'issue d'une visite de trois jours en Chine et juste après un entretien avec Deng Xiaoping.

Les deux parties sont tombées d'accord pour dire que les discussions sur l'avenir de Hongkong ont

fait des progrès appréciables et qu'elles se poursuivront après la visite [de Sir Geoffrey à Pékin], affirme la déclaration.

London et Pékin, ajoute le texte, « sont également tombés d'accord pour dire que la visite du secrétaire au Foreign Office et ses discussions avec les dirigeants chinois ont permis de faire de nouveaux progrès allant dans le sens de la mise au point de l'accord que les deux parties s'efforcent d'atteindre ».

La déclaration se félicite, d'autre part, des « très bonnes » relations existant entre la Chine et la Grande-Bretagne, et indique que Sir Geoffrey a invité son homologue chinois, M. Wu Xueqian, à se rendre en visite en Grande-Bretagne.

Philippines

La campagne électorale s'ouvre dans un climat de violence

De notre envoyé spécial

Manille. — Le COMELEC, comité chargé de la préparation et du contrôle des élections législatives qui ont lieu dans un mois aux Philippines, a donné ordre à la police et à la gendarmerie nationale d'intervenir dans les circonscriptions pour y faire régner l'ordre. Le comité précise que cette intervention ne constituera pas une « interférence » dans le déroulement du processus électoral.

Officiellement, cette mesure est justifiée par les violences (meurtres, tentatives de meurtre et disparitions) qui ont émaillé et endeuillé les premiers jours de la campagne électorale. Ces actions, qui viennent s'ajouter à toutes sortes d'irrégularités, sont systématiquement attribuées par les autorités à des « éléments subversifs » et plus particulièrement aux guérilleros de la NAP (Nouvelle Armée populaire), le bras armé du Parti communiste des Philippines.

Les autorités estiment que cent-vingt-quatre localités et quarante-quatre provinces (sur soixante-quinze) sont des zones de « troubles potentiels ». De son côté, une partie de l'opposition dénonce à la fois les violences et l'intervention des forces de l'ordre dans la campagne électorale comme faisant partie de la même « tactique de la terreur ». — « Voulez-vous, affirme-t-elle, par le pouvoir, le rôle des forces de sécurité et obliger les gens à voter pour le régime et à l'immoler ».

Certains opposants boycottent en effet ces élections qu'ils jugent « frauduleuses » et dépourvues de garanties démocratiques, en raison notamment de l'étendue des pouvoirs du président Marcos et de l'utilisation de l'appareil de l'État à des fins partiales.

Cent-vingt-quatre sièges sont à pourvoir pour le renouvellement de la Chambre des députés. La précédente consultation avait vu le triomphe des candidats du parti gouvernemental (KBL). Les politiciens traditionnels avaient, le plus souvent, boycotté un scrutin organisé dans le cadre de la loi martiale. Sous les pressions américaines, celle-ci avait été formellement levée en 1981. Les pleins pouvoirs ont néanmoins été maintenus en vigueur par le biais de toute une série de décrets présidentiels.

Aux Philippines comme dans d'autres pays d'Amérique latine, les intérêts américains, Washington, accusé de soutenir une dictature, sont diabolisés chez elle. L'étranger, souhaite la tenue d'élections susceptibles d'être présentées comme « démocratiques » dans un contexte de subversion communiste armée.

R.-P. PARINGAUX.

Inde

De nouveaux meurtres accroissent la tension entre les différentes factions sikhs au Pendjab

De notre correspondant

New-Delhi. — Six personnes, parmi lesquelles un dirigeant hindou de Chandigarh, ont été tuées au cours de la journée du mardi 17 avril en différents endroits du Pendjab. Le président de l'Hindou Suraksha Samiti, une association de protection pour les Hindous de cet État, M. Inder Pal Gupta, a été tué à bout portant dans son échoppe de Chandigarh par deux jeunes « terroristes », qui se sont enfuis à moto après avoir arrosé le marché à coups de mitraillette. Sept autres personnes ont été blessées au cours de l'attentat.

Il s'agit de la seconde attaque commise dans la capitale commune au Pendjab et à l'Haryana contre des représentants hindous. Un sénateur, homme de lettres proche de M. Gandhi, avait été assassiné au début du mois dans des conditions à peu près identiques. Pour protester contre ce nouveau meurtre, l'association hindoue a appelé à une grève générale dans le Pendjab pour ce mercredi.

Les autres victimes comprennent un avocat sikh d'Amritsar et son épouse, trois policiers de la garde civile et une jeune femme dont l'identité n'a pas été établie avec certitude. Selon la presse indienne, il pourrait s'agir de M. Baljit Kaur, responsable, avec un ami, du meurtre la semaine dernière de Suresh Singh Sodhi, l'un des lieutenants du chef des sikhs extrémistes, le Sant Bhindranwale (le Monde du 17 avril). D'après la police, la jeune femme aurait été torturée avant d'être étranglée. Son complice avait lui-même été « exécuté » au début de cette semaine et son corps coupé en morceaux. Le soir même, les militants intégristes retranchés dans le Temple d'or d'Amritsar arboraient des banderoles indiquant que « justice » était faite et que le tour viendrait de ceux qui avaient ordonné l'assassinat de Suresh Singh Sodhi.

M. Gurcharan Singh, secrétaire particulier du président de l'Akali Dal, le Sant Longowal, a été nommé désigné par les extrémistes et, soupçonné de trahison, sous l'égide du Temple d'or. Le dimanche 15 avril, il a été assassiné par des militants intégristes. Selon certaines sources, plus de cent cinquante militants de la faction Longowal ont été dépêchés sur

les lieux pour protéger leur chef contre les hommes de Bhindranwale. La tension à l'intérieur du Temple d'or, où sont retranchés la plupart des factions sikhs, ne cesse de s'accroître et les accrochages entre militants se multiplient.

Le couvre-feu a été décrété dans quatre villes du Pendjab, dont Patiala, située à quelques dizaines de kilomètres de la frontière avec l'Haryana voisin, où les sikhs sont minoritaires. Plusieurs échoppes appartenant à des Hindous ont été incendiées et mises à sac.

Enfin, la police a poursuivi lundi et mardi son opération coup de filet parmi les jeunes militants de l'extrême droite des étudiants sikhs (interdite depuis plusieurs semaines). Le nombre de militants désormais sous les verrous est de cent cinquante-sept. Rappelons que les étudiants de cette organisation fournissent le gros des disciples du Sant Bhindranwale.

PATRICE CLAUDE.

Corée du Sud

VIOLENTS AFFRONTEMENTS À SÉOUL ENTRE ÉTUDIANTS ET POLICIERS

Séoul (UPI/AP). — De violents affrontements ont eu lieu la nuit du mardi 17 au mercredi 18 avril entre étudiants et policiers sur le campus de l'université de Séoul.

Selon la police, vingt et un étudiants ont été blessés, ainsi que cent vingt policiers, dont vingt-cinq ont dû être hospitalisés.

Les heurts se sont produits à la suite d'un service religieux auquel environ deux mille étudiants avaient assisté et qui était célébré à la mémoire d'un de leurs condisciples incorporé dans l'armée après avoir participé à des manifestations anti-gouvernementales l'année dernière. Les étudiants ont encouragé le leader du service religieux à lancer le drapeau de la Corée du Sud et à faire appel de la police.

Il s'agit des affrontements les plus graves entre policiers et étudiants depuis le début de l'année.

AFRIQUE

Tanzanie

Quelque deux cent mille Zanzibarites vont élire leur nouveau président

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Quelque deux cent mille Zanzibarites doivent se rendre aux urnes, le jeudi 19 avril, pour élire le président du conseil révolutionnaire et celui du conseil des ministres de l'île, c'est-à-dire confirmer le choix de M. Ali Hassan Mwinyi, président par intérim, fait par le comité exécutif national du parti unique, le Chama cha mapinduzi (CCM), le 10 mars dernier, après la démission de M. Aboud Jumbe (le Monde du 31 janvier). Ce scrutin sans surprise est la conclusion d'un débat agité sur les relations entre la Tanzanie continentale (ex-Tanganyika) et l'île de Zanzibar, qui s'approprient à l'île, le 26 avril, le vingtième anniversaire de ce qui fut un mariage de raison. Un projet de réforme constitutionnelle avait suscité, de part et d'autre, des malentendus et créé « un climat politique malsain ». La démission de M. Jumbe avait été suivie de l'arrestation de plusieurs personnalités zanzibarites, soupçonnées de menées séparatistes.

La première mise en cause publique de l'ancien numéro deux du régime tanzanien est curieusement venue de M. Samora Machel, chef de l'Etat mozambicain, qui, devant le comité exécutif national du CCM, réuni le 11 mars à Dodoma, la future capitale du pays, l'a vivement pris à parti. « Nous regrettons profondément, a-t-il dit, que ce petit groupe d'ambitieux ait pu associer à ses manœuvres réactionnaires une figure de la lutte anticoloniale comme celle d'Aboud Jumbe. » Il a reproché à ce dernier de « ne pas avoir compris qu'il était vice-président de la République tanzanienne avant d'être président du Zanzibar ». M. Machel a révélé que des « forces extérieures », dont il n'a pas précisé l'identité, avaient trouvé des alliés au sein même du conseil révolutionnaire de l'île pour réaliser leurs ambitions d'« expansionnisme religieux ». « Nous croyons que l'Etat et la religion doivent toujours être bien séparés », a-t-il affirmé.

M. Jumbe ne se serait donc pas montré suffisamment vigilant à l'égard de tous ceux qui, dans son entourage, en venaient à contester la suprématie du CCM et révalaient de voir Zanzibar voler un peu de ses propres ailes. M. Mwinyi réussira-t-il à ramener le calme dans les esprits zanzibarites ? Lors de la campagne électorale, il a annoncé son intention de mettre l'accent, pendant son mandat, sur « la démocratie et la liberté ». En gage de bonne volonté, il a déjà augmenté de 25 % le salaire minimum des îliens et s'est engagé à procéder, en juin, à de nouveaux ajustements pour tenir compte de l'inflation. Aux habitants de l'île de Pemba, il a promis l'électrification dans les trois prochains mois. Une fois confirmé dans ses fonctions, M. Mwinyi sera automatiquement nommé vice-président de la République et du CCM. Il deviendra ainsi le deuxième personnage du régime tanzanien. Cela lui vaudra-t-elle de se trouver en bonne position dans la bataille pour la succession de M. Julius Nyerere, le chef de l'Etat, qui a récemment confirmé sa décision de ne pas demander, l'année prochaine, le renouvellement de son mandat ? Il est encore trop tôt pour le dire. Une autre question se pose, elle aussi sans réponse : l'union entre Zanzibar et le continent survivra-t-elle au retrait du « Mwinyi » (le maître d'école) de la scène politique ?

JACQUES DE BARRIN.

Côte-d'Ivoire

CORRESPONDANCE

Le départ de coopérants

A la suite de l'article de Jean-Claude Pomonti sur le départ, étalé sur deux ans, d'un millier de coopérants français de Côte-d'Ivoire (le Monde du 20 mars), M. G. Cauter, secrétaire de la section SNES-SUP de Côte-d'Ivoire, nous écrit :

L'article de J.-C. Pomonti suscite chez les concernés quelques réflexions sur les conditions réelles de cette « opération chirurgicale ».

S'il est vrai que cette décision a été pénible à prendre et n'a été rendue publique qu'à l'occasion du séjour de M. Nucci à Abidjan du 14 au 18 mars, les coopérants visés par ces mesures de déflation estiment inadmissible d'en avoir été les derniers informés et au dernier moment. L'élaboration secrète, suivant des critères inconnus, des listes de remerciés, a contribué à créer ce « psychodrame » d'autant que les coopérants concernés ne sont pas toujours informés personnellement.

“Ce monde des aventuriers qui vont arracher son or à la terre n'est pas fait pour les enfants de Marie.

Il est dur, impitoyable et j'ai frémi en le décrivant !”

Bernard Clavel



LE NOUVEAU Bernard Clavel L'OR DE LA TERRE

roman

Albin Michel

PR. J.-J. DESCAMPE/TELE 7 JOURS

AMÉRIQUES

Nicaragua

Les sandinistes affirment avoir repris le port de San-Juan-del-Norte

Les guérilleros de M. Eden Pastora ont-ils été obligés d'évacuer le port de San-Juan-del-Norte, au sud du Nicaragua, quatre jours après s'en être emparés ? C'est ce qu'a affirmé, le mardi 17 avril, un communiqué du ministère de la défense de Managua. La marine et l'aviation sandinistes sont passés à l'offensive dès lundi pour reprendre la localité. Elles ont pénétré les positions tenues par les forces de l'Alliance révolutionnaire démocratique. Le communiqué de Managua affirme que les guérilleros « ont fui précipitamment mardi matin » par le fleuve San-Juan, qui marque la frontière avec le Costa-Rica, et que deux des six embarcations utilisées ont été coulées par l'aviation gouvernementale.

M. Eden Pastora a affirmé, mardi, selon l'Agence France Presse, que ses hommes avaient résisté « victorieusement » à la contre-offensive des

sandinistes, mais il n'a pas exclu un repli de ses troupes, lequel semble avoir commencé, à en croire l'envoyé spécial de l'agence Associated Press au nord du Costa-Rica.

A Washington, M. Reagan a adressé une mise en garde au Congrès en recevant mardi, à la Maison Blanche, des dirigeants de la communauté hispanique. « Une puissance totalitaire latine utilise ses ressources énormes pour modifier l'équilibre stratégique mondial en transformant l'Amérique centrale en une chaîne de dictatures anti-américaines de type soviétique », a-t-il dit. (...) Si nous n'avons pas le courage et la volonté politique d'aider les pays de la région à faire face à cette épreuve de force, nos amis perdront leur liberté, et la sécurité de l'Amérique sera menacée d'un pôle à l'autre. »

Le précédent de la baie des Cochons

Washington. — Comme si elle voulait adresser de nouvelles remontrances au gouvernement, la commission sénatoriale des affaires étrangères vient de rendre publique des documents « secrets » sur l'invasion ratée de la baie des Cochons en 1961, dirigée contre le régime castriste. Il s'agit de dépositions faites il y a vingt-trois ans devant la commission, après le fiasco de l'expédition organisée par la CIA qui a abouti à l'élimination complète des mille quatre cents Cubains anticomunistes employés dans l'opération, lesquels ont été faits prisonniers ou ont été tués par les forces régulières cubaines.

La préparation de ce recueil de six cent cinquante-six pages a pris plusieurs mois, a dit un des responsables de la commission, ajoutant qu'il n'y avait pas lieu, à son avis, d'établir un rapport entre la publication des documents et ce qui se passe actuellement en Amérique centrale. Néanmoins, les similitudes sautant aux yeux, notamment l'absence de consultation entre le chef de l'exécutif, à l'époque John Kennedy, et le Congrès. Aussi, dans la préface, le sénateur Percy, président républicain de la commission, ne se fait pas faute de citer son collègue Cabehart, du même parti, qui déclarait à l'époque : « La plupart de nos difficultés viennent d'accords secrets (...) décidés à l'insu du Congrès, du peuple et de la presse... ».

Comment ignorer la mise en garde indirecte dans la référence

Correspondance

aux déclarations de Kennedy, qui « avait pris l'engagement public de ne pas intervenir à Cuba », alors qu'au même moment la CIA préparait sa force d'invasion ?

D'autre part, des témoignages recueillis par la commission montrent qu'il y a eu des divergences et des erreurs d'appréciation au sein du gouvernement américain. Ainsi, pour le secrétaire d'Etat de l'époque, M. Dean Rusk, l'objectif de l'opération avait été de provoquer un soulèvement à Cuba, « première étape vers l'élimination de Castro par les Cubains eux-mêmes ». Le lendemain, M. Allen Dulles, alors directeur de la CIA, contredit le ministre : « Nous espérons mais nous n'espérons pas un soulèvement immédiat à Cuba... » Deux semaines plus tard, le général Lemnitzer, qui présidait l'état-major, déclarait que, sur la base des informations reçues par la CIA, le Pentagone avait approuvé une opération qui devait provoquer un soulèvement à Cuba. En cas d'échec, les insurgés devaient se transformer en guérilleros. A la question posée par le sénateur Fulbright, alors président de la commission, qui lui demandait si l'erreur majeure de jugement venait de la CIA, le général a répondu « oui ».

Les documents vont entretenir la controverse qui se poursuit sur les activités déguisées de la CIA au Nicaragua, mais plus encore sur

l'attitude de son directeur, M. Casey. Celui-ci a-t-il informé, comme il le devait, les commissions parlementaires du Congrès des opérations projetées ? Les sénateurs Goldwater et Moynihan affirment avoir été tenus dans l'ignorance. M. Casey et ses services prétendent que les commissions ont été mises au courant sous la forme de réponses orales et écrites aux questions des parlementaires. De toute évidence, la CIA ne manifeste pas un zèle exagéré dans l'accomplissement de son devoir d'information.

Selon le Washington Post, la CIA avait, en octobre dernier, pris directement en main l'organisation d'un raid mené à bord de vedettes rapides qui causaient de sérieux dommages aux installations et aux dépôts de pétrole du port de Corinto. Des officiers de la CIA dirigeaient les opérations à bord d'un navire croisant dans les eaux internationales. Ils avaient mis à la disposition des « contre » les vedettes, les armes et les munitions.

De même que le minage des ports du Nicaragua, cette opération impliquait une intervention directe américaine n'a pas été portée à la connaissance des commissions du Congrès. Ce n'est que plus tard, en janvier, que certains parlementaires ont appris partiellement le rôle joué par la CIA, qui, avec une modestie bien calculée, attribue tout le mérite du raid aux « contre ».

HENRI PIERRE.

PROCHE-ORIENT

Liban

L'annonce de la rencontre Gemayel-Assad le 19 avril conforte l'accalmie qui s'ébauche

Beirut. — La rencontre Gemayel-Assad a finalement été fixée par Damas au jeudi 19 avril et la « trêve de Lausanne » est peut-être, enfin, en train de prendre corps à Beyrouth. Ces deux développements positifs s'annoncent depuis quelques jours en dépit de subterfuges sur le terrain : le vice-président syrien, M. Khaddam, a téléphoné au président libanais pour lui indiquer la date du rendez-vous sollicité depuis deux semaines et dont l'ajournement avait provoqué un surcroît de pessimisme et de nervosité à Beyrouth. Cette rencontre laisse supposer que les problèmes de santé du président Assad sont surmontés et que les gages de bonne foi fournis par le président Gemayel concernant ses intentions de réforme politique et la « neutralisation » de l'armée libanaise ont paru satisfaisants à Damas.

Dans le camp de l'opposition les prises de position conciliantes se succèdent. L'influence syrienne, à partir du moment où le sommet a été décidé, n'y est sans doute pas étrangère ; mais elle n'a fait que renforcer un courant déjà favorable à un répit. M. Jomblatt (PSP, druse) et M. Berri (AMAL, chiite) multiplient les déclarations apaisantes, au sujet du cessez-le-feu et du désengagement des forces et envisagent même l'étape suivante d'un gouvernement d'union nationale. M. Solé-

De notre correspondant

maas Frangé, ancien président de la République (allié de la Syrie, maronite) se dit prêt à y participer personnellement et la radio-phalangiste annonce déjà que le président Gemayel se rendra pas à nommer un nouveau chef de gouvernement.

Sans verser dans l'euphorie, on peut constater une accalmie sur le terrain depuis le début de la semaine, encore plus nette mardi 17 et mercredi 18 avril au matin que les jours précédents. Les observateurs militaires libanais et français ont pris place dans les deux tours Muri et Rik de tréteaux d'où ils dominent les deux secteurs de Beyrouth. L'application du désengagement des forces armées le long de la ligne de front, simultanément à Beyrouth dans la banlieue sud et de

montagne, commençant dans les quarante-huit heures, c'est-à-dire un moment où se tiendrait le sommet Assad-Gemayel. L'arrivée de quarante autres observateurs français est enfin annoncée à Beyrouth pour les deux prochains jours également.

La trêve que l'on espérait pour le lendemain de la conférence internationale de Lausanne est sans doute la population des deux secteurs de Beyrouth ; les plus directement éprouvés par la persistance des combats et des bombardements, avaient été si désespérés de ne pas voir s'instaurer, serait donc, on l'a vu, en train d'intervenir avec un mois de retard. Ce délai aura coûté une centaine de morts et quatre fois plus de blessés.

LUCIEN GEORGE.

Iran

Inquisition universitaire

Longtemps fermées, les universités iraniennes ont rouvert leurs portes. Mais y a-t-il eu un véritable retour à la normale ? La question n'est pas chose facile, à en juger par le questionnaire — digne de l'Inquisition ! — totalement vingt-trois rubriques, auquel est désormais soumis tout candidat à l'inscription.

C'est, bien sûr, par le passé du demandeur que débute l'interrogatoire, dans les traditions de la police politique en plus vigile. Il va falloir, en effet, que le candidat indique « tous les lieux » où il a pu éventuellement entrer en contact avec le mouvement parti et organisations du régime présidentiel ; en précisant les dates de ces « lieux », les activités qu'il a pu avoir au sein de ces groupements, la manière dont il a pu être amené à lui fréquenter et les raisons pour lesquelles il a fait ce choix.

On demande ensuite au candidat si les personnes de son entourage familial ont elles-mêmes été impliquées dans des activités politiques, littéraires ou professionnelles. Ce point concerne les parents, frères (et sœurs) et conjoints (et sœurs). Après quoi, il faudra joindre au dossier un extrait de casier judiciaire, concernant non seulement le demandeur, mais encore chacun des membres de sa famille, tels que répertoriés plus haut.

Après la famille, les amis. « Qui sont vos amis ? », est-il demandé. Mais il va falloir les classer en trois catégories : les amis étudiants « dans la même discipline », les étudiants en d'autres disciplines et les amis « de l'extérieur ». Leur nom, leur adresse et profession respectives devront être précisées.

On en revient alors à la famille. Pour demander à celui-ci de fournir la liste des membres des organisations révolutionnaires officielles. La question suivante porte sur le rôle éventuellement joué par le candidat « lors des dernières élections universitaires ». A-t-il été candidat ? Pour qui a-t-il voté et pour quelles raisons ?

La question n° 16 porte sur les groupes « en lutte armée contre la République islamique ». A qui profite leur action, quelle doit être l'attitude de la République envers eux ?

En cas de fausses déclarations...

Auparavant, il avait fallu rappeler très brièvement tous les voyages à l'étranger faits par le candidat et les membres de sa famille, avec indication de dates, de durée du séjour hors d'Iran et des raisons de ces déplacements. De même, si le demandeur a des parents résidant à l'étranger, il lui faudra inscrire leur nom, adresse exacte, profession, etc.

On attache aussi, semble-t-il, beaucoup d'importance à la situation « intellectuelle » du candidat : après avoir déclaré avoir ou non quelque activité que ce soit, contre l'ancien régime, il devra indiquer s'il est membre d'une bibliothèque — laquelle ? — un cercle intellectuel ou religieux ; il devra dire s'il fréquente une mosquée — laquelle ? — ou une... catéchèse. A-t-il pris part à des manifestations, tracés des graffiti sur les murs, distribués des tracts politiques, assisté aux réunions d'un conseil d'étudiants ?

L'enquête s'intensifie, pour finir, aux « passe-temps préférés » du demandeur, à son opinion quant à l'évolution de l'université, à son avis sur « l'avenir de la République islamique », pour s'achever enfin sur une liste exhaustive des précédentes adresses du candidat (durée exacte de domiciliation, causes du départ). Suprême exigence, il devra joindre au dossier un plan de son logement actuel !

Une note rappelle in fine que « toute réponse incorrecte au questionnaire entraînera l'application de mesures officielles ». On est assurément en droit de frémir à la pensée de ce qui peut arriver aux districts ou... aux auteurs de fausses déclarations.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

DIPLOMATIE

La visite de M. Mobutu en France

LE ZAIRE ENTEND MAINTENIR SES TROUPES AU TCHAD JUSQU'À UN RÈGLEMENT DU CONFLIT

M. Mobutu, en « visite officielle de travail » en France (le Monde du 14 avril), a déclaré, mardi 17 avril, à l'issue d'une conférence de presse, que le contingent militaire zairien stationné au Tchad depuis près d'un an demeurerait sur place jusqu'à un règlement du conflit. Le chef de l'Etat zairien a confirmé l'identité de ses troupes et a déclaré que l'affaire tchadienne.

D'autre part, une conférence de presse sur le sort de quinze anciens parlementaires assignés à résidence au Zaïre, organisée par l'Intelligence des parlementaires membres de la Ligue des droits de l'homme et qui devait se tenir mercredi à Paris, a été « ajournée » en raison de la présence de M. Mobutu en France. « Nous avons estimé que la tenue d'une telle conférence constituerait un danger pour ceux qui se trouvent dans une situation délicate », a déclaré un responsable de la Ligue, affirmant, toutefois, qu'« aucune pression n'avait été exercée » sur les organisateurs.

Enfin, le Mouvement national congolais Lumbumba (MNCCL), mouvement d'opposition en exil, a annoncé, mardi, qu'il demeurerait sans nouvelles de M. François Lumbumba, fils de Patrice Lumbumba, qui « a été arrêté et expulsé de Belgique le 31 mars vers une destination inconnue ». Depuis cette date, précise le MNCCL, « ni sa famille ni les autorités congolaises belges n'ont d'information sur son sort ». M. François Lumbumba, de nationalité guinéenne, aurait été contraint de prendre un vol de la compagnie Sabena à destination de Conakry via Dakar, précise-t-on de source proche de sa famille. Il n'aurait pas fait l'objet d'un décret d'expulsion.

URSS

• M. ANDREI SAKHAROV OPÈRE. — M. Andreï Sakharov a récemment été opéré à la suite d'une thrombophtérite d'une jambe dans son exil de Gorki. Selon les sources médicales, son état serait satisfaisant.

Haute-Volta

• CONdamnations. — Six anciens ministres ont été condamnés, lundi 16 avril, à des peines de prison et à des amendes dans le cadre des procès intentés aux dignitaires des anciens régimes soupçonnés de dévouement et de dissipation de fonds publics. M. Edmond Ky, ministre des finances sous la présidence du colonel Saye Zerbo, de 1980 à 1982, a notamment été condamné par défaut à sept ans de prison et à 20 000 F d'amende. Parmi les autres condamnés figurent deux anciens chefs de la diplomatie voltaïque à l'époque des présidents Zerbo et Sangoulé Lamizana, MM. Félix Tiembarboun et Moussa Kargougou, ainsi que M. François-Daniel Bouda, responsable des finances sous la présidence du général Lamizana. (Reuters.)

Tunisie

• Ouverture de l'enquête préliminaire au procès GUIGA. — L'enquête préliminaire en vue du procès de M. Driss Guiga, ancien ministre tunisien de l'Intérieur, limogé et inculpé de haute trahison à la suite des « émeutes du pain » de janvier, s'est ouverte lundi 16 avril sous la présidence de M. Hamda Ben Khedder, juge d'instruction après de la Haute Cour. Le magistrat a commencé ses auditions mais aucune date n'a encore été arrêtée pour le début du procès. (Reuters.)

Irlande du Nord

• MEURTRE - PAR ERREUR. — L'IRA a annoncé, mardi 17 avril, avoir tué par erreur un jeune homme de Derry et présenté des excuses à sa famille. Le jeune homme, Stephen Logue, vingt-deux ans, a été pris pour cible par des membres de l'IRA qui essayaient de tendre une embuscade à des forces de police dans le quartier catholique de Derry. (AFP.)

Tchad

• LA PERTE D'UN JAGUAR FRANÇAIS. — L'état-major de la FATA (Force aérienne tactique) « dément catégoriquement » que le Jaguar français qui s'est écrasé lundi 16 avril au Tchad ait été abattu par les rebelles tchadiens de l'ex-président Goukouni Oueddei, comme ce

TRANSIT INTERNATIONAL AUTOMOBILES - BAGAGES

U.S.A. - CANADA - ALGERIE
TUNISIE - MAROC - AFRIQUE
DOM-TOM - MOYEN ORIENT etc...

TOUTES DESTINATIONS

CARSHIP SARL • (1) 500-03-04
20, rue Le Sueur - 75116 Paris

Monde

LE DÉBAT SUR M. PO

Le débat sur M. Po... (Texte partiellement visible)

Le courant d'origine

(Texte partiellement visible)

DANS LES CHALET

Le chalet

(Texte partiellement visible)

Qui n'a jamais rêvé d'un chalet au bord de l'eau avec une barque et une plage de sable fin ?

Planche à voile, pêche, promenade... au chaud soleil d'été LA FINLANDE change de visage. La région des lacs vous invite aux plaisirs aquatiques : découvrez les joies de vivre au bord de l'eau en louant un chalet par exemple. Vous pouvez aussi soit habiter à la ferme, ou dans un manoir finlandais, ou louer dans un hôtel typique, vous trouverez toujours un accueil chaleureux.

Si vous préférez les étendues sauvages, vous pourrez jusqu'en Laponie, là où durant 73 jours le soleil ne se couche plus. Découvrez dans nos brochures les mille et une manières de vivre des VACANCES PLUS VRAIES QUE NATURE en retournant le coupon réponse ci-joint ou en téléphonant gratuitement de province au composant le : 16 (02) 366.177.

LA FINLANDE
UN PAYS PLUS VRAI QUE NATURE
FINNAIR 11, rue Aubert - 75009 PARIS
Tél. : 742.33.33.

Nom :
Adresse :



هكذا من الله صل

POLITIQUE

LE « CONTRAT DE CONFIANCE » DES CADRES

M. Le Garrec veut inviter les partenaires sociaux à négocier

M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, a présenté une communication au conseil des ministres, mercredi 18 avril, sur le « contrat de confiance » des cadres, idée lancée par le président de la République en septembre 1983.

Pour l'essentiel, il s'agit d'un texte d'orientation insistant sur la nécessité, dans le contexte de la modernisation de l'industrie, de mobiliser les cadres. La communication de M. Le Garrec comportait trois chapitres principaux. Le premier est relatif au rôle des cadres dans l'entreprise et aux conditions de leurs « prises d'initiative », qu'il s'agisse de leur expression spécifique, du déroulement de leur carrière, d'entretiens périodiques ou de « contrats d'objectifs » avec la direction, de l'innovation et de la recherche. L'individualisation des salaires est évoquée, sa légitimité étant acquise dès lors que les critères en sont négociés.

Le deuxième chapitre porte sur les nouveaux champs de compétence des cadres dans la société. Il s'agit notamment de rappeler certaines dispositions du projet de loi sur l'initiative économique, l'idée étant de favoriser les créations d'entreprise, le soutien à l'exportation et le rôle des cadres dans la modernisation

industrielle et les actions de reconversion. Par ailleurs, la création d'une maison des Français de l'étranger va être accélérée. Le troisième chapitre est une recommandation aux partenaires sociaux de négocier un certain nombre de thèmes de la formation à l'aménagement du temps de travail en passant par la prétraite progressive. M. Le Garrec n'a annoncé aucun projet de loi ou de décret, entendant surtout encourager une démarche contractuelle pour remobiliser les cadres.

M. Mitterrand : appel à l'effort et à la responsabilité

A cette occasion, le président de la République a déclaré : « Vouloir faire de notre pays une grande nation industrielle et moderne, c'est d'abord faire appel à l'effort, à la compétence et à la responsabilité. Ces qualités, les cadres de nos entreprises les possèdent. Ils sont parmi les meilleurs du monde. J'entends qu'ils le restent. Pour réussir sa modernisation, la France a besoin d'eux. J'attends d'eux qu'ils fassent bénéficier le pays de leurs capacités d'innovation et de création. Je souhaite que leur effort soit justement reconnu. »

Propos et débats

M. Joxe : un tournant du septennat

Dans le bulletin du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, dont il est le président, M. Pierre Joxe estime que la conférence de presse de M. François Mitterrand a sans doute marqué un tournant dans le septennat, tournant « délicat mais devenu indispensable ». M. Joxe tire deux conclusions des propos du président de la République : « Il est urgent que les actes suivent les paroles rapidement, fermement et dans tous les domaines. Cela suppose de la part du gouvernement une main sans failles. La seconde est qu'il serait regrettable que l'esprit de surprise créée le 4 avril se double d'incertitudes en d'autres domaines au contenu idéologique. »

M. Labbé : la « clarification » obscurcit

M. Claude Labbé, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a déclaré, mardi 17 avril, à propos des relations entre communistes et socialistes : « La clarification est destinée à obscurcir les phénomènes économiques et sociaux en détournant l'attention de ceux-ci. Il s'agit de l'exploitation électorale et politicienne d'un désaccord qui n'en est pas un. Rien ne sera changé, ni de l'influence de la CGT ni de la politique du président de la République, qui suit son programme en accord avec le parti communiste et avec un premier ministre qui est lui-même la clé de cet accord. Car M. Mauroy a, en fait, été choisi par les communistes. »

M. Debarge (PS) : le propos « difficilement admissible » de M. Rigout

M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du Parti socialiste, s'est inquiété, mardi 17 avril sur France-Inter, des déclarations de M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle, qui se sent plus proche du plan du PCF sur la sidérurgie que de celui du gouvernement. « Que Marcel Rigout le dise au sein du conseil des ministres, oui. Qu'il l'exprime à l'extérieur, c'est plus difficilement admissible », a-t-il dit.

EN VISITE A CERGY-PONTOISE (VAL-D'OISE)

M. Mauroy appelle à l'« abaissement des égoïsmes »

Quatre mille invités, trois cent cinquante policiers, quelque deux cent cinquante syndicalistes, le premier ministre, le secrétaire d'Etat chargé du Plan et des dizaines d'élus régionaux et locaux : l'inauguration, mardi après-midi 17 avril, du centre-ville de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise) n'est pas passée inaperçue.

M. Pierre Mauroy, qui répondait à l'invitation de M. Christian Gournou (UDF), président du Syndicat d'agglomération de Cergy-Pontoise, a croisé, dès son arrivée, des manifestants de droite et des manifestants de gauche, qui ont rythmé sa promenade à travers le quartier. Alors qu'il descendait de l'hélicoptère qui l'avait amené à Cergy en compagnie de MM. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat, Lucien Vachol, préfet de la région, et Michel Giraud (RPR), président du conseil général d'Ile-de-France, des pièces de monnaie ont été jetées dans sa direction par des partisans de l'école privée. Un peu plus loin, une dizaine d'élèves de l'ESSEC (Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales) ont scandé à son adresse : « La gestion, ça s'apprend ! ».

Les contestataires les plus nombreux étaient ceux rassemblés à l'appel de l'union départementale de la CGT. Leurs banderoles et leurs slogans disaient : « La droite a causé, la gauche doit construire ! ». « Moderniser, oui ! Licencié, non ! ». « La rigueur pour les riches, pas pour les travailleurs ! ». « Prenez le pognon dans la poche des patrons ! ». « Chômage, ras le bol ! ». Une délégation de syndicalistes, conduite par M. Jean-Jacques Guérin, secrétaire départemental de la CGT, a été reçue par un collaborateur de M. Mauroy, auquel elle a signifié son désaccord avec la politique actuelle du gouvernement en matière de salaires, d'emploi et d'industrialisation. « Le gouvernement doit entendre l'exigence des salariés et doit accepter de modifier plusieurs de ses décisions », ont-ils précisé.

M. Mauroy a bavardé pendant quelques instants, à deux reprises, avec ces manifestants cégétistes, les invitant à adhérer à un autre slogan : « La rigueur pour moderniser la France ! ».

Lors des discours officiels prononcés à l'intérieur de la préfecture, les orateurs appartenant à l'opposition ont eux aussi exprimé quelques critiques. M. Gournou a exprimé certaines craintes à propos du nouveau statut des villes nouvelles.

M. Pierre Salvi (CDS), président du conseil général, a redouté un désengagement de l'Etat. M. Giraud, surtout, a souligné que « les villes nouvelles ne doivent pas devenir un enjeu politique ».

Dans sa réponse, M. Mauroy a répondu, sur ces points, en haussant le ton et en estimant ces critiques « un peu déplacées au moment où la France se lance dans des transformations industrielles et où il y a la Lorraine qui a besoin, elle aussi, d'une réindustrialisation indispensable ». Le premier ministre a ajouté : « L'unité de la nation, en cette période de modernisation industrielle, est nécessaire dans l'abaissement de certains égoïsmes et dans un élan de solidarité nationale ». En conclusion, le chef du gouvernement a toutefois souligné : « A côté d'un débat politique fort et animé, il est bon, important pour la nation, qu'au-delà des divergences politiques des accords soient possibles entre les élus, le gouvernement, les régions. »

JACQUELINE MELLON.

UN SONDAGE FIGARO-SOFRES

Le nombre des Français « déçus » augmente

Selon un sondage réalisé par le SOFRES du 6 au 11 avril auprès de mille personnes et publié par le Figaro du 18 avril, le nombre des Français déçus « de l'action de M. Mitterrand depuis son élection en mai 1981 » a augmenté depuis avril 1983 : 61 % cette année au lieu de 54 % l'année dernière. Ce qui des satisfaits a diminué : 23 % au lieu de 30 %. Sur cent électeurs qui avaient voté pour M. Mitterrand le 10 mai 1981, le nombre des « déçus » et des « satisfaits » est identique (44 %), alors qu'en 1983, le rapport était : 33 % de « satisfaits » et 33 % de « déçus ».

31 % des Français (au lieu de 33 % en 1983) estiment que « la politique économique de la gauche va plutôt dans la bonne direction » alors que 55 % (au lieu de 49 %) sont d'un avis contraire. Si 55 % expliquent l'actuelle politique de rigueur avant tout par l'aggravation de la crise économique internationale, 34 % avancent comme raisons, les erreurs commises par la gauche. 76 % (contre 15 %) considèrent que le plan de rigueur n'a que peu ou pas du tout amélioré la situation économique. D'autre part, 43 % donnent raison au gouvernement pour les mesures sidérurgiques et 38 % les jugent « inacceptables ». La gauche est actuellement minoritaire dans le pays, assurent 68 % des Français (et 58 % des électeurs de M. Mitterrand, le 10 mai 1981) : 17 % affirment qu'elle est majoritaire. Si la gauche connaissait une nette défaite aux élections européennes, l'hypothèse d'un changement profond de la politique actuelle est celle qui recueille le plus de faveur (63 %). 62 % souhaitent un remaniement ministériel, 60 % l'entrée au gouvernement de personnalités de l'opposition, 59 % le changement de premier ministre, 48 % le départ des ministres communistes et 44 % l'organisation d'élections législatives anticipées.

« S'il y avait une élection présidentielle dans les deux ou trois prochaines années », le meilleur candidat face à la gauche serait pour 36 % des Français (et 46 % des sympathisants de l'opposition) M. Chirac.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Décentralisation (suite) : la formation des fonctionnaires locaux

La seizième loi sur la décentralisation, Le Parlement n'en finit pas de débattre de projets qui, peu ou prou, sont les conséquences de ce qui fut qualifié de « grande œuvre du septennat ». Le mardi 17 avril, l'Assemblée nationale a commencé à discuter, en première lecture, après déclaration d'urgence, d'un texte de M. Gaston Defferre sur la formation des agents de la fonction publique territoriale. Il s'agit de la consécration de la création d'un statut de fonctionnaire des collectivités locales, comparable à celui des agents de l'Etat, suite logique de l'accroissement des pouvoirs des régions, des départements et des communes, qui leur impose d'avoir un personnel de qualité.

D'où l'importance de ce projet, qui concrétise, pour les quelque sept cent cinquante mille agents des collectivités locales, le droit à la formation. Jusqu'alors, ce droit n'était reconnu « que par raccroc », pour reprendre l'expression de M. Michel Sapin (PS, Indre), rapporteur de la commission des lois, puisque seul l'article L 970-5 du code du travail y faisait allusion.

Créé par une loi de 1972, le Centre de formation des personnels communaux (CFPC) ne s'est pas contenté d'organiser les concours d'accès aux services des communes ; il a, aussi, largement contribué à développer la formation permanente des agents communaux. Aussi le gouvernement porte-t-il un jugement « nuancé » sur son action, qui le conduit, néanmoins, à demander sa suppression : d'abord, il ne s'adresse qu'aux communes, alors que, dorénavant, il y a unicité de la fonction d'agent des collectivités locales ; ensuite, il mélange gestion du personnel et formation, alors que le

nouveau statut confie l'une et l'autre à des organismes distincts ; enfin, il n'est guère décentralisé.

Le projet confie donc la formation des fonctionnaires locaux à des centres régionaux, « établissements publics administratifs » gérés conjointement par les élus et les représentants du personnel, un centre national devant coordonner leur action et assurer les formations de haut niveau ou très spécialisées. La difficulté — comme toujours en la matière — est de trouver, comme l'a souligné M. Sapin, « l'équilibre entre la décentralisation et la nécessaire cohérence nationale ». Pour M. Jacques Toubon (RPR, Paris) cet objectif n'a pas été atteint ; la solution retenue est « boiteuse » et ne respecte pas « la libre administration des collectivités locales ».

M. Jean-Marie Caro (UDF, Bas-Rhin) a craint, lui, que la possibilité, pour les centres régionaux, de passer des conventions avec des organismes dispensateurs de formation ne les transforme en « coquilles vides distributrices de subventions ». M. Pierre Tabanou (PS, Val-de-Marne), président actuel du CFPC, a, lui aussi, demandé que la généralisation des conventions ne soit pas « encouragée ». M. Defferre l'a rassuré, en confirmant que les centres régionaux pourront se doter de leur propre appareil de formation.

Th. B.

● **Débat de politique étrangère.** — A la demande du gouvernement, l'Assemblée nationale a inscrit à son ordre du jour du jeudi 26 avril une déclaration du gouvernement sur la politique étrangère, suivie d'un débat.

AU SÉNAT

« Libéralités » et gestion de l'eau

Le Sénat a examiné et adopté, après les avoir modifiés, mardi 17 avril, une proposition de loi de M. Jean Foyer, député (RPR) du Maine-et-Loire, adoptée en 1980 par l'Assemblée nationale et tendant « à permettre la révision des conditions et charges applicables à certaines libéralités », et un projet de loi modifiant la loi du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution.

● **Libéralités :** cette expression désigne la donation et le testament, actes juridiques, réglementés par le code civil et par lesquels une personne dispose de ses biens à titre gratuit. Comme l'explique le rapporteur de la commission des lois, M. Luc Dejeune (rattaché au RPR, Loire-Atlantique), l'évolution des conditions sociales et économiques empêche, souvent, les donateurs de s'acquitter des charges ou de remplir les conditions imposées par les donateurs. La proposition de loi initiale ne visait que les personnes morales de droit privé ; l'Assemblée nationale l'avait étendue aux personnes physiques. Sur proposition de M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice, le Sénat a accepté que le texte conserve également les personnes morales de droit public.

A. Ch.

AU CONSEIL RÉGIONAL DE BOURGOGNE

Le contrat de plan est adopté à l'unanimité

De notre correspondant

Dijon. — Composé de vingt-cinq élus de la majorité et de vingt-cinq élus de l'opposition qui le préside au bénéfice de l'âge (le Monde du 12 avril), le conseil régional de Bourgogne a adopté à l'unanimité, lundi 16 avril, le contrat de plan qui sera signé le 25 avril en présence de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé du Plan. Bien que les deux conseillers régionaux communistes aient, dans un premier temps, subordonné leur vote positif à un engagement du commissaire de la République, M. Jean Finel, quant à l'avenir des bouillères de Blanzay, c'est en définitive sans la moindre défiance que le document engageant 40 % du budget d'intervention de la région jusqu'en 1993, a été voté. Le montant estimé des dépenses par ce contrat s'élève à 607 millions de francs pour la région et à 851 millions de francs pour l'Etat. Elles concernent essentiellement le développement économique (455 millions), la formation (180 millions), l'aménagement du territoire (près de 800 millions) et le développement culturel (60 millions).

Avant le vote, alors que le président Frédéric Lescaur (UDF-CDS) achevait son discours d'introduction, M^{me} Catherine Portet, secrétaire régionale de la CGT, à la tête d'une délégation ouvrière d'environ cent cinquante personnes, a demandé la parole pour lire une motion sur l'avenir des bouillères de Blanzay, « dont la rentabilisation est possible ». Estimant que la session du conseil régional ne pouvait continuer dans ces conditions, M. Lescaur a suspendu la séance. Les conseillers régionaux de gauche demeurent cependant à leur banc pour entendre la lecture de la motion CGT.

D. C.

LES ESPACES SONT PLUS GRANDS A NOUVELLES FRONTIÈRES



nouvelles frontières
40, rue Saint-Séverin 75005 Paris 325 71 35

University Studies in America Inc.

Une importante organisation universitaire américaine vous offre la possibilité de faire un an d'études dans une grande université US que vous choisirez parmi les plus prestigieuses et vos diplômes (de la licence au doctorat) ou d'engager un cycle complet de préparation au « Bachelor » ou « Master » ou au « Ph. D. » CALIFORNIE, FLORIDE, MIDDLE WEST, NORD-EST, USA-FRANCE-Office, 57, rue Charier-Lefebvre, 92200 Neuilly, 722.94.94.

سكرا من الزميلي

Desmets
672 pages - 3

Le Monde

société

L'AFFAIRE PESQUET REJUGÉE AUX ASSISES DE PARIS

Le procès d'un absent

La cour d'assises de Paris avait, mardi 17 avril, à recommencer le procès de Bernard Pesquet. Ce soir lui avait été dévolu par la Cour de cassation qui, le 12 juillet 1983, avait cassé, pour vice de forme, l'arrêt des assises du Val-d'Oise du 25 juin 1982, déclarant Pesquet coupable de quatre assassinats et d'un meurtre et le condamnant à la réclusion criminelle à perpétuité.

On attendait la réapparition du petit sexagénaire aux cheveux blancs, à qui s'offrait une nouvelle chance puisqu'il se dit toujours innocent de trois des assassinats et soutient, pour le reste, qu'il s'agit soit d'un accident, soit des nécessités de la légitime défense. Mais voilà que Bernard Pesquet a refusé de quitter sa cellule de Fleury-Mérogis. Ce n'est pas qu'il entende contester le rituel judiciaire. Non, Bernard Pesquet dit qu'il ne peut pas venir, qu'il est malade et incapable de supporter l'épreuve physique d'un nouveau débat. Il est vrai qu'il souffre aujourd'hui d'une tumeur de la prostate. Cependant, le médecin dépeché pour l'examiner, l'a estimé en état de comparaître.

Le président des assises, M. Xavier Versini, ne pouvait qu'appliquer le code de procédure pénale qui précise que lorsqu'un accusé refuse de comparaître, sommation doit lui être faite par huissier. L'huissier s'en est allé; il est revenu. Le détenu lui a dit simplement: « Je ne peux pas venir ». Dès lors, il fallait le faire venir par la force ou s'abstenir d'ouvrir le débat devant un box vide. C'est ce dernier parti qui a été pris.

Chacun en a éprouvé quelque gêne. Comment ne pas se sentir mal à l'aise lorsqu'on est réduit à présenter un dossier et des charges sans que celui contre lequel elles sont produites ne soit là pour y répondre? Et Dieu sait qu'à Fontaine, en juin 1982, cet accusé était inatoutable! Alors on se dit que le petit homme si disert ne supportera peut-être pas jusqu'au bout ce parti qu'il a pris de faire retraite.

En l'état des choses, la loi veut que, au soir de chaque audience, M^{me} la greffière aille lui lire le procès-verbal de la situation quotidienne. Ainsi, s'en est-il à peu près comment l'audience. Évident, l'absence de son avocat, M^{me} Henri Juramy, en tête, lui ferait-il entendre qu'il serait bon pour lui de se montrer un peu.

Cependant, le procès s'est engagé. Déjà, les nouveaux jurés — cinq femmes et quatre hommes — savent, après la lecture de l'arrêt de renvoi de trente-cinq pages, après le monologue du président Versini sur la vie médiocre de Bernard Pesquet, interrompue à dix-neuf ans par une condamnation aux travaux forcés à perpétuité, ce que sont Pesquet et l'affaire Pesquet.

Cinq crimes

Tout commence le 29 juillet 1976 lorsqu'on découvre à Neuilly (Hauts-de-Seine) les corps de M. Émile Bergaud, un agent immobilier fortuné, de sa femme et de leur domestique, tués par balles de 7,65. Un coffre a été ouvert, des bijoux, de l'argent, des pièces d'or emportés. Dans ce sanglant désordre, la police trouve une lettre de Bernard Pesquet, petit entrepreneur de peinture à Pierrelaye (Val-d'Oise), qui annonçait sa venue pour ce même 29 juillet, à 11 h 30.

Alors, on se rend chez Pesquet où on met la main sur quelques-unes des pièces volées et sur une carte de crédit au nom de M. Bergaud. Le voilà inculpé. Le 11 août, on découvre chez lui non seulement les bijoux volés à Neuilly, non seulement les clés de l'appartement des Bergaud, mais surtout, dans la cave, sous 50 centimètres de terre battue, deux corps: celui de la femme de Pesquet, disparue depuis 1974, et celui d'un homme de soixante-douze ans, Henri François. Ils ont été tués eux aussi par des balles tirées dans le dos et provenant de la même arme que celle utilisée par le meurtrier de Neuilly.

Voilà l'affaire Pesquet: cinq crimes, des vols qualifiés, complétés par une tentative d'évasion avec violence.

Mais l'affaire Pesquet, c'est surtout Pesquet lui-même avec sa vie, son caractère, ses difficultés. C'est l'enfant Pesquet, dont le père, simple charretier, meurt un an après la naissance, dont la mère se débarrasse en le confiant au grand-père, lequel se remarie avec une femme, qui, elle aussi, rejette l'enfant. C'est l'adolescent Pesquet voué aux petits métiers et qui finit par devenir réparateur de radio à Rouen. Il connaît là un autre artisan, plus âgé que lui, Julien Quibel. Un jour de 1941, Quibel est assassiné à coups de barre de

fer. Pesquet lui devait de l'argent. Il y aurait eu aussi entre eux des relations sentimentales. Pesquet avoue et il est condamné aux travaux forcés à perpétuité. Il sortira de prison en 1961, à trente-neuf ans.

Il s'installe d'abord à Poissy, tout près de la centrale qu'il vient de quitter. Des gens, qui l'y ont connu: ami, président de Croix-rouge local, l'aident un peu. En 1968, il se marie par correspondance avec une jeune Bretonne, Christine Raux. Elle disparaît en 1974. « C'était une fugueuse », affirme simplement Pesquet à un voisinage qui ne s'inquiète pas davantage. En 1976, il dira qu'il a tué Christine par accident, parce qu'elle voulait partir avec François, qu'il tuera aussi en mai 1977.

Déjà, même sans accusé, il y a eu agitation au procès. C'est que, après le président Versini, l'avocat général, M. Guilleux, a mis l'accent sur certains témoignages qui font apparaître Pesquet comme un homosexuel. A Fontaine, cela n'avait été qu'esquisse, sans insistance. Il sou-

blé aujourd'hui que l'accusation y attache plus d'importance et veuille y voir un des mobiles du meurtre de Christine.

« Ces choses-là »

M. Guilleux n'est pas un homme de suave. « Ces jeunes gens sortis de prison qu'embauchait Pesquet étaient plus souvent dans son lit que sur ses chantiers. »

M. Juramy, qui lui aussi a le cœur dur, n'est pas non plus un homme de suave. « Vous ne pouvez pas dire ça alors qu'il n'est pas là; c'est trop commode; et puis, ces choses-là ne sont pas interdites, que se passe-t-il? »

« Il n'est pas non plus interdit d'en parler, je pense. »

« Que voulez-vous, après vingt ans de prison, on ne fréquente pas des académiciens. »

Ce sont de tels coups de tabac, s'ils doivent continuer, qui pourraient peut-être pousser Pesquet à comparaître.

JEAN-MARC THÉOLÉVRE.

LA CRISE POLITICO-IMMOBILIÈRE DE PANTIN

Bataille pour un fief municipal

Il y a incontestablement une « affaire », d'ordre immobilier, à Pantin, dans cette commune de la Seine-Saint-Denis, gérée, depuis vingt-cinq ans, par le Parti communiste. Dans deux ministères — économie et finances, urbanisme et logement — on le confirme de la manière la plus nette, sur la base d'un rapport conjoint, dont la conclusion — « un trou de 76 millions de francs » — a été publiée par notre confrère *Libération* (le Monde du 18 avril).

C'est ce chiffre — 76 millions de centimes — et lui seul qui a enflé, durant toute la journée de mardi, le maire de Pantin — 17 PC, 14 PS, 1 PSU, 1 MRG, 4 RPR, 3 UDF, 2 div. d., 1 Front national — et les médias. Il y avait apparemment de quoi.

Rond, volubile, lunettes d'écaille, M. Jacques Isabet, maire (PC) de Pantin depuis 1977, ancien adjoint à la RATP, a fait front pendant toute cette « folle journée ». Rejetant tout en bloc. Dénégations catégoriques. Fiches à l'appui, relatives à la SEMIP (Société d'économie

mixte de construction et de rénovation), dont la gestion est entièrement cautionnée par la ville. M. Isabet ne consent à reconnaître qu'une chose: lorsque toutes les opérations immobilières seront terminées à Pantin, dans les années 1985-1990, il est « possible », mais « non certain », que la SEMIP accusera un déficit de dix-neuf millions de francs. Pas plus.

Il faudrait entrer dans les détails: parler des lots 27 et 51, de la construction d'une tour « administrative » de vingt-deux étages, dont la plupart des bureaux sont en quête d'acquéreurs — communes PC ou pas, les sociétés préfèrent s'installer dans l'ouest parisien — ou d'une catastrophique opération « Copacabana », qui a valu à son responsable, alors directeur de la SEMIP, d'être limogé de cet organisme et d'être rétrogradé de premier à onzième adjoint au maire. Et l'on connaît la valeur, accordée au sein du PC à la notion de hiérarchie.

Il faudrait entrer dans les détails, mais ce ne serait pas le propos de

plus intéressant. Et pour cause: ce « trou de 76 millions de francs », figurant pourtant, noir sur blanc, dans la conclusion (page 83) du rapport Carroule, personne n'était vraiment en mesure d'en faire le décompte, mardi soir, tant au ministère de l'économie, des finances et du budget, qu'à celui de l'urbanisme et du logement. Les cabinets ministériels, interrogés, se réfugiaient derrière deux arguments: la justice est saisie de l'« affaire » (sur intervention des commissaires aux comptes de la SEMIP), et la loi sur la décentralisation laisse, désormais, une marge de manœuvre aux communes. Un haut fonctionnaire acceptait tout de même de dire: « De Louis Jupon, il est codifié chez, finalement, aux habitants de Pantin. » Impôts locaux, s'entend.

« Rétention d'informations »

Mais, pour « couvrir » 19 ou 76 millions de francs? La différence n'est pas mince! À l'heure actuelle, personne n'est capable de chiffrer le trou. Après avoir avancé, à la télévision, la somme de 50 millions de francs, le PS local s'est montré beaucoup plus prudent envers la presse écrite. Dès lors, le maire de Pantin a beau jeu d'affirmer, en substance: « Le rapport Carroule n'est pas sérieux. La ville et la SEMIP (dont il est le président depuis un an, après avoir écarté de la direction son adjoint débaillant) retomberont sur leurs pieds, sans dommages majeurs pour les Pantinois. Nous parviendrons à commercialiser les immeubles bâtis. » Rendez-vous est pris avec un nouveau directeur de la SEMIP, que M. Isabet est en train de chercher. Il lui faudra désormais agir avec une plus grande transparence, dans la gestion de cette société, que la municipalité — répétons-le — « couvre » à 100 %, pour le meilleur et pour le pire.

La transparence: c'est pour l'obtenir que le groupe pantinois des élus socialistes, animé par M. Alain Rolla, a déclenché cette affaire. Du moins, le maire communiste pense-t-il que « tout est venu » de ses alibis. Mercredi matin, dans un communiqué adressé au *Monde*, M. Rolla assurait: « Pour éviter toute exploitation politicienne, les élus socialistes de Pantin souhaitent que M. Isabet publie, dans les plus brefs délais, les rapports financiers en sa possession (concernant la SEMIP), ainsi que les interprétations de ces documents. (...) En engageant le dialogue, il aidera à faire triompher la vérité et contribuera à rétablir la sérénité dans la vie de Pantin. »

Car, ce dont se plaint ce groupe socialiste, c'est avant tout la « rétention d'informations » dont se rendrait coupable la majorité communiste. On mettait la « pédale douce », ce 18 avril, au sein du PS local, en cachant mal sa satisfaction d'avoir contraint M. Isabet, « débauché » par les médias, à promettre la clarté. C'était le véritable but recherché, en lançant un objectif autrement élevé: la conquête de la mairie, fief du PC depuis un quart de siècle.

Déjà, aux dernières législatives, dans cette sixième circonscription de la Seine-Saint-Denis, un membre du PS, Claude Bartholomé, a défroncé un élu communiste. Les onze nouveaux et jeunes socialistes entrés en mars 1983 à la municipalité de Pantin paraissent avoir les dents longues. Tout ceci explique tout cela, pour, aussi, une grosse poignée de millions.

MICHEL CASTANG.

• Attentats en Corse. — Neuf attentats à l'explosif ont été commis, dans la nuit du mardi 17 au mercredi 18 avril, dans le centre d'Ajaccio (Corse-du-Sud). Les causes de ces attentats, qui ont causé des dégâts matériels, étaient une agence nationale pour l'emploi, deux agences bancaires, une estafette de la gendarmerie, deux commerces, un appartement privé, un cabinet de kinésithérapie et le siège de la Mutille des motards.

• Au cabinet du ministre de la défense. — Est nommé, par arrêté paru au *Journal officiel* du 13 avril, chef du cabinet militaire du ministre de la défense le contre-amiral Yves Goupil, en remplacement du vice-amiral René Hugues.

[Né le 12 avril 1931 à Caen et ancien élève de Navale, Yves Goupil, pilote de l'aéronautique navale, a commandé en 1967 l'escadron côtier l'Opérida, en 1976 l'escadron d'escorte *Bouvet*, en 1981, la frégate lance-missiles *Suffren*. Il a été affecté, en octobre 1983, au cabinet militaire de M. Charles Hernu et il a été promu contre-amiral en avril 1984.]

Textes et débats

Le LIVRE de POCHE

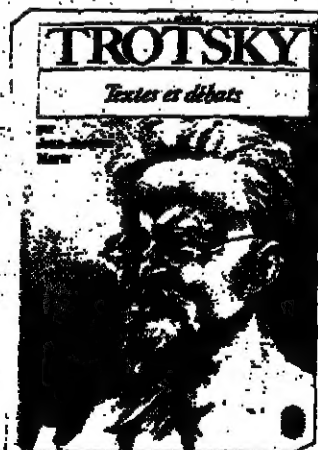
DÉCOUVREZ LES TEXTES. ARBITREZ LES DÉBATS.

« Une collection nouvelle »

Pour chaque auteur ou mouvement de pensées, tous les textes essentiels et les débats qu'ils ont suscités au cours des ans et des siècles.



Descartes 672 pages - 39 F



Trotsky 446 pages - 30 F



Diderot 384 pages - 26 F



La Collaboration 480 pages - 35 F

SOCIÉTÉ

Tuerie d'Avignon

UN INculpé LIBÉRÉ

Jean Roussel, soixante-trois ans, dit « Jeannot », inculpé de détention illégale d'armes et de munitions, à la suite d'une perquisition, lors de l'enquête sur la tuerie du Sofitel d'Avignon (sept morts, en août 1983), vient d'être remis en liberté.

Il est le quatrième inculpé dans cette affaire à bénéficier d'une telle mesure, après, notamment, sa fille, Denise. Il ne reste plus que trois personnes inculpées : Jean Roussel fils, trente-huit ans, dit « Tchoua », principal inculpé et qui avait promis de faire des révélations si son père était relâché ; Gérard Rolland, septante-deux ans, et François Arpinot, quarante ans. (Corresp.).

CATASTROPHES

CYCLONE SUR MADAGASCAR

Soixante-huit morts

Soixante-huit morts, huit disparus, plusieurs dizaines de milliers de sans-abri, 500 milliards de francs malgaches (environ 7,5 milliards de francs français) de dégâts : telles sont les évaluations, publiées par le ministère malgache de l'intérieur, des conséquences du passage du cyclone tropical Kamisy sur Madagascar.

Le 9 avril dans la matinée, Kamisy a balayé la région d'Antsiranana (ex-Diégo-Suarez), à la pointe nord de l'île. Le 10 avril dans la journée, il était au large de Mayotte. Le 11 avril dans l'après-midi, Kamisy était de retour sur Madagascar, frappant alors la région de Mahajanga (ex-Majunga) sur la côte nord-ouest. Il a ensuite traversé l'île, perdant de sa violence, et a réapparé vers Toamasina (ex-Tamatave) sur la côte est.

Dans l'immédiat, Madagascar a besoin de 60 000 tonnes de riz. Plus tard, il faudra reconstruire les 450 hôpitaux ou centres de soins, 1 270 écoles, 2 500 bâtiments publics et 3 250 immeubles privés qui ont été partiellement ou totalement détruits.

Cette année, le numéro deux mondial affrontait le numéro deux français au premier tour. Sur la brique plate du central avec vue sur la mer, le Tchecoslovaque connaît un début de partie assez laborieux. Il fut même mené 4-1 dans la première manche, après avoir concédé son service deux fois et pris celui du Français une fois. Leconte, qui avait, jusqu'alors, réfréné son tempérament fougueux comme un jockey retient un pur sang, s'emballe tout à coup. Quand il ne se faisait pas transporter par les passing shop de plus en plus précis de Lendl, il précipitait, inconsidérément, au fil, il bombardait les rangées de cyprès qui remplaçaient les biches au fond de court. Lendl n'eut aucune difficulté dans ces conditions à allumer onze jeux en plaçant tous les coups de sa gomme.

Manifestement, le Tchecoslovaque, qui n'avait pas joué sur terre battue depuis sa défaite contre Noah à Roland-Garros, s'était inopinément préparé pour ne pas manquer sa rentrée comme l'an passé. Et manifestement Lendl, qui doit prochainement participer aux Tournois

TENNIS

LE TOURNOI DE MONTE-CARLO

Le nouveau Lendl

De notre envoyé spécial

Monaco. — Après des débuts difficiles, Ivan Lendl, tête de série numéro un, et Arias, tête de série numéro trois, ont passé, mardi 17 avril, sous un ciel gris, le premier tour du Tournoi de Monte-Carlo, qui devait voir l'entrée en lice de Yannick Noah, ce mercredi, contre le vétéran roumain Nastase.

Record de gains

Sera-t-il mieux en mesure de dominer la servitude qui lui a été fatale déjà en trois occasions ? Lendl, qui était naguère, encore, d'un tempérament ombrageux et d'un abord difficile, est, à l'évidence,

dans des dispositions d'esprit plus sereines depuis quelque temps.

Le Polonais Wojtek Fibak, qui l'avait concédé, le lauréat, désormais, voler de ses propres ailes. Les affaires du Tchecoslovaque, qui a établi le record des gains en tournois (quelque 3,5 millions de dollars) ces deux dernières années, sont à nouveau gérées par le groupe Pro-Serv. Cette nouvelle se retrouve dans un « look » plus décontracté (une coupe de cheveux façon rocker) et une plus grande propension à sourire.

Outre le fait qu'il vient de subir trois défaites consécutives contre McEnroe, plus régulier au fond de court, Ivan Lendl a d'autres motifs de préoccupation : son exhibition au Botswana, ce satellite de l'Afrique du Sud qui pratique l'apartheid, n'a pas été appréciée par la Fédération tchecoslovaque de tennis, qui a suspendu Lendl pour un an au début de 1983. Du coup, il n'a pas été sélectionné pour la Coupe Davis. Il ne sait toujours pas s'il fera partie de l'équipe qui rencontrera la France en juillet prochain. « Si je ne suis pas sélectionné cette fois, il n'est pas douteux que je ne le sois jamais plus », a déclaré Lendl, qui n'est pas retourné en Tchecoslovaque depuis 1982 et qui est établi dans le Connecticut. « Actuellement, la presse tchecoslovaque ne publie aucun résultat ni commentaire sur mes matches, comme cela avait été le cas pour Martina Navratilova quand elle avait demandé asile aux Etats-Unis. »

ALAIN GIRAUD.

RÉSULTATS

Premier tour : Lendl (Tch.) b. Leconte (Fr.), 6-4, 6-0 ; Sandercock (Sud) b. Clerc (Arg.), 6-2, 6-4 ; Arias (EU) b. Gussone (Sud), 7-5, 6-0 ; S. Davis (EU) b. Edmondson (Aust.), 7-6, 6-1 ; Argüello (Arg.) b. Sisti (Tch.), 6-4, 6-3 ; Gomez (Eq) b. C. Panatta (It.), 6-3, 6-0 ; Perez (Urg.) b. Lewis (NZ), 6-4, 7-5 ; Vilas (Arg.) b. Luna (Esp.), 6-2, 6-1 ; Suid (Tch.) b. Dwyer (GB), 6-4, 6-0.

VOILE

LE RECORD DE LA TRAVERSÉE DE L'ATLANTIQUE

« Un sacré coup de pub »

De notre envoyé spécial

Concarneau. — « Il est bien de mérite », a le Concarneau de la pêche et de la voile à l'été, mardi 17 avril, son enfant, héros de la dernière traversée record de l'Atlantique (le Monde du 17 avril) : Patrick Morvan, le skipper de Jet-Services, et ses trois équipiers, Jean La cam, Marc Guillemot et Serge Medec, Concarneois comme lui.

Les bateaux, siestes humaines, ont escorté le catamaran qui a dû, faute de vent, être tiré par un remorqueur pour faire son entrée dans le port breton. Après le marché et la sortie de l'école, on s'est même bousculé sur la jetée et à la criée pour approcher les vainqueurs. Une fête bon enfant, marquée par la présence de MM. Louis Le Pen, ancien ministre socialiste de la mer, et Françoise Collomb, maire de Concarneau, qui a été la société lyonnaise de transports Jet Services, M. René Colla, commanditaire du voilier, avait invité, Eric Tabarly, qui, le premier, avait battu en 1980, avec son trimaran Paul Ricard, la performance de l'Américain Charlie Barr, vieille de soixante-quinze ans, et Marc Pajot, délégué département du record, étaient de la partie.

A trente-neuf ans, Patrick Morvan a obtenu sa première grande victoire en bénéficiant de l'assistance de la Météorologie nationale et des améliorations techniques apportées aux derniers catamarans. L'ancien marin-pêcheur, célibataire endurci, a toujours vécu pour le mac. Après avoir appris à faire de la voile dans une entreprise

d'Arzachon, il est revenu travailler à Concarneau dans le cercle familial. En 1977, il a commencé à se mesurer aux meilleurs skippers : en 1980, il a rencontré le chef d'entreprise qui a accepté de financer son projet, « Un mariage de raison, qui est devenu une histoire d'amour », illustre les deux hommes.

Beaucoup mieux dans les jours à venir ?

Personne ne pense, pour autant, que le nouveau record — huit jours, seize heures, trente-six minutes, soit dix-sept heures de moins que celui de Marc Pajot — figurera longtemps sur les tableaux. Jet-Services a beau faire partie de la nouvelle génération des catamarans (18,27 mètres et 5,5 tonnes), d'autres voiliers, récemment construits, feront probablement beaucoup mieux dans les jours à venir. Eugène Riguidel, avec William-Saurin, n'attend que des conditions météorologiques favorables pour quitter New-York, et surtout Mike Birch, avec Formula-TAG, catamaran de 25 mètres, a également pour objectif de s'attaquer au record.

Pau importe, semblait dire Patrick Morvan et René Colla. Les records sont faits pour être battus. Bras dessus, bras dessous, le skipper, presque aphone, et le PDG euphorique, s'en sont allés : « On a quand même réalisé un sacré coup de pub. »

GILLES MARTINEAU.

● Tennis de table. — L'équipe de France — Jacques Secrétin, Patrick Biroche et Patrick Ransversé — est

devenue, mardi 17 avril à Moscou, championne d'Europe de tennis de table en battant la Pologne (5 à 3)

Avec le Crédit Agricole, donnez vie à vos quartiers.



Aujourd'hui le bon sens porte sur le bien-être.

Pour se voir offrir d'énormes profits.

proche de vous le Crédit Agricole.

Il est au bon sens de donner la vie à vos

quartiers. Ouvrez les yeux.

Le Crédit Agricole vous offre son

contact humain, son aptitude à

écouter de vos problèmes, afin de

vous accompagner de l'aide que

vous avez besoin : pour vos

affaires, pour vos projets, pour

vos besoins. Mais il n'oublie pas

chaque fois qu'il s'agit de vous.

En participant aussi au financement

de logements, le Crédit Agricole donne

à vos quartiers. Avec le Crédit Agricole, révélez

les fruits du bon sens.

CRÉDIT AGRICOLE

Le bon sens près de chez vous

INFORMATIONS « SERVICES »

FÊTES PASCALES

Les offices de la Semaine sainte

● CULTE CATHOLIQUE

NOTRE-DAME-DE-PARIS

Mardi 18 avril : 18 h 30, messe chrismale concélébrée par le cardinal Lustiger. - Jeudi 19 avril : 18 h 30, le cardinal Lustiger lavera symboliquement les pieds de douze prêtres avant la célébration de la Cène du Seigneur. - Vendredi 20 avril : 15 heures, Cène du Seigneur. - Samedi 21 avril : 10 h 30, office de la Passion célébré par le cardinal Lustiger. - Samedi 21 avril : 21 heures, vigile pascale célébrée par le cardinal. - Dimanche 22 avril : 10 heures, messe solennelle célébrée par le cardinal Lustiger. 16 heures, vêpres.

BASILIQUE DU SACRÉ-CŒUR DE MONTMARTRE

Jeudi 19 avril : 10 h 30, office des Ténébres. 19 heures, messe solennelle concélébrée. Lavement des pieds. - 21 h 45, complies et veillée au repos. - Vendredi 20 avril : 10 h 30, Office des Ténébres. 12 h 30, Cène du Seigneur avec le cardinal Lustiger. 19 h, célébration de la mort du Christ. - Samedi 21 avril : 10 h 30, office des Ténébres. 16 h, vêpres. 21 h, veillée pascale. - Dimanche 22 avril : 11 heures, messe solennelle. 16 heures, vêpres solennelles. 22 h 15, dernière messe.

ÉGLISE DE LA MADELEINE

Jeudi 19 avril : 12 h 15, messe. 16 h 45, messe pour les jeunes. 18 h 30, Cène du Seigneur. - Vendredi 20 avril : 12 h 15 et 15 heures, Cène du Seigneur. 18 h 30, célébration de la Passion. - Samedi 21 avril : 21 heures, vigile pascale. - Dimanche 22 avril : 11 heures, grand messe.

ÉGLISE SAINT-ROCH

296, rue St-Hippolyte, 75001 Paris
Jeudi 19 avril : 19 heures, messe. Procession au repos. Adoration. - Vendredi 20 avril : 12 h 45 et 15 heures, Cène du Seigneur. 17 h 30, office des Ténébres. 19 heures, célébration de la Passion du Seigneur. - Samedi 21 avril : 21 heures et 24 heures, veillée pascale. - Dimanche 22 avril : messe à 8 h 30, 9 h 45 (haute), 10 h 45, 11 h 45, 18 h 30.

ÉGLISE SAINT-GERVAIS

2, rue François-Miron, 75004 Paris
Jeudi 19 avril : 18 heures, célébration de la Cène. 23 heures, office des Ténébres. - Vendredi 20 avril : 18 heures, Liturgie de la Passion. - Samedi 21 avril : 21 h 30, Veille pascale. - Dimanche 22 avril : 8 heures, office de la Résurrection. 11 heures, Messe solennelle.

ÉGLISE SAINT-JACQUES-DU-HAUT-PAS

252, rue Saint-Jacques, 75005 Paris
Jeudi 19 avril : 19 heures, office de la Cène. Adoration jusqu'à 24 heures. - Vendredi 20 avril : 15 heures, Cène du Seigneur. 19 heures, office, célébration de la Passion. - Samedi 21 avril : 21 h 30, veillée. - Dimanche 22 avril : 9 h 30, messe ; 11 heures, messe solennelle.

PAROISSE MARONITE NOTRE-DAME-DE-LIBAN

17, rue d'Ulm, 75005 Paris
Jeudi 19 avril : 19 h, Lavement des pieds ; Cène. - Vendredi 20 avril : 9 h, messe des Présençiers. 19 h, adoration de la Sainte-Croix ; Cérémonie de la Sépulture du Christ. - Samedi 21 avril : 23 h, cérémonie de la Paix, messe et procession pascales, veillée. - Dimanche 22 avril : 11 h, grand messe.

ÉGLISE SAINT-SULPICE

Place Saint-Sulpice, 75006 Paris
Jeudi 19 avril : 19 h, messe solennelle. - Vendredi 20 avril : 13 h 10 et 15 h, Cène du Seigneur. 19 h : Célébration de la Passion. - Samedi 21 avril : 21 h 30, bénédiction du Feu nouveau, procession, veillée biblique, messe solennelle. - Dimanche 22 avril : 10 h 30, messe solennelle. 18 h, vêpres.

● CULTE ORTHODOXE

ÉGLISE SAINT-EUGÈNE-SAINTE-CÉCILE

5 bis, rue Sainte-Cécile, 75009 Paris
Jeudi 19 avril : 19 heures, messe solennelle, veillée, chants. - Vendredi 20 avril : 12 h 15 et 15 heures : Cène du Seigneur. 19 heures : célébration de la mort du Christ. - Samedi 21 avril : 21 heures : veillée, messe de la Résurrection, chants en grégorien. - Dimanche 22 avril : 10 heures, messe ; 11 h 15 : messe solennelle (latine), chants, orgue.

ÉGLISE DE LA TRINITÉ

Place d'Estienne-d'Orves, 75009 Paris
Jeudi 19 avril : offices à 7 h 30 et 8 heures ; messe à 12 h 10 et 18 h 30. - Vendredi 20 avril : 12 h 10 et 15 heures : Cène du Seigneur. 18 h 30 : célébration de la Passion. - Samedi 21 avril : 10 heures, offices des Lectures ; 21 heures : veillée pascale et messe. - Dimanche 22 avril : 8 heures, 10 heures, 11 h 15, 19 heures, messe ; 18 heures, saint du Saint-Sacrement.

ÉGLISE SAINT-VINCENT-DE-PAUL

5, rue de Boissière, 75010 Paris
Jeudi 19 avril : 17 heures, célébration de la Cène pour les enfants ; 19 heures, célébration de la Cène. Prière de 21 h 30 à 22 h 15. - Vendredi 20 avril : 15 heures, Cène du Seigneur ; 19 heures, célébration de la Passion. - Samedi 21 avril : 21 heures, veillée pascale. Célébration de la Résurrection. - Dimanche 22 avril : Messes à 8 heures, 9 heures, 10 heures (en grégorien), 11 h 30 et 18 h 15.

ÉGLISE SAINT-JEANNE-DE-CHANTAL

96, boulevard Murat, 75016 Paris
Jeudi 19 avril : 10 heures, Office choral ; 21 heures, célébration de la Cène, lavement des pieds. Adoration du Saint-Sacrement jusqu'à minuit. - Vendredi 20 avril : 10 heures, Office choral ; 15 heures, Cène du Seigneur ; 21 heures, Office de la Passion. - Samedi 21 avril : 10 heures, Office choral ; 21 heures, veillée pascale, messe de la Résurrection. - Dimanche 22 avril : Messes à 8 h 30, 9 h 30, 11 heures, 12 h 15 et 18 h 30.

● CULTE PROTESTANT

ÉGLISE RÉFORMÉE DE FRANCE PAROISSE DU SAINT-ESPRIT

5, rue Roquette, 75008 Paris
Jeudi 19 avril : 18 heures, récitation d'orgue ; 18 h 30, service liturgique, Sainte-Cène. - Vendredi 20 avril : 12 h 30 et 18 h 30, culte, Sainte-Cène. - Samedi 21 avril : 10 h 30, culte, Sainte-Cène.

ÉGLISE RÉFORMÉE DE L'ANNONCIATION

19, rue Cortambert, 75116 Paris
Jeudi 19 avril : 19 heures, culte, Sainte-Cène. - Vendredi 20 avril : 10 h 30, culte, Sainte-Cène ; 19 heures, service liturgique, Sainte-Cène. - Samedi 21 avril : 10 h 30, culte de la Résurrection. - Dimanche 22 avril : 10 h 30, culte de la Paix, messe et procession pascales, veillée. - Dimanche 22 avril : 11 h, grand messe.

ÉGLISE LUTHÉRIENNE DE LA RÉSSURRECTION

8, rue Quinquart, 75015 Paris
Samedi 21 avril : 21 h 30, veillée pascale, eucharistie.
Samedi 21 avril : 21 h 30, veillée pascale, eucharistie.
Samedi 21 avril : 21 h 30, veillée pascale, eucharistie.

TOURISME

Des hélicoptères pour les skieurs

M. Carraz est prêt à assouplir la réglementation De notre correspondant

Grenoble. - Le secrétaire d'Etat au tourisme, M. Roland Carraz, qui visitait, mardi 17 avril, le Salon international de l'aménagement en montagne consacré aux techniques et aux matériels spécifiques aux zones d'altitude, s'est déclaré favorable à une levée partielle de l'interdiction faite aux hélicoptères privés de déposer des skieurs sur les sommets des Alpes françaises. « Je suis sensible au « plus commercial » que représente ce type d'activité », a indiqué M. Carraz.

Le ski hélicoptère n'est plus autorisé en France depuis le 23 novembre 1980. Quatre à cinq mille personnes seulement, en majorité des étrangers, avaient alors été brusquement privées d'un moyen de transport qui permettait, en quelques minutes, d'être hissé jusqu'aux plus hauts sommets des Alpes. Ce sport d'élite, très coûteux en énergie, fut une « victime » indirecte de la crise pétrolière. Mais, surtout, il choquait les protecteurs de la montagne et notamment le Club alpin français (CAF) dont les membres, eux, conquièrent les sommets à la force du jarret.

En 1975, sur la cime du mont Buet (altitude 3 099 mètres) une bagarre avait opposé skieurs-hélicoptéristes et écolos-skiieurs. A l'époque, près de cent points de dépôt étaient desservis par une flottille d'hélicoptères qui perturbaient grave-

ment la tranquillité des randonneurs. La directive d'aménagement et de protection de la montagne devait, en 1977, trancher en faveur des protecteurs de la nature. Mais l'interdiction totale ne devait prendre effet que trois ans plus tard au grand dam des professionnels de la montagne, notamment des guides et des directeurs d'offices du tourisme des grandes stations françaises des Alpes du Nord. Ces derniers étaient en effet parvenus à attirer, grâce à ce ski « grand large », une clientèle étrangère fortunée, passagers assidus des compagnies d'hélicoptères.

Les élus locaux proposent alors une « limitation raisonnable » des points de dépôt : deux ou trois sites dans le massif du Mont-Blanc et une demi-douzaine sur les sommets qui dominent les vallées de la Tarentaise et de la Maurienne. C'est cette solution « douce » que voudrait voir adopter M. Carraz, qui s'appuie sur les expériences du même type menées dans les montagnes suisses, italiennes et canadiennes. Il devra, cependant, affronter l'hostilité résolue des protecteurs du milieu alpin : ils n'ont pas manqué de relever que le projet de loi sur la montagne prévoit d'interdire totalement les dépôts de skieurs en altitude (le Monde du 6 avril).

CLAUDE FRANCHILLON.

● CULTE ORTHODOXE

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE

17, rue du Petit-Pont, 75005 Paris
Jeudi 19 avril : 12 heures, bénédiction de l'huile sainte et onction ; 19 heures, liturgie de saint Basile. - Vendredi 20 avril : 17 heures, office solennel. - Samedi 21 avril : 11 h 30, bénédiction du Feu sacré, liturgie de saint Basile, onction ; 23 heures, entrée triomphale du Christ. - Dimanche 22 avril : 10 h 30 et 18 heures, liturgie solennelle de saint Jean-Chrysostome.

ÉGLISE ALEXANDRE-NEWISKY

12, rue Dara, 75008 Paris
Jeudi 19 avril : 12 heures, vêpres et liturgie de saint Basile. - Vendredi 20 avril : 19 heures, matines et office de l'Épiphany. - Samedi 21 avril : 22 h 30, office de minuit, matines de Pâques ; 0 h 30, liturgie de saint Jean-Chrysostome.

ÉGLISE ORTHODOXE NOTRE-DAME-DES-GRÂCES

16, rue Duperré, 75009 Paris
Jeudi 19 avril : messe à 20 h 15. Adoration. - Vendredi 20 avril : chemin de croix ; 20 h 15 : lecture de la Passion. - Dimanche 22 avril : 10 h 15 : messe chassée ; sermon.

ÉGLISE SAINT-SERGE

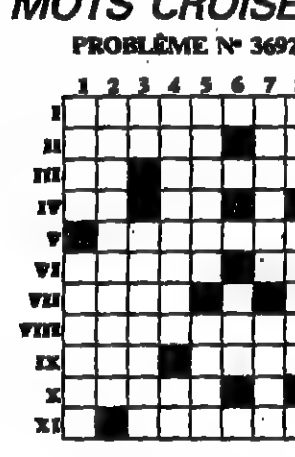
93, rue de Crimée, 75019 Paris
Jeudi 19 avril : 9 h 30 : vêpres et liturgie de saint Basile. - Vendredi 20 avril : 19 h : matines et office de l'Épiphany. - Samedi 21 avril : 22 h 30 : office de minuit ; 0 h : procession ; matines de Pâques ; liturgie de saint Jean-Chrysostome.

ÉGLISE SAINT-ÉPIREME-SYRIENS

17, rue des Carreaux, 75005 Paris
Samedi 21 avril : 18 h 30 : cérémonie de la paix pascale et messe solennelle de la Résurrection. - Dimanche 22 avril : 10 h 30 : messe solennelle.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3692



HORIZONTALEMENT

1. L'Égypte au cœur de Paris. - II. Boîte où les pions s'attachent à éviter les échecs. Singulier pluriel. - III. Fut, dans la basse Mésopotamie, un haut lieu de civilisation. - IV. Possessif. Personnel. - V. Farnes de triquer à l'ombre de sa généreuse production. - VI. Suffisant. Blond portant la barbe en pointe. - VII. Eau d'Aragn. Privatif. - VIII. Combinaisons qui se font cartes sur table. - IX. Pour rester dans le ton, il aurait dû composer des chants d'oiseaux. Qui serait sensible à une marque de reconnaissance. - X. Forme d'antagonisme. - XI. On regrette parfois d'en être sorti tout en craignant d'y retomber.

VERTICALEMENT

1. Sa parabole relève plus de la balistique que de la scolastique. Bien avant le taylorisme, il travaillait déjà à la chaîne. - 2. Argumentaire ou, plus simplement, menteur. - 3. Interjection. Revenez à de plus justes mesures. - 4. Clarinés ou personnages rayonnants. Préposition. - 5. A sa place à Paris et ses originaux leur boulevard. Forme d'auto. - 6. Type de genre non académique. - 7. Conserve son équilibre quand les autres ont perdu la boule. On ne va pas le voir spécialement dans le département qui porte son nom, mais plutôt dans celui d'à-côté. - 8. Article fort demoiselle. C'est parfois être rétribué pour avoir certaines choses à l'œil. - 9. Oï restant muettes des langues pourtant bien pendues. Ajoute une pièce au dossier.

Solution du problème n° 3691

Horizontalement
1. Jaquettes. - II. Onglier. - III. Treuil. - IV. Icône. - V. Lama. - VI. Lisse. - VII. Indolence. - VIII. On. - IX. Roussure. - X. Eve. - XI. Sermette.

Verticalement

1. Jostillères. - 2. An. Cafa. Ove. - 3. QG. Amadour. - 4. Ultra. - 5. Éire. St. Sia. - 6. Tco. Géo. Ane. - 7. Truie. Rot. - 8. Ill. Ecrit. - 9. Saïte. Stèle.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 18.04.84 À 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 18 avril à 0 heure et le jeudi 19 avril à 24 heures.

Le contrasté perturbé qui circule des Açores à la mer de Norvège n'attend pas la France, toujours protégée par une zone de hautes pressions ; l'instabilité sur la Corse est en voie d'atténuation. Jeudi matin, un temps frais et clair à peu nuageux prédominera sur toutes les régions, malgré quelques nuages élevés, sans conséquences, sur les régions du Nord ; quelques faibles gélées seront observées sur la Champagne et la Lorraine, mais d'une manière générale, les températures minimales sous abri seront positives.

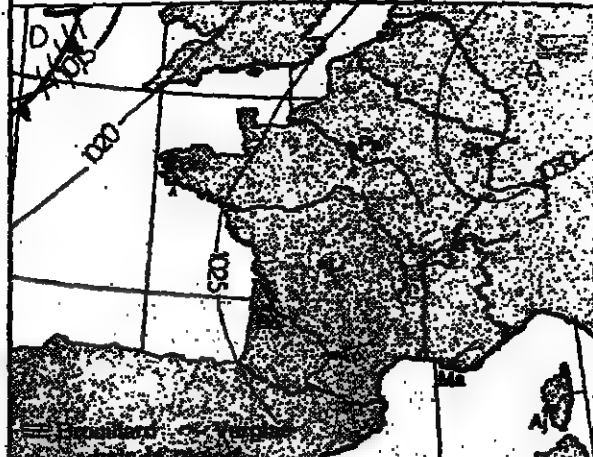
À la fin de la journée, les températures s'élèveront rapidement par évolution diurne, et le temps deviendra très agréable, avec le soleil et des maxima voisins de 16 à 19° de la Bretagne au Nord et au Nord-Est, 18 à 21° des pays de Loire au Lyonnais, 19 à 22° près de la Méditerranée, 19 à 23° sur le Sud-Ouest du pays. Le vent, faible en général, soufflera encore modérément de secteur nord dans la vallée du Rhône.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, à 8 heures, le 18 avril, de 1 031 millibars, soit 774 millibars de moyenne.

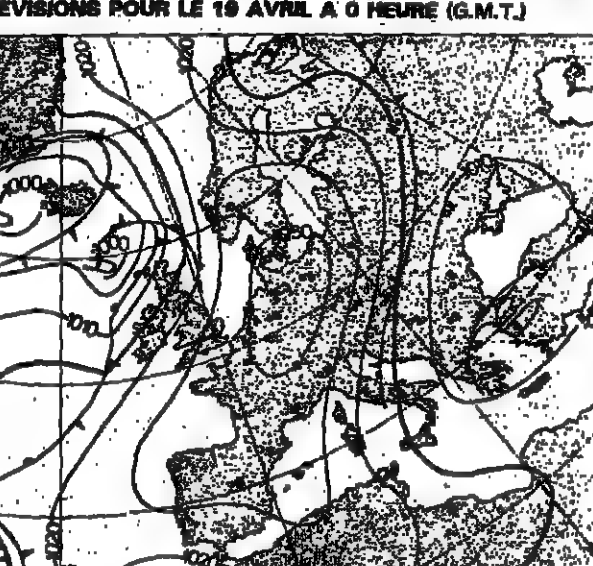
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 avril ; le second, le minimum de la nuit du 17 au 18 avril) : Ajaccio, 13 et 5 degrés ; Biarritz, 13 et 3 ; Brest, 14 et 4 ; Caen, 12 et 2 ; Cherbourg, 11 et 4 ; Clermont-Ferrand, 12 et 3 ; Dijon, 12 et 1 ; Grenoble-St-M.-E., 11 et -1 ; Grenoble-St-Gervais, 11 et -1 ; Lille, 13 et 1 ; Lyon, 12 et 1 ; Marseille-Marganne, 16 et 4 ; Nancy, 11 et -2 ; Nantes, 15 et 6 ; Nice-Côte d'Azur, 15 et 9 ; Paris-Montsouris, 14 et 5 ; Paris-Orly, 14 et 4 ; Pau, 15 et 3 ; Perpignan, 16 et 9 ; Rennes, 15 et 4 ; Strasbourg, 11 et 1 ; Tours, 14 et 1 ; Toulouse, 15 et 0 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 3 degrés ; Amsterdam, 11 et 0 ; Athènes, 18 et 8 ; Berlin, 12 et 2 ; Bonn, 11 et -3 ; Bruxelles, 1 et 2 ; Le

PRÉVISIONS POUR LE 19.04.84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 19 AVRIL À 0 HEURE (G.M.T.)



Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

— 2 ; Lille, 13 et 1 ; Lyon, 12 et 1 ; Marseille-Marganne, 16 et 4 ; Nancy, 11 et -2 ; Nantes, 15 et 6 ; Nice-Côte d'Azur, 15 et 9 ; Paris-Montsouris, 14 et 5 ; Paris-Orly, 14 et 4 ; Pau, 15 et 3 ; Perpignan, 16 et 9 ; Rennes, 15 et 4 ; Strasbourg, 11 et 1 ; Tours, 14 et 1 ; Toulouse, 15 et 0 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 3 degrés ; Amsterdam, 11 et 0 ; Athènes, 18 et 8 ; Berlin, 12 et 2 ; Bonn, 11 et -3 ; Bruxelles, 1 et 2 ; Le

PARIS EN VISITES

VENREDI 20 AVRIL

« La vitrine de la cathédrale Notre-Dame », 15 heures, portail central, M^{me} Brosseau ;
« L'église Notre-Dame du Travail », 15 heures, 39, rue Vercingétorix, M^{me} Garques-Roméro ;
« Dans les pas des pèlerins de Saint-Jacques », 15 heures, sous le pont, Julien-le-Pauvre, M^{me} Legrépols (Caisse nationale des monuments historiques) ;
« La peinture américaine », 15 heures, entrée Grand Palais (Approche de l'art) ;
« L'Opéra », 14 heures, dans le hall, (D. Bouchard) ;
« Vestiges et curiosités de la Montagne-Sainte-Geneviève », 14 h 30, métro Cardinal-Lemoine (Conséquence d'ici et d'ailleurs) ;
« Quartier des Halles », 15 heures, 1, rue du Turbigo (B. Caenry) ;
« Le trois-mâts le Belem : histoire et technique de la navigation », 15 heures, métro St-Hippolyte (P.-Y. Jauré) ;
« Les impressionnistes », 14 h 45, entrée musée du Jeu de paume (M.-C. Lannier) ;
« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 15 heures, 2, rue des Archives (Paris autrefois) ;

EN BREF

PÉLERINAGE

AUX SOURCES DE LA STENOGRAPHIE. - Un pèlerinage aura lieu à Sionny, le lundi 30 avril, (départ de Paris à 8 h 30, retour vers 19 heures) pour célébrer le 150^e anniversaire de la naissance d'Ernest Duployé, créateur de la méthode de sténographie qui porte son nom.
* Renseignements auprès de M. Morard, 10 avenue Villabon-Morard, 06006 Nice.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 18 avril :
DES DÉCRETS
« Portant déconcentration de diverses dispositions relatives à la gestion du domaine de l'Etat. »
Portant promotions et nominations dans les cadres des officiers de réserve.
UN ARRÊTÉ
« Relatif à l'institut de recherche fondamentale au CEA. »

DES DÉCRETS

« Portant déconcentration de diverses dispositions relatives à la gestion du domaine de l'Etat. »
Portant promotions et nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

« Relatif à l'institut de recherche fondamentale au CEA. »

VIDEO-CLIP

DE LA PRISE DE VUE AU MONTAGE. - Apprendre les bases techniques de la vidéo en réalisant un clip musical : un cycle de quatre week-ends (des 12-13, 18-20, 25-27 mai et 2-3 juin) organisé par l'association Insep en offre la possibilité dans les locaux de l'Institut de la Vidéo.

* Females : 72, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris. Tél. : 770-09-65, Insep : 349-07-44.

Avis important pour les marins.

La Société Racal Decca Navigator Limited rappelle aux usagers de son Système Decca Navigator les avertissements contenus dans les Admiralty Notices (Notices de l'Amirauté), rédigées à l'attention des marins et qui concernent les transmissions modifiées en provenance de certaines stations britanniques appartenant aux chaînes Decca Navigator. Des changements supplémentaires seront introduits sous peu et les signaux modifiés seront transmis le 19 avril 1984 à peu près.

L'opération des récepteurs fabriqués par la Société Racal Decca Navigator Limited et par ses concessionnaires, A/S Kongsberg Vapenfabrik et AP Radio Telefon A/S, ne sera pas atteinte par ces changements.

Les marins devraient noter que d'autres récepteurs exploitant le Système Decca Navigator peuvent donner des lectures erronées. La Société Racal Decca Navigator n'accepte aucune responsabilité pour toute perte ou tous dommages soufferts, directement ou indirectement, par des personnes faisant usage de récepteurs non fabriqués par, ou fabriqués sous licence de, la Société Racal Decca Navigator Limited.

Les marins sont prévenus par la présente.

Racal-Decca Navigator.

Racal-Decca Navigator Limited, Burlington House, Burlington Road, New Malden, Surrey KT3 4NR.



« Beyoncé »

« Beyoncé » est le nom d'un nouveau film de la réalisatrice américaine Spike Lee. Il s'agit d'un portrait de la chanteuse Beyoncé, qui a connu un succès fulgurant avec son groupe Destiny's Fulfilled. Le film explore sa vie personnelle et professionnelle, ainsi que son engagement pour la communauté.

DES DÉCRETS

« Portant déconcentration de diverses dispositions relatives à la gestion du domaine de l'Etat. »

Portant promotions et nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

« Relatif à l'institut de recherche fondamentale au CEA. »

VIDEO-CLIP

DE LA PRISE DE VUE AU MONTAGE. - Apprendre les bases techniques de la vidéo en réalisant un clip musical : un cycle de quatre week-ends (des 12-13, 18-20, 25-27 mai et 2-3 juin) organisé par l'association Insep en offre la possibilité dans les locaux de l'Institut de la Vidéo.

* Females : 72, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris. Tél. : 770-09-65, Insep : 349-07-44.

DES DÉCRETS

« Portant déconcentration de diverses dispositions relatives à la gestion du domaine de l'Etat. »
Portant promotions et nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

« Relatif à l'institut de recherche fondamentale au CEA. »

VIDEO-CLIP

DE LA PRISE DE VUE AU MONTAGE. - Apprendre les bases techniques de la vidéo en réalisant un clip musical : un cycle de quatre week-ends (des 12-13, 18-20, 25-27 mai et 2-3 juin) organisé par l'association Insep en offre la possibilité dans les locaux de l'Institut de la Vidéo.

* Females : 72, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris. Tél. : 770-09-65, Insep : 349-07-44.

صكنا من الأهل

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

LE NOUVEAU FILM DE CLAUDE LELOUCH

«Viva la vie» et l'amour du cinéma



LA bande-annonce projetée dans les salles avant la sortie n'en était pas vraiment une. Claude Lelouch apparaissait sur l'écran, disait au public qu'il ne pouvait présenter des extraits de son nouveau film, sous peine d'en trahir le secret, donc, l'intérêt. Il montrait seulement la réunion de ses personnages immobiles, telle qu'on la voit, maintenant, sur les affiches.

Coup de pub ? Promotion par le mystère ? Non. Quand on se trouve en présence du film, on comprend pourquoi Lelouch a agi de cette façon : *Viva la vie* repose entièrement sur des fausses pistes, des surprises à découvrir au fil du spectacle, avec un plaisir qu'il ne faut pas gâcher d'avance.

Chaque spectateur doit se trouver dépositaire du secret, le garder en lui. Jamais une œuvre de Lelouch — sauf, en partie, le *Popo*, brillante comédie policière entre passé et présent (1970) — n'a dépendu de ce point d'une relation de confiance et d'amitié avec le public. Les critiques n'ont plus qu'à jouer le jeu, de bonne grâce si possible. A supposer qu'on ne le veuille pas, il serait insensé de faire à Lelouch le coup de l'ouvreur (d'un dessin humoristique autrefois célèbre) révélant à un spectateur, radin sur le pourboire, l'identité de l'assassin.

Ah, comment parler de *Viva la vie* ? On peut installer l'atmosphère, les grandes lignes du départ. Il est question d'une menace de troisième guerre mondiale, de la construction d'abris antiaériens, de la présentation du film à l'Opéra, en soirée de gala, ce qui donne lieu à une interview de Lelouch à la télé. Michel

Perrin, PDG d'une multinationale (Michel Piccoli) doit aller au gala de l'Opéra avec sa femme Catherine (Charlotte Rampling). Venu la chercher, en voiture, à leur superbe résidence de campagne, il disparaît, au bout de la route, sans laisser de traces.

Parallèlement, le comédien Sarah Gauthier (Evelyne Bouix), femme d'un professeur d'art dramatique (Jean-Louis Trintignant) n'arrive pas, ce soir-là, au théâtre où elle interprète *La Madelon*. Il n'y avait, il ne pouvait y avoir aucun lien connu entre Michel et Sarah mais on sait que chez Lelouch, en dépit de la géométrie, les parallèles se rejoignent. Il brode, évidemment, sur un de ses thèmes de prédilection, mais c'est bien plus subtil que cela. A mesure que le film avance, la vérité se dévoile ou, plutôt, ce qui semblait être la vérité, l'explication, engendre une autre situation, une autre explication qui, à son tour... Jusqu'à la fin — et quelle fin ! — où Lelouch retourne ses dernières cartes, ouvre le dernier tiroir.

Il ne faut pas voir là des tours de passe-passe juste conçus pour bercer le confort de ceux qui vont au cinéma pour qu'on leur raconte des histoires romanesques. Celle-ci n'est pas à dormir debout. Parfaitement honnête, Lelouch a semé partout des indices, révélés

teurs. On les enregistre d'une manière automatique, ils font leur chemin dans nos têtes, tandis que la mise en scène, les dialogues, le montage « épousent » les « vérités » successives d'un scénario à l'architecture originale et solide, que les éclairages changent d'un événement à un autre, d'une séquence à une autre.

Demandez-vous pourquoi Michel Perrin a mal dormi, pourquoi Catherine, en son manoir, est une splendide amazone, pourquoi Michel et Sarah ont toujours soif, pourquoi Edouard Takvorian (Charles Aznavour), personnage longtemps muet et non défini, regarde fixement ses enfants manipulant des jouets électroniques, pourquoi le soleil disparaît en plein jour, faisant planer sur le globe terrestre une menace de refroidissement soudain dissipée, pourquoi Anouk Aimée est la première femme de Perrin.

Et, surtout, écoutez bien ce que déclare Gaucher-Trintignant, acteur parlant du film et personnage du film : « Spielberg raconte une histoire, Fellini ne veut pas raconter une histoire, et Godard

voilà comment raconter une histoire. » Au moment où elle arrive, cette phrase fait rire (d'ailleurs, on s'en souvient au cours de cette étrange aventure). Cela ne signifie pas que Lelouch se prend pour Spielberg, Fellini et Godard réunis, au risque de faire hurler particulièrement les gérardiens farouches. Cela signifie détourner vers la science-fiction, la réflexion sur le pouvoir du cinéma, le langage cinématographique. Tout cela sans attitude intellectuelle, théorique, mais au feu bouillonnant de la joie de faire un film.

Chaque mouvement de caméra — et l'on connaît le rôle physique autant qu'esthétique de la caméra dans l'univers lelouchien — trace une figure de ballet, un morceau de puzzle. Tout s'assemble, laissant, toutefois, un léger décalage entre la représentation des images et leur perception par les spectateurs. Si bien qu'on se trouve envoyé, atteint de la jubilation que procurent les grands films d'auteur et celui-ci en est un, pas seulement pour les happy few.

Lelouch a toujours été un créateur. Après des débuts difficiles, il a connu, à la fin des années 60, des succès commerciaux : *Un Homme et une Femme*, *Vivre pour vivre*. Au nom de Godard, justement, certains ne voulaient pas l'accepter. Qu'elle aujourd'hui reléguée au rang des vieilles lunes. Lelouch est un fou-à-craie. Il n'aime pas les échecs, mais, quand cela lui arrive, il en tient compte. Il revient à la case départ et il se lance dans une nouvelle expérience. Depuis vingt-cinq ans, il filme comme on respire. C'est sa vie. *Viva la vie* est l'amour du cinéma !

Avançons-nous jusqu'à affirmer que, dans cette curieuse saison française où l'admirable *Un Dimanche à la Campagne* de Bertrand Tavernier et les extravagants *Morfolous* de Henri Verneuil se situent à des points extrêmes, où Pialat, lauréat des « Dehno » et « César », ainsi que Godard, inlassable en sa pratique,

restent à part, *Viva la vie* réconcilie cinéma d'auteur et cinéma populaire en les amenant à coïncider dans un chatoyant essai sur les rapports de l'illusion et de la vérité.

Dirigé par Lelouch, Michel Piccoli manie, au gré de celui-ci — et vous verrez comment, pourquoi — l'art de faire croire à l'impossible, d'exalter l'imaginaire sur des préoccupations contemporaines, d'organiser le coup le plus fabuleux du siècle, de réaliser, comme sous l'effet du hasard, les désirs cachés. Fusée porteuse de la mise en scène, Piccoli entraîne, avec lui, le destin de ses compagnons et compagnes de film. Charlotte Rampling, Evelyne Bouix, Anouk Aimée, Myriam Boyer, Trintignant, Aznavour, Laurent Malet, Charles Gérard, intriguent, passionnent, séduisent, émeuvent à des degrés divers. L'amour du cinéma chez Lelouch, c'est aussi la passion d'approcher les acteurs, de leur insuffler une existence à la fois humaine et mythique.

JACQUES SICLIER.

* Voir les films suivants.

Voyages et musique à des prix Fnac

Voir resplendir des lieux historiques grâce à la musique. Ecouter des solistes là où vécurent les compositeurs. Assister à des concerts privés organisés exclusivement à votre intention dans des sites exceptionnels. Rencontrer les musiciens qui ont joué pour vous : voilà ce que vous proposent les voyages de cette série animés avec passion par le musicologue qui les a préparés.

Prague baroque, 17 au 24 juin. 5 500 F

L'art baroque à Prague et dans les châteaux et églises des environs, à travers son expression architecturale et musicale : Bach, Haydn, Mozart, Vivaldi, Stamitz.

Andalousie et flamenco
30 juin au 8 juillet. 5 700 F

Visite de Ronda, Séville, Cordoue et Grenade pendant son festival, à la découverte du plus ancien art sacré d'Europe, le flamenco. Séances privées avec quelques-uns des meilleurs interprètes actuels.

Bohême et Moravie, 24 au 31 août. 5 500 F

Beethoven, Mozart, Dvorak, Janacek, Smetana ponctueront la découverte de Prague et de la Vltava, ainsi que des plus beaux châteaux et anciens villages de Bohême et de Moravie.

Vivaldi à Venise, 1^{er} au 9 septembre. 6 500 F

A l'occasion du festival Vivaldi à Venise, séjour musical pendant la fête des Régates : concerts privés, représentation à la Fenice, musique en Vénétie (villas palladiennes et Vicence).

Audiovisuel de présentation mercredi 27 avril à 17 h 30 à l'auditorium de Fnac Montparnasse, 136, rue de Rennes. 75006 Paris. Entrée libre.

Développement gratuit sur simple demande au (1) 271.31.25. Fnac 100 ans, Forum des Halles, niveau 3, Paris-Les Halles, 75001 Paris - L'Espresso, 11403.

«Beyrouth photographies»

LES champs de ruines que laissent derrière elles les ondes des tremblements de terre portent l'horreur simple de la fatalité, la maladresse de la nature. On leur accorde avec peine la beauté qu'on attribue aux ruines séculaires, à ces vestiges où l'on croit pouvoir ne lire que l'œuvre du temps, dont Piranesi faisait l'éloge, et dont beaucoup d'artistes contemporains tirent le nouveau faire vibrer le charme archéologique. Mais le XX^e siècle a inauguré des désastres beaucoup plus impressionnants encore, faisant tomber le feu du ciel sur des villes entières jusqu'à n'en plus laisser la trace, sur des pays, sur des peuples. Hélas à ces images de guerre, le regard s'est blasé, et il faut voir sur place les crématoires effondrés d'Auschwitz pour en mesurer l'épouvantable réalité. Il faut le corps disloqué d'un soldat, d'un enfant, et le sang qui se mêle à la boue pour vraiment s'émouvoir au compte rendu de ces désastres.

Faire passer, faire comprendre l'horreur est devenu l'art le plus difficile qui soit. Puisque l'image ne choque plus comme la réalité, puisqu'elle n'est plus reçue comme la réalité, il lui faut, pour convaincre, pour susciter à nouveau l'émotion, les artifices de la beauté. Ceux des grands peintres montrant

STADES DE LA

DESTRUCTION

l'enfer, alors que les guerres ensanglantent l'Europe. Sophie Ristelhueber a ce talent. Sans un homme dans les ruines de Beyrouth, sans un mot pour expliquer ce qui a passé en effet de commentaire, sans un titre puisque la ruine n'est jamais que la ruine, ses photographies font dire la chute de la guerre à l'architecture, ou plus exactement à ce qu'il en reste.

Les photographies de Sophie Ristelhueber publiées par Hazan ont été exposées à l'Institut français d'architecture. Car cet organisme ordinairement voué à la construction plutôt qu'à la destruction remplit aussi son rôle lorsqu'il donne une vision aussi juste et aussi riche du devenir des bâtiments, comme il l'avait déjà fait l'an passé avec l'exposition «Burke Romances». Et le devenir guerrier de l'architecture est, on le sait, un avenir qui n'est pas à exclure.

Voici un immeuble de bureaux moderne, à Beyrouth, réduit à l'état de carcasse où s'accrochent encore quelques lambeaux de fenêtres. Un cinéma, ou un théâtre, dont le rideau de scène est tissé de poutrelles métalliques, de grilles enchevêtrées, de voiles décolorées de ciment. Tous les stades, plus ou moins délabrés de la destruction avec ce caractère terriblement an-

tomique des masses de béton pendantes, pentelantes, à leurs fers. Le revêtement des murs est quelquefois criblé, éclaté, comme le peau d'un grand brûlé.

Dans ce champ de désolation, une piscine, simplement abandonnée peut-être, prise d'un vestige de colonnade, prend elle aussi l'allure de victime pour deux branches cassées, quelques fragments de pilastre tombés dans l'eau corrompue. Les arbres, la végétation, c'est ce qui confirme en effet ou infirme, l'immédiateté du désastre. Les branches cassées près de la piscine, à la Résidence des Pins, donnent le signe de la guerre. Rue du Patriarche Hoyek, au contraire, les fougères qui commencent à pousser dans l'intérieur des ruines indiquent une ancienneté relative du bombardement. D'ailleurs la rue a été nettoyée de ses débris. Dans le brouillard du matin, on peut croire une fois de plus la guerre finie.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

* Beyrouth photographies, par Sophie Ristelhueber, Editions F. Hazan, 67 pages, 65 F. — Après l'IFA, à Paris, exposition à la maison de la culture de Grenoble du 22 mai au 7 juin. Cinq photos de Beyrouth ont été publiées dans *Le Monde* Aujourd'hui daté 26-27 février.

LE SALON DES INDÉPENDANTS A CENT ANS

Les baraques de la dissidence

Il n'est plus ce qu'il était, mais son passé est mémorable. Faire son bilan nous conduit aux points de rupture qui, depuis un siècle, ont articulé ou désarticulé l'histoire de l'art moderne. Voilà exactement cent ans que les indépendants, pour la première fois, ouvrent les portes d'un « Salon libre des jurys ».

Le jury était le gardien jaloux du Salon, le Salon avec une capitale. N'y entrèrent que les artistes respectueux des règles idéales de l'art apprise à l'école du quai Malaquais. C'était une institution de l'Etat fonctionnant comme un régulateur des tendances transgressives qui pouvaient se manifester çà et là. Le Salon filtre, veille au respect des valeurs établies par les prix de Rome et autres membres de l'Institut. Daumier le républicain, Courbet l'anarchiste et le Delacroix des barricades de Paris en sont exclus. C'est le rempart du conservatisme qui endigue la révolution par les symboles.

Cette guerre des signes se traduit très concrètement par l'accès ou le

qui amorce son développement libéral. L'Etat est encore le premier client des artistes, mais déjà la bourgeoisie de la première révolution industrielle commence à se fournir en tableaux. Etre ou ne pas être au Salon, c'est pour un peintre une question de vie ou de mort.

C'est ainsi que commencent à faire florès des entreprises parallèles « indépendantes » et en lutte contre celles de l'Etat, créant du jour au lendemain des groupes, des cercles, des salons, des réunions artistiques qui parfois disparaissent à la saison suivante. La révolution de 1848 emporte le Salon pour un temps : c'est la libre à tous, au « sublime » comme au « ridicule », remarque Théophile Gautier. Les « refusés » du Salon officiel constituent leur propre « Salon des refusés » sur le grand terrain vague qui va de l'Alma au Champ-de-Mars, providence des plus entrepreneurs qui aménagent leurs expositions personnelles sous une tente ou dans un baraquement, comme Courbet, Manet.

souffre davantage encore le nouveau régime de l'individu.

Le Salon des baraquements, qu'on appellerait aujourd'hui, avec une pointe de snobisme américain, loft, est le meilleur endroit où les amateurs avisés vont renifler la présence de valeurs artistiques du futur. Les « courtiers cosmopolites », l'arpentent de long en large. C'est là que les collectionneurs russes comme Morosoff viennent acheter leurs Maïas et leurs Derain pour quelques centaines de francs. Cent tableaux, dont quelques-uns de première grandeur, sont aujourd'hui au rendez-vous du centenaire de ce Salon, dont l'âge d'or aura duré quatre lustres, jusqu'en 1914, année de la vraie cassure qui a séparé l'ancien et le nouveau régime de la peinture.

Les musées et collectionneurs de France et de l'étranger n'ont pas été pingres, jusqu'en 1914, année de la vraie cassure qui a séparé l'ancien et le nouveau régime de la peinture. L'exposition est l'occasion, qui ne se renouvellerait pas avant longtemps, de voir réunis des chefs-d'œuvre comme l'*Homme au gilet rouge*, de Cézanne, qui vient de Zurich, le *Cri de Munich* (musée d'Oslo), l'*Étonnant visage de l'été*, de De Chirico (musée de Stockholm), l'*Italie*, de Van Gogh (musée d'Orsay), le *Cirque*, de Seurat (Orsay), le *Plu paraisol*, de Signac (musée de Saint-Tropez), l'*Entasse*, de Braque (Villeneuve-d'Ascq), le *Bœuf écorché*, de Cézanne.

gall (collection particulière), les *Formes contractées*, de Léger (musée de Biot)...

Car c'est du côté de ces Salons indépendants que vont se manifester les idées neuves, là aussi que les artistes vont les chercher, dans un Paris où les galeries sont rares et les musées d'Etat fermés aux forces nouvelles. Le Salon d'automne de 1905 rend hommage à un peintre sixième, petit rentier, ami de l'auteur de *Nana*, qui vient de mourir, après avoir redéfini les sentiers de la peinture sur les pentes de la montagne Sainte-Victoire.

Il montre aussi un tableau de Matisse dont toute la ville parle, *Luxe, calme et volupté*, une formidable peinture qui défie Picasso. Sa réponse : les *Jeunes filles d'Alger*, l'œuvre fondatrice du cubisme, tellement étrange qu'il la laisse confinée dans la solitude de l'atelier du Bateau-Lavoir. Picasso ne le montre qu'à des amis très proches. Braque la voit et part vers les paysages de l'Estaque retrouver, par lui-même, l'itinéraire de Cézanne qui a frappé Picasso. Les tableaux qu'il en rapporte remettent en question la peinture en apaisant la querelle par Gauguin et incite au retour aux volumes, un volume géométrique. Braque a point des paysages en cubes ocres et verts, poursuivant plus radicalement l'entreprise de plasticité des formes inaugurée par Cézanne.

« Il sera un jour au Louvre »

C'est là qu'a eu critique, Vauxcelles, parle du « cubisme », de même qu'au Salon de 1907, le regard assailli par le flamboyant des couleurs, il évoque les « Fauves » à propos des *Gitanes* de Matisse (« le peintre le plus décrié du moment », écrit peu après Apollinaire), des *Quatre de la Tamise*, de Derain, du *Clown au gilet rouge* à carreaux blancs, de Van Dongen.

« Nous ne savions pas nous reconnaître », notait Gertrude Stein dans son autobiographie. Le scandale, c'était le tableau d'un douanier Rousseau représentant les dignitaires de la République. « Il sera un jour au Louvre », disait-elle quand même de cette peinture que Picasso avait achetée et qui fait partie de sa collection au musée.

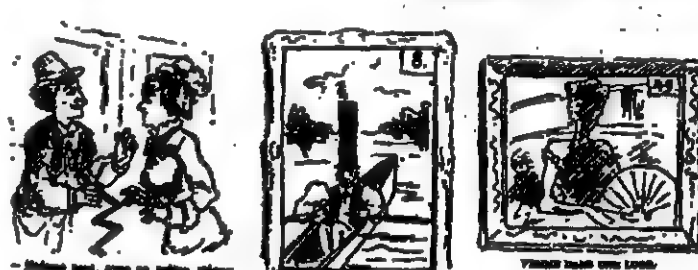
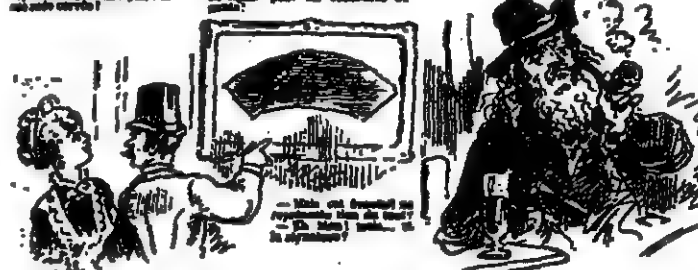
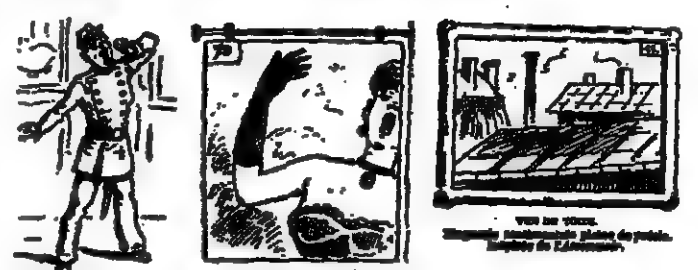
L'année 1912 est celle de ces artistes de l'École de Paris, venus de toute l'Europe, plus particulièrement du Chagall d'A la Russie, aux *lignes et aux ailes*, sorti ébloui de sa Russie, comme d'un rêve où il réalise ce qu'André Breton appelle

« une totale explosion lyrique », qui défie le rationalisme des formes et des couleurs. Il y a aussi Modigliani et ses lignes de femmes, lisses comme des statues. Sont aussi, en son *Bœuf écorché*. On suit à la trace cent et une volte-face à travers les manifestations de ce Salon ou aux grands cercles orphiques de Delaunay succèdent les suites variées du cubisme : La Fresnaye, Lhote, Barasoff-Rossio, Larionov, Ozenfant, Le Corbusier, qui expose actuellement à sa Fondation, square du Docteur-Blanche, ses sculptures réalisées en collaboration avec Sautou. Les surréalistes, avec Picasso, Dalí, Max Ernst ; les abstraits avec Pollock et Bram Van Velde.

Le Salon officiel a donc vécu, té des indépendants. Aujourd'hui, ce dernier vit de sa réputation : c'est ailleurs que se joue et se défie le destin de l'art moderne.

JACQUES MICHEL

★ Le centenaire des Indépendants, au Grand Palais. Jusqu'au 2 mai.



Chez MM. les peintres indépendants, par Draner.

Un nouveau venu nommé Seurat

C'est dans ces baraques de la dissidence qu'apparaissent des tableaux de jeunes - et de moins jeunes - artistes, qui comptent parmi les grands chefs-d'œuvre de l'art moderne. Ainsi la *Baignade d'Asnières*, d'un nouveau venu nommé Seurat, âgé de vingt-cinq ans, qui entreprend de figer le sensuel tremblement pictural de l'impressionnisme afin de le faire basculer dans le champ de la conceptualité. Huit ans après, c'est sous une de ces baraques, mal chauffées et ouvertes aux courants d'air, que le même Seurat contracte le refroidissement qui le fait mourir à l'âge de trente-trois ans, alors qu'il procède à l'accrochage des tableaux d'un autre « indépendant », le Van Gogh à l'oreille fraîchement coupée.

A l'armée policée et disciplinée des maîtres de l'Académie s'oppose l'armée des querelleurs « indépendants ». Mais dix ans auparavant, dès 1874, d'autres ferveurs de l'art se manifestent. Les impressionnistes, qui créent une société anonyme chargée d'organiser des expositions, de vendre les œuvres et de promouvoir le groupe, marquent la tentative nouvelle des artistes de s'organiser librement. Alors que les académiciens s'essouffent dans l'illustration des fastes et des pompes de l'Etat, ils viennent, avec de simples sujets quotidiens, ouvrir un nouveau régime du subjectivisme, de l'intimisme, opposé à la dictature de l'histoire et des institutions officielles. Et, en 1884, le Salon des indépendants, qui porte bien son nom,

MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne (7^e) - M^e Varenne
Camille CLAUDEL
Tous les jours (sauf mardi) de 10 h à 17 h 45
DU 18 FÉVRIER AU 11 JUIN

du 15 mars au 7 mai 1984
La Maison de la Lithographie
JACQUES LALANDE
Lithographies - Aquarelles - Peintures - Dessins
110, boulevard de Courcelles - 75017 PARIS
Tél. : 237.20.16 - Métro : Ternes, Courcelles
Ouvert du lundi au samedi inclus de 11 h à 19 h sans interruption.

PHOTOGRAPHIES

UN NUMÉRO PLEIN DE MYSTÈRE
PHOTOGRAPHIE & CINÉMA
FRÈRES ENSEMBLE ?
L'AUTOGRAPHIE
COMME MISE EN SCÈNE
ESSAI SUR L'IDENTITÉ
L'EXOTISME ET
LES EXCES PHOTOGRAPHIQUES

ET QUELQUES MONUMENTS AMÉRICAINS : STEIGLITZ, ADAMS, NEWHALL, WATKINS, WEEGEE, MEATYARD.

140 PAGES
140 PHOTOS

UNE REVUE POUR VOIR COMPRENDRE ET IMAGINER L'HISTOIRE DE LA PHOTOGRAPHIE

ABONNEMENT POUR 4 NUMÉROS : 190 F
PHOTOGRAPHIES : 61, rue de Richelieu 75002

FESTIVALS D'ÉTÉ

BERLIN. - Les Rencontres théâtrales qui rassemblent les spectacles de langue allemande sélectionnés par un jury de critiques se tiennent du 8 au 28 mai. Y participent, le Schauspielhaus avec deux spectacles de Tschelchov : les *Trois sœurs*, par Peter Stein, *Sur la Grand Route*, par Klaus Gruber - qui doit venir au festival d'Autonne, le Residenz de Munich envoie *Solennité* le constructeur avec Barbara Sukowa par Peter Zadek, le Kammertheater d'Amsterdam Godot par Georges Tabori, Emilia Galotti par Thomas Langhoff, *Ni chair ni poisson* de et par Franz Xaver Kroetz (qui sera également à Nancy). Le Théâtre de Bochum présente *Verformten Ufer* de Heiner Müller par Karge et Langhoff, Der Schein Trübt de

ANTONIN CARMÉ
L'ART CULINAIRE AU XIX^e SIÈCLE
19 avril - 20 mai
MAIRIE ANNEXE DU 11^e
2, rue Eugène-Spuler - M^e Temple
T. : 11 h 30 / 18 h, sauf lundi
Visite-conférence tous les jours : 15 h

M. Robert SCHMITT
396, rue Saint-Hippolyte
75001 PARIS - 260-36-36
Prépare le catalogue complet de l'œuvre de
STANISLAS LEPIRE
(1835-1892)
serait reconnaissant à toute personne possédant ou ayant des renseignements sur les œuvres de ce Maître de se faire connaître.

Théâtre dans le monde

Thomas Bernhard et le Cote d'Azur. Claude Pymant. Le Théâtre de Brême envoie *Calix* par Reinhold Hoffman - au programme de la Biennale de la danse à Lyon - le Thalia Theater de Hambourg : *Michele Kramer* de Gerhard Hauptmann par Rudolf Noelle, le Théâtre de Mannheim, *Onze Vaincs* par Harald Clemens et Cologne, la deuxième partie de *Chil vers*, de Bob Wilson, un programme prestigieux et le mois de mai à Berlin.

Renseignements : Berliner Festspiele, Sudgestraße 50, D 1000 Berlin 30 ; tél. : (19-49-30) 26-34-1.

CANNES. - Le V^e Festival international de Café Théâtre s'ouvre à Cannes le 30 mai et se poursuit jusqu'au 10 juin, essentiellement fondé sur « la performance d'acteurs », avec en exclusivité Jean-Luc Bideau dans *l'Éducation de Benjamin Franklin* de Monod du 21 mai) Alex Mierzyer, Mierzyer Sargent, Jengo Edwards, Christian Pavia, Bernard Heller, Copi, Riou et Pouchin créent leur nouveau spectacle, Jean-Paul Farré dirigera l'orchestre Cannes Provence Côte d'Azur. Viendront également des jeunes compagnies dont le People Show, le Théâtre Job, etc... L'INA envoie des émissions dont deux interviews de Jean Vilar, des entretiens avec Roger Planchon ; *Téles rondes* et *téles poèmes* de Brecht par Bernard Sobel, etc... Enfin, le 10 juin, le Café de la Gare de Romain Bourdelle célèbre son quinzième anniversaire avec trois spectacles.

LOS ANGELES. - Si l'Olympic Arts Festival, organisé à l'occasion

des Jeux Olympiques renonce à recevoir comme il l'a fait l'œuvre de Bob Wilson (le Monde du 4 avril) il propose cependant du 1^{er} juin au 11 août un programme géant et diversifié : 63 compagnies internationales dont celle de Pina Bausch, les Ballets de Corée, le Groupe Emile Dubois, le Bunkatu, et les Américains dont Merce Cunningham, Twyla Tharp... Au théâtre : la Royal Shakespeare Company, le Théâtre du Soleil, le Piccolo Teatro, des troupes venant de Chine, de Grèce, du Japon, de la Belgique, d'Australie, du Québec, du Brésil, et aussi de Californie, de New York, le Negro Ensemble Company, et le Criot 2 de Taddeuz Kantor.

Pour la musique : l'Opéra de Covent Garden, des concerts classiques et contemporains, du jazz, et le 27 juillet, en prologue à l'ouverture des jeux, un immense concert au Hollywood Bowl.

Autour des spectacles sont organisées des expositions : le sculpteur Robert Graham, Archives et documents sur l'histoire des jeux, Projets d'environnement et le contact, maquettes, sculptures monumentales d'artistes californiens, qui voyageront ensuite en Europe.

Les places coûtent entre 10 et 25 dollars avec possibilité de regroupements, et il faut trouver à se loger sans trop compter sur les hôtels.

Renseignements : Olympic Arts Festival/LAOCF, Box 54199 Los Angeles, CA 90054. Tél. : (19-1-213) 741-77-77 les jours ouvrables entre 8 h. et 18 h., heure locale.

Le 15 juin avec le vernissage d'une exposition Reberoffe (qui se poursuit jusqu'au 31 août) et s'achève le 1^{er} juillet avec Sodome et Gomorrie, mise en scène d'Odile Malter. Entre-temps, Philippe Duval et Machon jouent de l'orgue de barbarie (le 18) l'ensemble instrumental de Mars avec l'ensemble vocal de la Seine-Saint-Denis et le chœur de la Basse Marche donnent un concert Bach (le 17) Marcel Merceau joue Mozart, Beethoven, Schubert (le 24) et le Bireli Lagreni quintette donne un concert de jazz (le 30).

Renseignements : 1 bis, rue Louis-Jouvet, 87300 Bellac (55). 68-12-78.

SEMUR-EN-AUXOIS - Côte-d'Or. Du 30 juillet au 19 août, l'Académie du Théâtre de l'Auxois, présidée par Marcel Bazomet développe l'expérience amorcée l'an dernier : « Scènes découvertes ». Des ateliers sont ouverts aux professionnels de la danse (avec Caroline Mercadé) du chant (avec Martine Vial) de la marionnette (avec Charles Lecocq) de la vidéo (avec Serge Fabre) plus une classe de violoncelle, dirigée par Maurice Baquin à qui carte blanche est donnée pour composer un spectacle. D'autre part, Martine Vialard chante *Récitations*, d'Aperghis ; le Grenier de Bourgogne présente *Nina* de Vinaver, le Graffiti K.O., l'Index, Play Strinberg, le Versseau Mayé et l'Oiseau sans plumes. Enfin le festival invite une troupe cambodgienne.

Renseignements : Académie de Théâtre de l'Auxois, Mairie, 21.140. Semur-en-Auxois.

LES SPECTACLES

Robert le Diable

Le 15 juin, au Théâtre de l'Auxois, présidée par Marcel Bazomet développe l'expérience amorcée l'an dernier : « Scènes découvertes ». Des ateliers sont ouverts aux professionnels de la danse (avec Caroline Mercadé) du chant (avec Martine Vial) de la marionnette (avec Charles Lecocq) de la vidéo (avec Serge Fabre) plus une classe de violoncelle, dirigée par Maurice Baquin à qui carte blanche est donnée pour composer un spectacle. D'autre part, Martine Vialard chante *Récitations*, d'Aperghis ; le Grenier de Bourgogne présente *Nina* de Vinaver, le Graffiti K.O., l'Index, Play Strinberg, le Versseau Mayé et l'Oiseau sans plumes. Enfin le festival invite une troupe cambodgienne.

Le 15 juin, au Théâtre de l'Auxois, présidée par Marcel Bazomet développe l'expérience amorcée l'an dernier : « Scènes découvertes ». Des ateliers sont ouverts aux professionnels de la danse (avec Caroline Mercadé) du chant (avec Martine Vial) de la marionnette (avec Charles Lecocq) de la vidéo (avec Serge Fabre) plus une classe de violoncelle, dirigée par Maurice Baquin à qui carte blanche est donnée pour composer un spectacle. D'autre part, Martine Vialard chante *Récitations*, d'Aperghis ; le Grenier de Bourgogne présente *Nina* de Vinaver, le Graffiti K.O., l'Index, Play Strinberg, le Versseau Mayé et l'Oiseau sans plumes. Enfin le festival invite une troupe cambodgienne.

Le 15 juin, au Théâtre de l'Auxois, présidée par Marcel Bazomet développe l'expérience amorcée l'an dernier : « Scènes découvertes ». Des ateliers sont ouverts aux professionnels de la danse (avec Caroline Mercadé) du chant (avec Martine Vial) de la marionnette (avec Charles Lecocq) de la vidéo (avec Serge Fabre) plus une classe de violoncelle, dirigée par Maurice Baquin à qui carte blanche est donnée pour composer un spectacle. D'autre part, Martine Vialard chante *Récitations*, d'Aperghis ; le Grenier de Bourgogne présente *Nina* de Vinaver, le Graffiti K.O., l'Index, Play Strinberg, le Versseau Mayé et l'Oiseau sans plumes. Enfin le festival invite une troupe cambodgienne.

Musique

Cannes. - Les Rencontres théâtrales qui rassemblent les spectacles de langue allemande sélectionnés par un jury de critiques se tiennent du 8 au 28 mai. Y participent, le Schauspielhaus avec deux spectacles de Tschelchov : les *Trois sœurs*, par Peter Stein, *Sur la Grand Route*, par Klaus Gruber - qui doit venir au festival d'Autonne, le Residenz de Munich envoie *Solennité* le constructeur avec Barbara Sukowa par Peter Zadek, le Kammertheater d'Amsterdam Godot par Georges Tabori, Emilia Galotti par Thomas Langhoff, *Ni chair ni poisson* de et par Franz Xaver Kroetz (qui sera également à Nancy). Le Théâtre de Bochum présente *Verformten Ufer* de Heiner Müller par Karge et Langhoff, Der Schein Trübt de

ANTONIN CARMÉ
L'ART CULINAIRE AU XIX^e SIÈCLE
19 avril - 20 mai
MAIRIE ANNEXE DU 11^e
2, rue Eugène-Spuler - M^e Temple
T. : 11 h 30 / 18 h, sauf lundi
Visite-conférence tous les jours : 15 h

M. Robert SCHMITT
396, rue Saint-Hippolyte
75001 PARIS - 260-36-36
Prépare le catalogue complet de l'œuvre de
STANISLAS LEPIRE
(1835-1892)
serait reconnaissant à toute personne possédant ou ayant des renseignements sur les œuvres de ce Maître de se faire connaître.

« La Vie de Robert le Diable »
d'Ahmed Essyad

L'écrit et l'oral

NÉ à Salé, au Maroc, en 1938, Ahmed Essyad vit en France depuis 1962. Venu d'un pays où la tradition orale est restée vivante, il a choisi d'étudier la composition à Paris auprès de Max Deutsch selon le modèle schœnbergien dans lequel l'écriture, avec tout le symbolisme qui s'y rattache, occupe une place essentielle. On ne saurait dire cependant qu'Essyad ait jamais tourné le dos à cette culture ancestrale, barbare notamment, à laquelle il fait référence plus ou moins explicitement dans chacune de ses œuvres, mais il lui fallait encore franchir un pas pour réconcilier, dans sa démarche de compositeur, deux traditions qui, depuis longtemps, n'étaient pour lui que les deux visages d'un même phénomène.

Déjà dans *Le Collier des roses*, œuvre de théâtre musical créée à Avignon en 1977, il avait laissé aux musiciens une certaine marge de liberté dans le domaine de l'ornementation, tandis que le travail des comédiens reposait essentiellement sur l'improvisation. La *Vie de Robert le Diable*, présentée par l'Atelier lyrique du Rhin à la maison de la culture de Rennes (en coproduction avec le Théâtre de la ville de Rennes et le programme musical de France-Culture), va plus loin, en ce sens que la participation s'est élargie au III des répétitions : celui-ci ont eu lieu tous les jours, pendant deux mois et demi, à Colmar tout d'abord, puis à Rennes. « Il fallait, dit Ahmed Essyad, susciter le matériau sonore en travaillant avec les musiciens avant de le préciser et de l'articuler en un discours cohérent sur le plan formel ». Et c'est ainsi que chaque soir le voyant noter et mettre en forme ce qui s'était élaboré au cours de la journée.

La nécessité d'un passage par l'expérience avant de prendre certains aspects sans doute liés au souci de solliciter chaque interprète jusqu'aux frontières de ses possibilités, dans tous ses registres d'instrumentiste, de chanteur et d'acteur : il fallait donc préalablement prendre la mesure de chacun en lui faisant la félicité de la découverte, parfois il n'y a eu que cela. La distribution, en effet, nous indique les noms des six chanteurs permanents de l'Atelier lyrique du Rhin, de cinq comédiens-chanteurs de l'Institut national des arts de Künsthoch et de cinq instrumentistes (flûte, clarinette, cor, claviers et percussions), mais en cours de spectacle on n'est pas surpris de voir une chanteuse s'accompagner au

violoncelle, ou les musiciens, costumés, devenir acteurs entre deux solos ; cela se passe si naturellement qu'on en oublie tout le travail que cela suppose.

En outre, la complémentarité des acteurs zélateurs et des chanteurs de l'Atelier lyrique confère au spectacle une ambiguïté fructueuse dans la mesure où l'héritage de Robert — fils du Diable et de la duchesse de Normandie, qui se conduit comme un voyou dans son pays, puis, touché par la grâce, va racheter ses fautes en Italie, en massacrant cette fois un grand nombre d'infidèles — pourrait paraître d'un dédoublement scabreux. Les trois grands dialogues entre Dieu et le Diable qui ponctuent le spectacle marquent, à cet égard, d'un peu de subtilité.

Il n'est plus possible de retrouver la diversité des récits incorporés autrefois dans les campagnes et auxquels on ne croyait, sans doute, qu'autant qu'il est nécessaire pour apprécier les contes ; aussi devrait-on chercher ailleurs ce qu'on s'efforce d'en tirer, mais heureusement les raffinements de la musique, où les ombres conservent leur mystère, où chacun s'épanouit, où les mélodies sont animées d'une sorte de vie intérieure, offrent une dimension poétique à une trame dramatique trop claire. Dans la musique des infidèles, le compositeur s'est librement inspiré de certaines polyphonies pygmées, mais jamais on ne remarque ces ruptures de ton qui annoncent les emprunts à un autre langage.

La récit occupe une place importante dans ce spectacle ; il a été confié à deux acteurs, une Française et un Allemand, qui, en font, comme cela se voit au Maroc, un dialogue très serré parfois, comme un concours d'éloquence. On peut regretter que cet aspect n'ait pas été plus développé, tant il est vrai que, paradoxalement, les scènes d'action, au théâtre comme à l'opéra, atteignent rarement la force dramatique d'une narration bien menée.

La mise en scène de Pierre Barret ne cherche jamais à s'imposer au détriment de l'équilibre de l'ensemble ; elle contribue à bien à la fluidité du spectacle qu'on oublie qu'il a dû être dirigé à certains moments, mais, dans un cas comme celui-ci, ce serait plutôt une qualité.

G. C.

« La Vie de Robert le Diable » sera présentée en Alsace, notamment à Colmar et Strasbourg, du 27 avril au 9 juin.

SUR LES TRACES DU CHEF D'ORCHESTRE

Le chalet de Willem Mengelberg



Willem Mengelberg
Caricature de Georges Augbourg

A 800 mètres d'altitude, dans les Alpes suisses, un chalet perdu dans les sapins se dégage lentement mais sûrement. A trois quarts d'heure de marche de Val-Sincistra (le chemin n'est pas carrossable), la Casa Mengelberg est ouverte du 1^{er} juin au 30 septembre aux musiciens de toutes nationalités qui désirent y passer trois semaines, pour un prix modique, seuls ou avec leur conjoint, et partager leur temps entre les excursions, le repos et la méditation. Le nombre des hôtes est naturellement réduit : mais on dit à la fois, et, outre des vêtements chauds, il leur est demandé de se munir d'une lampe de poche car l'électricité ne vient pas jusqu'à (1).

Ainsi ce chalet est-il resté exactement tel que l'avait légué à sa mort, survenue le 22 août 1951, le chef d'orchestre néerlandais Willem Mengelberg : seuls ont été effectués, depuis trente ans, les réparations les plus urgentes et, pour ce faire, la Fondation Mengelberg a dû, faute de ressources suffisantes — le gouvernement néerlandais n'apportant aucune aide à cette association qui s'efforce, entre autres, de perpétuer le souvenir artistique de celui qui fut, de 1895 à 1945, le chef incontesté du Concertgebouw d'Amsterdam, — se résoudre à se dessaisir d'une partie de son patrimoine historique.

Sans doute les restrictions budgétaires qui ont pesé récemment sur les orchestres néerlandais ont-elles des répercussions plus immédiates sur la vie musicale d'un pays particulièrement exemplaire en ce domaine. Il n'en reste pas moins que les causes de ce déclin officiel sont liées au souvenir de la sanction qui frappa Mengelberg en 1947 : interdiction lui fut faite de diriger désormais en Hollande et, indirectement, partout ailleurs puisque, sans donner de motifs, l'ambassade des Pays-Bas à Berna déclara, sans explication, le condamnant ainsi au silence artistique et le rendant en quelque sorte prisonnier des frontières de la Suisse, qu'il ne pouvait plus franchir.

Cette mesure devait prendre fin en 1951, mais la mort de Mengelberg empêcha la réhabilitation de fait qui n'aurait pas manqué de suivre son retour, car, dans le jugement qui le condamnait, n'était-il pas clairement spécifié que « l'artiste n'a jamais témoigné qu'il ait eu des opinions politiques nationales socialistes et n'a jamais fait de propositions de réorientation de son œuvre » ? Ce qu'il lui reprochait, à défaut de faits précis, était qu'un homme aussi éminent et libre dans son pays aurait dû donner l'exemple aux autres, son attitude en quelque sorte et, s'agissant d'un homme dont l'autorité était légendaire, il était tenu d'en faire un exemple inconditionnel des régions frontalières.

Pourtant Mengelberg, au début de la guerre, a continué d'interpréter, lorsqu'il le pouvait, la musique interdite de Mahler dont il avait été l'ami, et ne s'est pas privé de se plaindre publiquement devant les musiciens d'orchestre, à Vienne, et à Dresde, de n'avoir pas le droit de diriger les œuvres de Mendelssohn. Par ailleurs il est intervenu plusieurs fois en Hollande et à l'étranger, en faveur de musiciens juifs, jusqu'à ce que les autorités lui fissent savoir qu'elles ne pouvaient plus donner de suite à ses demandes répétées.

Ce qui contribua le plus certainement à rendre Mengelberg suspect fut un article publié en Allemagne le 5 juillet 1940 dans le *Völkischer Beobachter*, où l'on affirmait notamment qu'il avait levé un verre de champagne au moment où il apprit la capitulation de la France et de la Hollande. Le document qu'apporta Mengelberg à cette information erronée, et à quelques autres, dans une interview accordée un mois plus tard à un journal néerlandais *De Telegraaf* (déjà contrôlé par l'occupant) n'eut pas le même retentissement ; il y répétait en outre qu'il ne voulait rien savoir de la politique et se plaignait que l'on essayât toujours de l'y impliquer.

Ce refus de reconnaître que l'art ne pouvait pas rester toujours abso-

lument indépendant de la politique, et l'exubérance de sa personnalité prompte à proférer avec une conviction profonde des opinions qu'il pouvait considérer le lendemain, l'ont conduit certainement à adopter des attitudes malheureuses et même irritantes, mais c'était chez lui un trait de caractère, au même titre que son attitude « dictatoriale », lorsqu'il montait au pupitre, dont les effets se faisaient heureusement sentir au profit des œuvres qu'il dirigeait.

La récente série d'émissions (une vingtaine d'heures) réalisées par Georges Zeisel sur les ondes de France-Musique a permis de reprendre la véritable mesure de ce chef dont les interprétations, reportées au microfilm et diffusées ponctuellement en France, n'étaient guère connues que d'un public restreint (2). Il faut dire que l'accueil que la presse spécialisée réservait à y a sept ans à la parution de l'intégrale des symphonies de Beethoven ne manquait pas d'ambiguïté : « Fascinant et terrifiant... séduction magique... subjectivité bizarre, déséquilibrée jusqu'aux confins de la perversité... », ni de raccourcis tendancieux : « Finalement il n'est pas du tout étonnant que Mengelberg, à la fin de sa vie, ait sombré dans la neurasthénie ».

Toutes les considérations artistiques cédaient le pas, une fois de

plus, à des allégations invérifiées. La poigne de fer avec laquelle certains chefs actuels maintiennent dans ces vilaines œuvres des mouvements d'une rapidité inhumaine, leur souci d'une précision si bornée qu'elle laisse penser que les orchestres actuels jouent « mieux » que ceux d'autrefois, les prises de son choquantes (et singulièrement) dont ils sont friands, mériteraient davantage les qualificatifs inspirés par Mengelberg.

Sans doute doit-on s'inquiéter du culte qui entoure actuellement les « vieilles cires », car leur prestige assuré, joint au peu de goût des opérations de repiquage, pourrait être nuisible aux artistes en activité ; toutefois, le choc que représente la comparaison entre certains de ces enregistrements « primitifs » et les nôtres, où l'on cherchait en vain certains détails de la polyphonie, paradoxalement mieux servis par les premiers, entre des interprétations portées d'une tradition spécifique et les nôtres, tant bien que mal standardisées, se révèle aussi fructueux qu'instructif.

Si l'opinion hollandaise qui a voulu adopter une attitude exemplaire en frappant l'un des artistes qui avait le plus contribué à servir les intérêts de son pays — programmant à l'étranger, chaque fois qu'il le pouvait, des œuvres de ses compatriotes, portant sur lui malgré l'interdiction les couleurs nationales que l'orthographe même de son prénom, Willem, ne pouvait laisser ignorer — étonne assez sensiblement pour envisager une révision du cas de Mengelberg, on verrait reparaitre de précieux documents d'archives, et la Fondation trouverait la matière et les moyens de remplir son rôle.

Enfin, puisque tel était le point de départ, la Casa Mengelberg pourrait être réparée afin d'accueillir pendant l'été une nouvelle génération de chefs d'orchestre — les nouveaux chefs — marcheurs impatients, insensibles aux charmes de l'avion-taxi et capables de se passer des illusions du confort moderne. Comment donc écouleraient-ils les interprétations de Mengelberg ? Peut-être à travers les branches des arbres, quand le vent se lève et qu'il fait mauvais temps ; on entend alors un orchestre formidable, et peut-être le secret est-il là, comme le trésor du laboratoire dans son champ.

GERARD CONDÉ

(1) Les demandes doivent être adressées à la Fondation Mengelberg c/o Dr. L. Schwyder von Wärsch, Schwanenplatz 8 - Suisse, 6004 Lucerne.

(2) On peut s'en étonner, car Mengelberg, qui avait un goût marqué pour la musique française et lui réservait une large place dans ses programmes (il lui consacra même un festival en 1922), était venu régulièrement à Paris où le public et la critique lui faisaient toujours le plus chaleureux accueil ; il avait, en outre, été décoré à plusieurs reprises.

Musiques en Europe

- BULLY** (28 juin-28 juillet). — Au château de Sully, à l'église de Germigny, à la basilique de Saint-Benoît, à la cathédrale d'Orléans, quatorze concerts, avec notamment l'Orchestre symphonique de RTL, de célèbres solistes tels qu'Egonor, Pogorelich, Françoise Cillory, de Michel Chapuis à Lagry, sur trois organes de facture différentes qui permettent d'interpréter de manière authentique cinq siècles de musique d'orgue. (Académie d'orgue de l'île-de-France, Hôtel de ville, 77100 Meaux, tél. (6) 434-90-11.)
- MÜNICH** (4-31 juillet). — Le grand Festival d'opéras allemands : *Jeune au bûcher*, la *Clemence de Titus*, *Pellestrini*, le *Barbier de Séville*, les *Noces de Rigoletto*, *Le Chevalier à la rose*, *Arabella*, *Adrienne Lecouvreur*, la *Flûte enchantée*, les *Maîtres chanteurs*, *Ariane à Naxos*, le *Tour d'écrou*. (Bayerische Staatsoper, Opernfestspiele, Postfach 745, 8000 München, tél. (49-89) 218-51.)
- VERONE** (4 juillet-2 septembre). — Dans les fameuses arènes, *Tosca*, *Aida*, les *Lombardi* et

- Carmen**. (Ente lirico arena, Piazza Bra, 28, 37100 Verona, tél. 238-20 ou 222-95.)
- SAINTES** (7-16 juillet). — Le Festival de musique ancienne, dirigé par Philippe Herreweghe, présentera notamment l'*Amor viene del destino*, de Stuyffert, et une pièce de grande ensembles : *Tallis Scholara*, *Hillard Ensemble*, la *Chapelle royale*, *Art Mix Consort*, ainsi que B. Kroyen, J. Van Immerzeel, avec des incursions dans l'art contemporain (œuvres de Boulez, Berio, Bartok, etc.). (CIRMAR, abbaye aux Dames, BP 214, 17104 Saintes, tél. (48) 93-41-35.)
- SAINT-CÉRÉ** (10 juillet-15 août). — Quarante spectacles et concerts (les *Contes d'Hoffmann*, la *Damnation de Faust*, la *Voix humaine*), qui sont l'aboutissement d'un travail exemplaire de formation auquel participent près de six cents choristes et musiciens. (Festival de Saint-Céré, CIEM, 64, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, tél. 260-77-94.)
- NIMES** (10-12 juillet). — Deux grandes manifestations au cours de la saison nîmoise : *Aida*, avec cinq cents participants, et le *Requiem* de Verdi, sous la direction de Michel Plisson. (Mairie, place de l'Hôtel-de-Ville, 30000 Nîmes, tél. (68) 67-70-01.)
- AIX-EN-PROVENCE** (13 juillet-1^{er} août). — *Le Barbier de Séville*, la *Finta Giardiniera*, le *Messie*, la *Passion selon saint Jean*, la *Création*, récitals de Jesse Norman, P. Esswood, etc. (Festival, Palais

- de l'ancien archevêché, 13100 Aix-en-Provence, tél. (42) 28-11-20, à partir du 2 mai.)
- ORANGE** (13-31 juillet). — Au théâtre antique et dans la cour Saint-Louis, *Don Carlos*, avec M. Caballe, G. Bumbry, S. Estas, G. Aragall, R. Brunon, mise en scène de J.-C. Auray ; direction J. Conlon, *Requiem allemand*, de Brahms, *Carmen* (M. Tressan, J.-C. Casadesu, avec V. Toczyka, B. Hendrick, J. Carreras, J. Van Dam), des récitals M. Castro-Albarracín, C. Ludwig, José Carreras, T. Zylke-Gara, K. Riederer. (Chorégies, place des Frères-Mounet, 84100 Orange, tél. (90) 34-24-24.)
- ARLES** (16 juillet-4 août). — Au milieu des fêtes folkloriques, des soirées de danse (Ballet-Théâtre de Nancy, Ballet de la Scala, Vanne, Danse Caravan, le Ballet national de Pologne) et de musique : *Quatuor polonois*, H. Bilewicz, B. Lafon, Sandro de Palma, etc. (Festival, 35, place de la République, 13200 Arles, tél. (90) 95-47-00.)
- SCEAUX** (21 juillet-7 octobre). — Dans l'Orangerie du parc de Sceaux, trente-trois concerts de week-end, avec des solistes tels que Ciccolini, Heifetz, Anne Quilès, Paul Tortelier, de nombreux ensembles de musique de chambre et de jeunes artistes. (SMES, BP 52, 92331 Sceaux Cedex, tél. 660-07-79.)
- BAYREUTH** (25 juillet-29 août). — *Le Vaisseau fantôme*, *Parsifal*, la *Tétralogie*, les *Maîtres chanteurs*. (Festspiel, Kantenbüro, Postfach 2320, 8580 Bayreuth 2, tél. (49-921) 202-21.)

FESTIVALS D'ÉTÉ

- SALZBURG** (26 juillet-31 août). — Création de *Un re in scotto*, de Berio, *Macbeth*, de Verdi, *Le Chevalier à la rose*, *Idoménée*, *Così fan tutte*, la *Flûte enchantée*, ballet de Neumeier sur la *Passion selon saint Matthieu*, *Je phet*, de Handel, et les cent concerts extraordinaires et habituels... (Salzburger Festspiel, Postfach 140, 8010 Salzburg, tél. (43-8222) 428-41.)
- BRUGES** (28 juillet-11 août). — Musica antique avec des œuvres de Monteverdi (*Orfeo*, *Vesperes*, *Lament*) et Durante, des concours de chant, d'instruments, de luth et d'ensembles, des cours d'interprétation ; une exposition, etc. Avec le Clematic et le Tavernier Consort, Pro Cantione antique, The Tallis Scholars, Brüggens, Leonhardt, Bijlens, Jacobs, les Kujken et bien d'autres. (Festival, Dienst Toerisme, Markt 7, 8000 Brugge, tél. (32-50) 33-07-11.)
- AUTRES FESTIVALS EUROPEENS** : BAD-HERZFELD (30 juin-19 août), Festspiel, Nachtgallenstrasse 9, 6430 Bad-Harzfeld, RFA, tél. (49-66-21) 201-274. — DUBROVNIK (10 juillet-25 août), Summer Festival, Od Sigurta 1, 60000 Dubrovnik, tél. 37-996. — SANTANDER (15 juillet-31 août), Festival de musique et de danse, c/o Juan de la Cosa 3, Santander, tél. 210-508. — BREGENZ (20 juillet-23 août), Festspiel, Postfach 119, 6901 Bregenz, Autriche, tél. (43-6574) 22-811.

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
47 bis, avenue Daumesnil (75) - 555-79-18
Henri CARTIER-BRESSON
« CARNETS DE NOTES SUR LA MÉDUSE »
T.L. et éd. 1016 h, ven. 14 h-16 h
15 MARS - 28 AVRIL

(Publicité)
Le sculpteur **E. MOIRIGNOT**
invite ses collectionneurs et amateurs dans les bronzes ne porteraient pas son poignard de maître à venir les faire authentifier par lui-même.
Faites-vous à l'adresse ci-dessus.

PEINTURES RÉCENTES
KIMURA
10 avril - 12 mai 1984
ART YOMURI
8, quai Canal, Paris (9) 328-15-35

Pour la prochaine parution
du catalogue raisonné de l'œuvre de
Maximilien LUCE
réalisé par Frédéric Luce, fils de l'artiste, et terminé par Philippe Cazeau avec l'assistance de M^{lle} Alice Bérubel, nièce de l'artiste, et détentrice du droit moral, tout possesseur de peintures, aquarelles, dessins, lettres ou documents, est prié de se mettre en rapport avec :
LA FONDATION WILDENSTEIN
57, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. 563-01-00

GALERIE VARENE-ENCOURT
101, boulevard Daumesnil (75) - 255-35-46
André VERGER
Gouaches, peintures
jusqu'au 28 avril

GALERIE REGARDS
11, rue des Blancs-Manteaux (4^e)
De 14 h 30 à 19 h (sauf lundi) 27-19-81
James GUITET
du 18 avril au 19 mai

FELIX VERCEL
présente
DANTON
« peinture récentes »
12 avril - 5 mai
9 AVENUE MATTIGNON
PARIS 8^e 256-25-19

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

MINAM

Animation gratuite, sauf mardi et dimanche, de 16 h à 19 h ; le samedi, de 11 h à 19 h ; les autres jours, de 10 h à 19 h.

PIERRE BONNARD, Jusqu'au 21 mai

DONS DE LA FAMILLE DE MENET, sculptures, tableaux, de 10 h à 19 h.

UN SIÈCLE DE PHOTOGRAPHIES D'ARCHITECTURE, 1839-1939

Jusqu'au 21 mai.

ENRICHISSEMENTS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE

De 10 h à 19 h.

JOE GANTIS, Solos photo

De 18 avril au 11 juin.

ETIENNE MARTIN, Dessins

De 19 avril au 11 juin.

BOULLON - KEYNER - VIEILLE

Galerie contemporaines. De 19 avril au 11 juin.

CC

IMAGES ET IMAGINAIRES D'ARCHITECTURE, Jusqu'au 28 mai.

TEXTILE DU NORD : Culture et technique, Jusqu'au 28 mai.

EN NORD/PAS-DE-CALAIS, Jusqu'au 28 mai.

TEXTILE : Créer avec l'industrie, Jusqu'au 28 mai.

LES ENFANTS DE L'IMMIGRATION, Jusqu'au 28 mai.

SP

CARNAVALS ET FÊTES D'HIVER, Jusqu'au 23 avril.

THÉÂTRES D'AFRIQUE NOIRE, Jusqu'au 21 mai.

THÈME ILLUSTRÉ, Claude Lapointe, illustrations. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 18 juin.

ILS FLOTTERONT

Un parcours à travers les courants de l'histoire. Jusqu'au 21 mai.

REPORTAGE DU MONDE, L'actualité sur les continents de la World Press Photo/Agence Sipa (Alger, Iran, Liban, Nigeria). Jusqu'au 7 mai.

Musées

UN NOUVEAU MONDE : Châteaux de la Renaissance, 1768-1918. Grand Palais, avenue de Châteaufort. Jusqu'au 21 mai.

LE TRÉSOR DE SAINT-MARC, de Venise. Grand Palais (voir ci-dessus). Jusqu'au 21 mai.

JACQUES-HENRI LANTIGUET, Peinture. Grand Palais, avenue de Châteaufort. Jusqu'au 21 mai.

LA REINE ET LA REINE, Les collections de la Reine. Grand Palais, avenue de Châteaufort. Jusqu'au 21 mai.

WILLIAM BOUGUERREAU, 1825-1905. Petit Palais, avenue Winston Churchill. Jusqu'au 21 mai.

NOUVELLES ACQUISITIONS du département des sculptures, 1968-1982. Musée du Louvre, galerie de la Salle des États. Jusqu'au 21 mai.

ACQUISITIONS DU CABINET DES Dessins, 1775-1983. Musée du Louvre (voir ci-dessus). Jusqu'au 4 juin.

DIX SIÈCLES D'ENLUMINURE ITALIENNE, du VI^e au XVI^e siècle. Musée du Louvre, galerie de la Salle des États. Jusqu'au 4 juin.

JEAN-LUC TARTAGLIN, Galerie de photographie de la Bibliothèque nationale.

4, rue Louvois, Sauf dim., de 13 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 avril.

BAUHAUS ET PHOTOGRAPHIE, 1920-1933

Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 18 h 30 ; mercredi, jusqu'à 20 h 30. Entrée : 5 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 13 mai.

RIZZI ET PIERRE JACOB, Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus)

Jusqu'au 24 juin.

ATELIERS DE L'ARC au Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus)

Jusqu'au 29 avril.

LE JARDIN MUSICAL, Musée des sciences et de l'industrie de la Ville de Paris, 12, avenue de New-York (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 29 avril.

LA LITTÉRATURE EN COULEURS, Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus)

Jusqu'au 29 avril.

LE PRINCE EN TERRE D'ÉLÉAN, CHATELAIN ROMAIN, Jusqu'au 15 mai

sculptures, tableaux, de 10 h à 19 h.

CONTEMPORAINS - RÉALISÉS SUR L'ART, Jusqu'au 29 avril

de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 5 F.

L'EMPIRE DU BUREAU, 1900-1908

Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-53-16). Sauf mardi, de 12 h à 18 h ; sam. et dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 15 mai.

L'IMAGE DE LA MER, Musée de la sculpture, 18, rue de Valenciennes (246-15-00). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 15 F.

CENDRE ET ALCOOLS, Cendres

de la sculpture, 18, rue de Valenciennes (246-15-00). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 15 F.

PASTELS DU MUSÉE CARNAVAL, Let. Musée Carnavales, 23, rue de Valenciennes (272-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 5 F (gratuite le dimanche).

CAMILLE CLAUDEL, 1864-1945

Musée Rodin, 77, rue de Valenciennes (705-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 45. Entrée : 5 F. Jusqu'au 11 juin.

JOAN PAUL PAUL, Jusqu'au 19 mai

Musée Rodin, 77, rue de Valenciennes (705-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 45. Entrée : 5 F. Jusqu'au 19 mai.

JEAN MESSIAER, Musée de la Poste, 34, boulevard de Vaugouard (320-15-30). Sauf dim., de 10 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 21 mai.

MONTMARTRE, Des origines à nos jours

Musée de Montmartre, 12, rue Copernic (606-61-11). De 14 h à 17 h 30. Entrée : 10 F.

TENDANCES A NEW-YORK, Musée de Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (234-95-00). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; le samedi jusqu'à 22 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 25 avril.

TREMOIS A LA MONNAIE DE PARIS, Musée de la Monnaie, 11, quai de la Monnaie (339-12-40). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée libre. Jusqu'au 28 avril.

INDISPENSABLES ACCESSOIRES, Musée de la mode et du costume, 10, avenue de la République (720-82-40). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 23 avril.

LES FANTASIES DE LA TAPISSERIE, XVIII^e XVIII^e siècles, Musée Jacquemart-André, 125, boulevard Haussmann (562-39-94). Sauf lundi, de 13 h 30 à 19 h. De 18 avril au 17 juin.

UN SIÈCLE D'IMAGES DE FÊTE, 1884-1914, Musée de la ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (355-91-30). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 18 h. De 19 avril au 16 juin.

Centres culturels

JEAN COCTEAU et les arts plastiques. Pavillon des arts, 101, rue Karamitov (233-32-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40 (fermé le dimanche 22). Jusqu'au 6 mai.

SOLS, Peintures, sculptures, installations. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Bercy (563-90-52). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 21 mai.

LE CORBUSIER SAVINA, Sculptures et dessins. Fondation Le Corbusier, 18, avenue de la République (258-41-33). Sauf dim., de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 19 mai.

LES TRES RICHES HEURES DU DUC DE BERRY, Fac-similé ludique.

Fondation Doune-Thiers, 27, place Saint-Georges (878-14-33). Sauf lundi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 mai.

LE VITRAIL EN LORRAINE, du XII^e au XX^e siècle

Calvados musée des monuments historiques, 62, rue Saint-Amand (274-32-22). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17 juin.

CASPAR DAVID FREEDERICH, Le nord et le romantisme

Centre culturel de la Marne, 20, rue des Francs-Bourgeois (272-70-52). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 19 mai.

ALDORETTI et le cinéma français, deux films allemands

Centre culturel de la Marne (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 juin.

ARTISTES SAHIAN, Fluxus

Centre d'art international, 90, boulevard Raspail. Jusqu'au 15 mai.

BOMMAGE A GAULLE, Quatre installations

de la Cité universitaire, 21, boulevard Jourdan (589-10-30). Sauf dimanche et jours fériés, de 14 h à 21 h ; le samedi, de 14 h à 21 h. De 19 avril au 3 mai.

DESSINS FLORENTINS ET ROMAINS DE LA COLLECTION

OFFIS, Tableaux et gravures. De 19 avril au 21 mai. Inauguration dimanche, 12, rue de la Harpe (705-45-99). Sauf lundi, de 13 h à 19 h.

TONY EMILSON, sculptures ; PETER DAHL, photographies, œuvres

Culturelle, 11, rue Payenne (271-82-20). Du lundi au vendredi, de 12 h à 18 h ; les samedis et dimanches de 14 h à 18 h. Jusqu'au 20 mai.

POUR LA CULTURE, Institut français d'architecture

et d'art, 6, rue de Tournon (633-90-36). Sauf dimanche et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 12 mai.

MISSE EN BOITE, Centre culturel

Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin (271-06-16). Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 3 mai.

JEAN VOGT, Miroirs de la découverte

de la découverte, 142, avenue des Champs-Élysées (569-02-02). De 13 h à 19 h ; dim., de 15 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 20 mai.

SIMPLICISSIMUM, Cent caricatures

des années 1896-1914. Galerie Institut, Centre culturel allemand, 17, avenue d'Iéna (723-61-21). Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 11 mai.

ESPACE KONIG, ESPACE SÉLECTIONNÉ (9 vol.) ; T.S. Scholastic

langage en « Sacre » de Stravinsky. Goutte d'huile, 31, rue de Condé (326-09-21). Sauf samedi et dimanche, de 15 h à 19 h. De 20 avril au 18 mai.

LE TEMPS DU REGARD, Hôpital de Val-de-Grâce, 74, boulevard de Port-Royal

(232-15-31). Sauf lundi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 21 mai.

POUR L'AMNISTIE, 200 portraits

de personnalités politiques d'Europe. Maison des sciences de l'homme, 34, boulevard Raspail (544-34-39). Sauf dim., de 9 h à 20 h ; sam., de 9 h à 13 h. Jusqu'au 21 mai.

EUGENIO TELLER, Peintures

Modernes, 44, rue de Valenciennes (332-16-75). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 12 mai.

P. COLLIN ; H. MARYAMA ; Z. MISOV ; I. MUSEN ; D. PHILIPPE

Peintures, sculptures, installations. Cité internationale des arts, 16, rue de l'Épée-de-ville (278-71-72). De 13 h à 19 h. De 20 avril au 30 mai.

Galerie

LES TROIS NOÛL, Galerie Muséum, 21, rue de la Harpe (272-15-80). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 21 mai.

FRÉDÉRIC TISSOT, Dessins, Kour, Michaël, Turberville, Galerie Scania

Suzanne, 2, impasse des Bourdonnais (234-44-36). Jusqu'au 12 mai.

UN ART AUTRE/UN AUTRE ART, Les années 50 (1945-1955), Galerie Arto

19, avenue Montaigne (299-16-16). Jusqu'au 28 juillet.

MOLAS, des tableaux Roux de Pissarro, Galerie L'Arrière, 6, rue de la République (334-08-24). De 18 avril au 2 juin.

TESSIER ART DÉCO, Atelier Mammot, Galerie de l'Impression, 9, rue Dauterive (563-90-52). Sauf lundi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 30 avril.

9 ARTISTES ITALIENS DANS 9 RÉGIONS DE FRANCE LA STRADA OCULTA, Galerie Pierre Leoni, 153, rue Saint-Martin (337-51-11) et galerie 7, 7, Duguay, 57, rue de la République (700-10-94). Jusqu'au 30 avril.

ANGIE ANAKIS, ELIANE LARUS, VÉRONIQUE WIRBEL, Galerie des

Jeunes, 74, rue de Solmi (329-50-75). Jusqu'au 5 mai.

JOHN DEMOS, COSTES ANTONIADIS

Deux jeunes photographes grecs. Galerie La Chambre claire, 14, rue Saint-Sulpice (334-06-31). Jusqu'au 19 mai.

VOLTY-BARON-BENOARD, Un sculpteur

un sculpteur, un peintre. Hall Mercedes, 118, avenue des Champs-Élysées (562-34-00). Jusqu'au 6 juin.

ANGLARD, Peintures d'Égypte et d'Israël

Galerie Peinture fraîche, 20, rue de Bourgogne (551-00-85). Jusqu'au 28 avril.

GEORG RASCHLITZ, Gravures 1964-1983

Galerie Chiffre-Lesgo-Solomon, 24, rue Beauchamp (276-11-71). Jusqu'au 25 avril.

VINCENT BATHENAT, Les gens

Galerie Média Beaux, 31, rue des Bains (577-63-79). De 19 avril au 18 mai.

PIERRE BETHENCOURT, Galerie

Beauchamp, 23, rue de Valenciennes (271-20-50). Jusqu'au 18 avril.

BOS BLASCO, Galerie Jacob, 28, rue

Jacob (333-90-66). Jusqu'au 19 mai.

BOMMAGE A ROSSIGNOL, Galerie

Beauchamp, 23, rue de Valenciennes (271-20-50). Jusqu'au 18 avril.

ANGLARD, Peintures d'Égypte et d'Israël

Galerie Peinture fraîche, 20, rue de Bourgogne (551-00-85). Jusqu'au 28 avril.

GEORG RASCHLITZ, Gravures 1964-1983

Galerie Chiffre-Lesgo-Solomon, 24, rue Beauchamp (276-11-71). Jusqu'au 25 avril.

VINCENT BATHENAT, Les gens

Galerie Média Beaux, 31, rue des Bains (577-63-79). De 19 avril au 18 mai.

PIERRE BETHENCOURT, Galerie

Beauchamp, 23, rue de Valenciennes (271-20-50). Jusqu'au 18 avril.

BOS BLASCO, Galerie Jacob, 28, rue

Jacob (333-90-66). Jusqu'au 19 mai.

BOMMAGE A ROSSIGNOL, Galerie

Beauchamp, 23, rue de Valenciennes (271-20-50). Jusqu'au 18 avril.

ANGLARD, Peintures d'Égypte et d'Israël

Galerie Peinture fraîche, 20, rue de Bourgogne (551-00-85). Jusqu'au 28 avril.

GEORG RASCHLITZ, Gravures 1964-1983

Galerie Chiffre-Lesgo-Solomon, 24, rue Beauchamp (276-11-71). Jusqu'au 25 avril.

VINCENT BATHENAT, Les gens

Galerie Média Beaux, 31, rue des Bains (577-63-79). De 19 avril au 18 mai.

PIERRE BETHENCOURT, Galerie

Beauchamp, 23, rue de Valenciennes (271-20-50). Jusqu'au 18 avril.

BOS BLASCO, Galerie Jacob, 28, rue

Jacob (333-90-66). Jusqu'au 19 mai.

BOMMAGE A ROSSIGNOL, Galerie

Beauchamp, 23, rue de Valenciennes (271-20-50). Jusqu'au 18 avril.

ANGLARD, Peintures d'Égypte et d'Israël

Galerie Peinture fraîche, 20, rue de Bourgogne (551-00-85). Jusqu'au 28 avril.

GEORG RASCHLITZ, Gravures 1964-1983

Galerie Chiffre-Lesgo-Solomon, 24, rue Beauchamp (276-11-71). Jusqu'au 25 avril.

VINCENT BATHENAT, Les gens

Galerie Média Beaux, 31, rue des Bains (577-63-79). De 19 avril au 18 mai.

PIERRE BETHENCOURT, Galerie

Beauchamp, 23, rue de Valenciennes (271-20-50). Jusqu'au 18 avril.

BOS BLASCO, Galerie Jacob, 28, rue

Jacob (333-90-66). Jusqu'au 19 mai.

BOMMAGE A ROSSIGNOL, Galerie

Beauchamp, 23, rue de Valenciennes (271-20-50). Jusqu'au 18 avril.

ANGLARD, Peintures d'Égypte et d'Israël

Galerie Peinture fraîche, 20, rue de Bourgogne (551-00-85). Jusqu'au 28 avril.

GEORG RASCHLITZ, Gravures 1964-1983

Galerie Chiffre-Lesgo-Solomon, 24, rue Beauchamp (276-11-71). Jusqu'au 25 avril.

VINCENT BATHENAT, Les gens

Galerie Média Beaux, 31, rue des Bains (577-63-79). De 19 avril au 18 mai.

PIERRE BETHENCOURT, Galerie

Beauchamp, 23, rue de Valenciennes (271-20-50). Jusqu'au 18 avril.

BOS BLASCO, Galerie Jacob, 28, rue

Jacob (333-90-66). Jusqu'au 19 mai.

BOMMAGE A ROSSIGNOL, Galerie

Beauchamp, 23, rue de Valenciennes (271-20-50). Jusqu'au 18 avril.

ANGLARD, Peintures d'Égypte et d'Israël

Galerie Peinture fraîche, 20, rue de Bourgogne (551-00-85). Jusqu'au 28 avril.

GEORG RASCHLITZ, Gravures 1964-1983

Galerie Chiffre-Lesgo-Solomon, 24, rue Beauchamp (276-11-71). Jusqu'au 25 avril.

VINCENT BATHENAT, Les gens

Galerie Média Beaux, 31, rue des Bains (577-63-79). De 19 avril au 18 mai.

PIERRE BETHENCOURT, Galerie

Beauchamp, 23, rue de Valenciennes (271-20-50). Jusqu'au 18 avril.

BOS BLASCO, Galerie Jacob, 28, rue

Jacob (333-90-66). Jusqu'au 19 mai.

BOMMAGE A ROSSIGNOL, Galerie

Beauchamp, 23, rue de Valenciennes (271-20-50). Jusqu'au 18 avril.

<

ET DES SPECTACLES

CINEMA

20 h 30 (et mat. et lun.) - New York 1997.
M. DUBAS : Douleur, 14 (21-41-01), mar., dim., 12 h, 18 h, lun., 16 h : le Camion ; sam., 12 h : Dériveur dit-elle ; dim., 10 h, lun., 12 h : Aurélien Sciner.

JEAN EPSTEIN : Studio 43, 9 (770-63-40) : mar. : la Chute de la maison Usher, le Temporaire.

FILMS D'ARTS MARTIAUX
CHINOIS : Cigales, 19 (606-11-75) : mar. : le Boxeur spirituel, les Disciples de Shaolin ; jeu. : l'Éclaireur du Tackwando, le Dragon tatoué ; ven. : Tout pour le Kung Fu, Deux Héros ; sam. : la Cité du silence (v.o.), le Kid de Chinatown ; dim. : Qui pour ça ? le Temple de Shaolin ; lun. : l'Épée magique (v.o.), Zatoichi et le manchot, la Hyène intrépide ; mar. : la Mante de Shaolin, les Aventures de l'empereur K'ou Lung (v.o.) ; le Révé dans le pavillon rouge (v.o.).

A. HITCHCOCK (v.o.) : Action Rive gauche, 9 (354-47-62). En soirée : mar. : Mr and Mrs Smith ; ven., sam. : la Loi du silence ; dim., lun., mar. : la Fête Comptable.

FESTIVAL H. BOCARD (v.o.) : Action La Fayette, 9 (780-80-50) : 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h, mar., jeu. : En marge de l'acquies ; ven., sam. : la Femme à abattre ; dim., lun., mar. : le Port de l'angoisse.

PROMOTION DU CINEMA (v.o.) : Studio 28, 19 (606-36-07), mar. : l'Histoire de mille part ; jeu. : Dead Zone (v.o.) ; ven. : Gorky Park (v.o.) ; sam. : l'Éducation Riva (v.o.) ; dim., mar. : les Cavaliers de l'orage.

FESTIVAL C. SAURA (v.o.) : Douleur, 14 (321-41-01), mar., mer., 20 h, ven., 14 h : Vivre vite (v.o.) ; jeu., 16 h 30, dim., 20 h 30, lun., 18 h : Noces de sang ; jeu., 21 h 30 : Elfin vide vide (v.o.) ; lun., 14 h, ven., 20 h : Ann et les loups ; mar., 18 h : Cris Cerveaux ; mer., 16 h : la Cosine Anglaise.

Les grandes reprises

ALIEN (A. v.o.) : Cigales, 9 (354-72-71).

AGENT SECRET (A. v.o.) : Calypso, 17 (380-30-11).

ANGE (A. v.o.) : Action-Riviera, 9 (325-72-07).

AURELIA STEINER (Fr.) : Douleur (H. v.), 14 (321-41-01).

LES AESTOCUATES (A. v.o.) : UGC Opéra, 2 (261-30-32).

BERLIN HÄRLER (A. v.o.) : Miroir, 6 (278-46-86).

En V.O. : GAIMONT AMBASSADE - QUINTELLA PATHE - PARNASSIERS

En V.F. : HOLLYWOOD BOULEVARD - GAIMONT BELITZ - BAGNES

MONTMARTRE - GAIMONT CONVENTION - NATION - FRANÇAIS English

C21 Saint-Germain - C21 Versailles

LE NOUVEAU FILM DE

SAM PECKINPAH

CHIENS DE PAILLE / LA HORDE SAUVAGE

JOHN HURT

MIDNIGHT EXPRESS / ELEPHANT MAN

BURT LANCASTER

VERA CRUZ / LE GUEPARD

DENNIS HOPPER

APOCALYPSE NOW / RUSTY JAMES

GRAND PRIX COGNAC 84

Le Monde

L'ÉDUCATION

AVRIL 1984

ALLEZ LES FILLES

Cantonnées dans trente professions (sur trois cents !)

Bloquées au collège et au lycée, dans les filières « féminines » les filles de 1984 ne sont pas à leur place. Avec dynamisme, elles se battent. Faites comme elles !

A L'ÉCOLE, SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI, ALLEZ LES FILLES !

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

Le Monde

L'ÉDUCATION

AVRIL 1984

ALLEZ LES FILLES

Cantonnées dans trente professions (sur trois cents !)

Bloquées au collège et au lycée, dans les filières « féminines » les filles de 1984 ne sont pas à leur place. Avec dynamisme, elles se battent. Faites comme elles !

A L'ÉCOLE, SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI, ALLEZ LES FILLES !

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

Le Monde

L'ÉDUCATION

AVRIL 1984

ALLEZ LES FILLES

Cantonnées dans trente professions (sur trois cents !)

Bloquées au collège et au lycée, dans les filières « féminines » les filles de 1984 ne sont pas à leur place. Avec dynamisme, elles se battent. Faites comme elles !

A L'ÉCOLE, SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI, ALLEZ LES FILLES !

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

Le Monde

L'ÉDUCATION

AVRIL 1984

ALLEZ LES FILLES

Cantonnées dans trente professions (sur trois cents !)

Bloquées au collège et au lycée, dans les filières « féminines » les filles de 1984 ne sont pas à leur place. Avec dynamisme, elles se battent. Faites comme elles !

A L'ÉCOLE, SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI, ALLEZ LES FILLES !

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

Le Monde

L'ÉDUCATION

AVRIL 1984

ALLEZ LES FILLES

Cantonnées dans trente professions (sur trois cents !)

Bloquées au collège et au lycée, dans les filières « féminines » les filles de 1984 ne sont pas à leur place. Avec dynamisme, elles se battent. Faites comme elles !

A L'ÉCOLE, SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI, ALLEZ LES FILLES !

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

Le Monde

L'ÉDUCATION

AVRIL 1984

ALLEZ LES FILLES

Cantonnées dans trente professions (sur trois cents !)

Bloquées au collège et au lycée, dans les filières « féminines » les filles de 1984 ne sont pas à leur place. Avec dynamisme, elles se battent. Faites comme elles !

A L'ÉCOLE, SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI, ALLEZ LES FILLES !

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

Le Monde

L'ÉDUCATION

AVRIL 1984

ALLEZ LES FILLES

Cantonnées dans trente professions (sur trois cents !)

Bloquées au collège et au lycée, dans les filières « féminines » les filles de 1984 ne sont pas à leur place. Avec dynamisme, elles se battent. Faites comme elles !

A L'ÉCOLE, SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI, ALLEZ LES FILLES !

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

Le Monde

L'ÉDUCATION

AVRIL 1984

ALLEZ LES FILLES

Cantonnées dans trente professions (sur trois cents !)

Bloquées au collège et au lycée, dans les filières « féminines » les filles de 1984 ne sont pas à leur place. Avec dynamisme, elles se battent. Faites comme elles !

A L'ÉCOLE, SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI, ALLEZ LES FILLES !

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

Le Monde

L'ÉDUCATION

AVRIL 1984

ALLEZ LES FILLES

Cantonnées dans trente professions (sur trois cents !)

Bloquées au collège et au lycée, dans les filières « féminines » les filles de 1984 ne sont pas à leur place. Avec dynamisme, elles se battent. Faites comme elles !

A L'ÉCOLE, SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI, ALLEZ LES FILLES !

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

Le Monde

L'ÉDUCATION

AVRIL 1984

ALLEZ LES FILLES

Cantonnées dans trente professions (sur trois cents !)

Bloquées au collège et au lycée, dans les filières « féminines » les filles de 1984 ne sont pas à leur place. Avec dynamisme, elles se battent. Faites comme elles !

A L'ÉCOLE, SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI, ALLEZ LES FILLES !

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

Le Monde

L'ÉDUCATION

AVRIL 1984

ALLEZ LES FILLES

Cantonnées dans trente professions (sur trois cents !)

Bloquées au collège et au lycée, dans les filières « féminines » les filles de 1984 ne sont pas à leur place. Avec dynamisme, elles se battent. Faites comme elles !

A L'ÉCOLE, SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI, ALLEZ LES FILLES !

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

Le Monde

L'ÉDUCATION

AVRIL 1984

ALLEZ LES FILLES

Cantonnées dans trente professions (sur trois cents !)

Bloquées au collège et au lycée, dans les filières « féminines » les filles de 1984 ne sont pas à leur place. Avec dynamisme, elles se battent. Faites comme elles !

A L'ÉCOLE, SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI, ALLEZ LES FILLES !

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

Le Monde

L'ÉDUCATION

AVRIL 1984

ALLEZ LES FILLES

Cantonnées dans trente professions (sur trois cents !)

Bloquées au collège et au lycée, dans les filières « féminines » les filles de 1984 ne sont pas à leur place. Avec dynamisme, elles se battent. Faites comme elles !

A L'ÉCOLE, SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI, ALLEZ LES FILLES !

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

Le Monde

L'ÉDUCATION

AVRIL 1984

ALLEZ LES FILLES

Cantonnées dans trente professions (sur trois cents !)

Bloquées au collège et au lycée, dans les filières « féminines » les filles de 1984 ne sont pas à leur place. Avec dynamisme, elles se battent. Faites comme elles !

A L'ÉCOLE, SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI, ALLEZ LES FILLES !

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

Le Monde

L'ÉDUCATION

AVRIL 1984

ALLEZ LES FILLES

Cantonnées dans trente professions (sur trois cents !)

Bloquées au collège et au lycée, dans les filières « féminines » les filles de 1984 ne sont pas à leur place. Avec dynamisme, elles se battent. Faites comme elles !

A L'ÉCOLE, SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI, ALLEZ LES FILLES !

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

Le Monde

L'ÉDUCATION

AVRIL 1984

ALLEZ LES FILLES

Cantonnées dans trente professions (sur trois cents !)

Bloquées au collège et au lycée, dans les filières « féminines » les filles de 1984 ne sont pas à leur place. Avec dynamisme, elles se battent. Faites comme elles !

A L'ÉCOLE, SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI, ALLEZ LES FILLES !

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

Le Monde

L'ÉDUCATION

AVRIL 1984

ALLEZ LES FILLES

Cantonnées dans trente professions (sur trois cents !)

Bloquées au collège et au lycée, dans les filières « féminines » les filles de 1984 ne sont pas à leur place. Avec dynamisme, elles se battent. Faites comme elles !

A L'ÉCOLE, SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI, ALLEZ LES FILLES !

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

Le Monde

L'ÉDUCATION

AVRIL 1984

ALLEZ LES FILLES

Cantonnées dans trente professions (sur trois cents !)

Bloquées au collège et au lycée, dans les filières « féminines » les filles de 1984 ne sont pas à leur place. Avec dynamisme, elles se battent. Faites comme elles !

A L'ÉCOLE, SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI, ALLEZ LES FILLES !

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

Le Monde

L'ÉDUCATION

AVRIL 1984

ALLEZ LES FILLES

Cantonnées dans trente professions (sur trois cents !)

Bloquées au collège et au lycée, dans les filières « féminines » les filles de 1984 ne sont pas à leur place. Avec dynamisme, elles se battent. Faites comme elles !

A L'ÉCOLE, SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI, ALLEZ LES FILLES !

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

Le Monde

L'ÉDUCATION

AVRIL 1984

ALLEZ LES FILLES

Cantonnées dans trente professions (sur trois cents !)

Bloquées au collège et au lycée, dans les filières « féminines » les filles de 1984 ne sont pas à leur place. Avec dynamisme, elles se battent. Faites comme elles !

A L'ÉCOLE, SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI, ALLEZ LES FILLES !

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

Le Monde

L'ÉDUCATION

AVRIL 1984

ALLEZ LES FILLES

Cantonnées dans trente professions (sur trois cents !)

Bloquées au collège et au lycée, dans les filières « féminines » les filles de 1984 ne sont pas à leur place. Avec dynamisme, elles se battent. Faites comme elles !

A L'ÉCOLE, SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI, ALLEZ LES FILLES !

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

Le Monde

L'ÉDUCATION

AVRIL 1984

ALLEZ LES FILLES

Cantonnées dans trente professions (sur trois cents !)

Bloquées au collège et au lycée, dans les filières « féminines » les filles de 1984 ne sont pas à leur place. Avec dynamisme, elles se battent. Faites comme elles !

A L'ÉCOLE, SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI, ALLEZ LES FILLES !

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

Le Monde

L'ÉDUCATION

AVRIL 1984

ALLEZ LES FILLES

Cantonnées dans trente professions (sur trois cents !)

Bloquées au collège et au lycée, dans les filières « féminines » les filles de 1984 ne sont pas à leur place. Avec dynamisme, elles se battent. Faites comme elles !

A L'ÉCOLE, SUR LE MARCH

COMMUNICATION

La Lorraine veut créer un « centre d'étude des systèmes de communication »

De notre correspondant

L'ACESCOM (Association pour l'étude et la mise en place du centre d'étude des systèmes de communication) a été créée mardi 17 avril, à Metz. Présidée par M. Pierre Ferrant, adjoint au maire de Metz, elle est chargée de conduire une étude visant à définir les modalités pratiques de fonctionnement du centre d'étude des systèmes de communication, qui devrait être opérationnel dès le début de 1986. Cette étude (600 000 F), financée à parts égales par la région Lorraine et par l'Etat, devra répondre avant décembre 1984 aux questions essentielles portant sur les missions, les équipes et les partenaires du futur centre. L'ACESCOM regroupe la région Lorraine, la ville de Metz, le district urbain de Nancy, l'Etat, ainsi que le Carrefour international de la communication de Paris et plusieurs universités et administrations. Sa création fait suite à la mission confiée en juillet 1983 par le bureau du conseil régional à M. Pierre Noël, expert du département recherche-prospective de l'Institut national de la communication audiovisuelle.

La mise en place d'un centre d'étude des systèmes de communication, d'un coût global de 30 millions de francs, constitue, selon M. Ferrant, « un élément primordial du pôle d'excellence en matière de communication », envisagé dès juin 1982 par l'exécutif régional dans le cadre de l'élaboration du plan de la Lorraine. « Il s'intégrera, souligne M. Jean-Marie Rauch, président du conseil régional et maire de Metz, au sein du schéma régional

de la communication, qui comprend notamment le centre régional de production cinématographique et audiovisuelle, le centre de recherche images, la vidéothèque régionale, le développement des réseaux câblés.

Prévu pour être « un outil au service des PMI-PME de Lorraine », il mettra à la disposition des différents acteurs économiques régionaux « les produits et les techniques les mieux adaptés à leurs besoins et à leurs activités ». L'idée est de permettre aux entreprises, confrontées à d'importants problèmes dans des domaines aussi divers que la téléphonie, la bureautique, l'informatique ou la télématique, de trouver une solution en fonction des équipements disponibles. Dans cet esprit, le centre comprendra une vitrine de présentation à l'intention du public, des élus et des chefs d'entreprise. En tant que « lieu d'expérimentation », il sera aussi, pour M. Ferrant, une dimension nationale. Des programmes de recherche pourraient être menés dans le domaine de la traduction automatique et des bases de données notamment.

Le centre d'étude des systèmes de communication devant faire partie du contrat de plan Etat-région pour la Lorraine, aux yeux de M. Kausch, à l'origine d'un environnement favorable incitant des entreprises de pointe à venir s'installer dans la région.

J.-L. T.

LE CINÉMA ET LES NOUVEAUX MÉDIAS

Un bureau de liaison européen

Six organisations internationales de la profession cinématographique se sont réunies récemment à Paris pour constituer le Bureau de liaison européen du cinéma (BLEC). Considérant que le câble et le satellite permettent la diffusion de la télévision hors des frontières, les organisations souhaitent une harmonisation des règles de diffusion des films.

Ainsi le BLEC se prononce en faveur d'une hiérarchie des supports, comparable à celle défendue par la profession cinématographique française : salles de cinéma d'abord, puis, dans l'ordre, vidéo, chaînes payantes et enfin télévision et réseaux financés par d'autres moyens que le péage. Le BLEC soutient aussi des grilles de programmation qui ne gênent pas l'exploitation des films en salles. Il se tourne vers les

responsables de la Communauté européenne et du Conseil de l'Europe pour demander un renforcement de la lutte contre la piraterie et des mesures favorisant la production audiovisuelle européenne.

Les positions défendues avec fermeté en France par le bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC), depuis deux ans, ont donc fait tâche d'huile. La création du BLEC semble procéder d'une double prise de conscience : celle de l'unité de la profession cinématographique devant les nouveaux médias, celle de la nécessité d'une réglementation internationale, malgré l'hétérogénéité des situations et des législations dans les pays européens. Ces prises de position viennent à point pour aider les projets européens de M. Jack Lang, ministre délégué à la culture (Le Monde du 18 avril).

A VOIR

Derrière les volets

Les maisons portent dans leur ventre des histoires terribles et belles ou infiniment tristes et pitoyables, qu'elles cachent derrière des volets fermés à double tour. Le magazine des faits divers, « Contre-Enquête », d'Anne Hingray, tente chaque semaine de lever le voile du secret et de nous montrer les drames, les extravagances, les consécutions de notre société. Le dernier numéro — consacré de cinq reportages — est consacré au meurtre, se cache comme les échos d'un fiasco.

qui devient l'obsession d'un père, ou encore une histoire d'intermède au sein d'un couple. On peut être touché par la grâce comme Blandine, qui a vu la Vierge dans son jardin, ou, plus étrange, on peut s'identifier à l'art des entrepreneurs en campagne de Bernart, qui affiche un grand plaisir à les collectionner. Ce dernier « Contre-Enquête », méritoire plus qu'un coup d'œil. A ses débuts, le magazine avait un peu tendance à plémurer sur ses lecteurs : il faut croire, pour regarder droit par le trou de la serrure.

MARC GIANNESINI.

« Contre-Enquête », TF 1, jeudi 19 avril, 21 h 35.

RÉGIONS

Le matériel de la maison de la culture de Chalon-sur-Saône vendu aux enchères

De notre correspondant régional

A la suite du changement de municipalité à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), l'association Maison de la culture a été dissoute, et le matériel technique proposé à la vente aux enchères (Le Monde des 4 janvier et 11 avril).

Lyon. — M. Hervé Breuille, commissaire-priseur à Chalon-sur-Saône, a interprété une singulière partition, mardi matin, dans le hall fondée de la maison de la culture. Tapisant sur un tambour, puis sur des cymbales ou sur un xylophone de treize pièces, il a rythmé la vente aux enchères du matériel de l'association gestionnaire, mise en liquidation de biens le 14 février dernier par jugement du tribunal de grande instance de Chalon.

Quelques dizaines d'acheteurs ont fait de bonnes affaires : une batterie à 260 F, des disques 33 tours « par lots de dix » à 100 F, un xylophone à 320 F (valeur neuve : 2 600 F)... Des anciens employés de la maison de la culture ont protesté : « Non à la casse. On brade et on va racheter avec notre argent », puis lancé quelques plaisanteries à l'adresse des élus présents. Mais le cœur n'y était pas. La grande foule non plus. Les militants socialistes ou communistes ont perdu la partie, face à la municipalité de l'opposition conduite par M. Dominique Perben (RPR). Paradoxe : le conseil municipal de Chalon a débouqué une somme de 500 000 F pour acquérir quelques-unes des pièces utiles au réaménagement des activités. Quant à celles qui lui auront échappé, elle devra les racheter au prix fort dans le circuit commercial. Triste épilogue d'une triste affaire.

Comment en est-on arrivé à la situation consternante de la vente aux enchères d'un matériel dont les futurs utilisateurs de la maison de la culture — rebaptisée « Espace des arts » — ont à l'évidence besoin ? Comment ne pas qualifier de gâchis pur et simple cette dispersion de matériel juridiquement inévitable, et qui fut le licenciement de cinquante-trois personnes, dont quarante-quatre à temps plein ? Ces deux questions trouvent des réponses contradictoires et passionnées, à l'image du choc entre une légitimité électorale, sanctionnée en mars 1983 par la victoire de la droite sur une gauche longtemps dominatrice, et une autre légitimité, plus diffuse, plus subjective, celle de la libre détermination d'une politique culturelle, par les professionnels.

« Première » française

Après cette « première » française — jamais une institution culturelle publique n'a connu le marteau d'un commissaire-priseur, le jeune RPR indique qu'il a « toujours dit la même chose depuis un an et demi » : « Je souhaitais maintenir la maison. Mais je voulais aussi lui faire prendre un virage

correspondant à deux objectifs : travailler davantage avec le tissu associatif local, ce dernier pouvant participer à la programmation ; intégrer plus largement la maison dans le public local. Il est clair aux yeux de M. Perben que la maison « calait » sa programmation sur une idée du public « qui ne correspondait pas à la réalité chalonnaise », et que la recherche de ce public « n'était pas suffisante ».

Réponse des « accusés » — remerciés et licenciés — par la voix de M. Jean Lelièvre, ancien directeur : « La consultation démocratique en matière artistique et culturelle n'a aucun sens. Comment une population pourrait-elle demander ce qu'elle ne connaît pas ? En ce domaine, il ne peut y avoir de consensus. » Quant à la non-participation des habitants, M. Lelièvre la résume en signifiant des chiffres : 85 500 personnes recensées aux guichets pendant l'année 1983, dont la moitié de Chalonnais, le quart d'habitants de l'agglomération.

La crise n'est certes pas née en mars 1983. Le directeur, M. Lelièvre, n'aurait en effet qu'un intérêt. La désignation d'un nouveau responsable devait intervenir avant le 31 décembre. M. Lelièvre, puis M. Daniel Poignant, choisis par le conseil d'administration de la maison, agréés successivement par le ministère de la culture, ont été récusés par la mairie. M. Jean-Pierre Laruy, ancien directeur du Centre national du Limousin, candidat porteur des projets municipaux, a été pour sa part récusé par la majorité du conseil d'administration et par l'Etat. Résultat : le ministère a retiré sa subvention annuelle de 4 600 000 F, égale à celle de la municipalité. La crise s'installe alors. M. Laruy, nommé à la tête de l'Espace des arts, doit se contenter de la subvention municipale : 5 millions de francs, après ajustement annuel sur l'inflation.

L'impasse juridique est totale. Le retrait des administrateurs de la mairie a entraîné le licenciement de tout le personnel, la liquidation des biens puis la vente aux enchères des actifs de l'association pour éponger une partie de ses 6 millions de dettes. Un million de « dettes propres » et 5 millions de francs, lourde ardoise des licenciements. Le fonds de garantie des ASSÉDIC a fait l'avance de ces sommes : il faudra que l'un des partenaires — ville ou Etat — ou les deux assument cette dépense, diminuée du produit de la vente aux enchères, dont d'autres épisodes sont programmés. Bref, une belle procédure judiciaire est à envisager pour déterminer lequel des deux partenaires devra mettre la main à la poche. De quoi créer — dans cinq ans, dans dix ans — une jurisprudence culturelle sans doute plus intéressante pour les chercheurs que pour le public.

M. Dominique Perben, au nom de la légitimité supérieure des élus, rappelle que « aux yeux de l'opinion publique, que le ministère de la culture le veuille ou non, le style d'une maison de la culture, c'est le maire ». Conclusion logique : il est inacceptable de refuser la volonté municipale, en l'occurrence le changement d'un homme — M. Lelièvre par M. Laruy — pour infléchir une politique.

Convincer le public

Reste au maire à accomplir le plus difficile : convaincre le public. Il semble d'ailleurs mesurer toute la difficulté de cette tâche. Il reconnaît que l'ancien directeur intérimaire « s'était engagé dans la bonne voie en diminuant les frais de personnel : quatre animateurs partis en cours d'année n'ont pas été remplacés pour des raisons d'économie. Enfin, M. Perben trouve dans le peu de succès populaire des initiatives actuelles de l'Espace des arts une confirmation de son analyse : « Le travail en profondeur vis-à-vis du public n'a pas été fait... ».

Au total, la démission est frappante entre un conflit sur les objectifs et les moyens radicaux employés. On peut prédire que, pendant deux ans, les relations entre la municipalité et le ministère de la culture seront au point mort. Le maire de Chalon fait le dos rond, en attendant des jours meilleurs en 1986. « J'espère reprendre une collaboration avec l'Etat au plus tard dans deux ans... si les choses changent à ce moment-là », conclut

M. Perben. On se saurait mieux définir l'extrême politisation du lourd et complexe dossier chalonnais qui, à cet égard, son lot de vicissitudes : les licenciés, bien sûr, le public privé de grands spectacles (Carolyn Carlson ne dansera pas), mais aussi les commerçants du secteur de la maison vide. On ne mesure pas les retombées économiques d'une activité culturelle que par défaut.

CLAUDE RÉGENT.

vente aux particuliers

MOQUETTE

100% Pure laine

-50%

de sa valeur

Grand choix de coloris
Petite et grande largeurs
Devis gratuit
Pose par spécialistes

LA MOQUETTERIE
334 rue de Veugurard - Paris 18°
842-42-62 et 250-41-85

Force 10 à l'échelle Fred.

Quand un homme de la mer devient joaillier, il transforme un câble marin en un bracelet d'or et d'acier.



FRED
Joaillier, 6, rue Royale, Paris 8°. Tél. 260.30.65.

Le Claridge, 74, Champs-Élysées - Hôtel Mérienne, Paris - Aéroport d'Orly.
Hôtel Lomas, Monte-Carlo - 21, bd de la Croisette, Cannes.
20, rue du Marché, Genève - New York - Beverly Hills - Houston - Dallas.

CARNET DU Monde

Naissances

Gilbert et Christine de CHAMBRUN, Vancou, Tribuni, sont heureux d'annoncer la naissance de

Cécile, le 12 avril 1984.

« rue du Pas-du-Gar, 31800 Saint-Gaudens.

Alain DELAHAYE, Pierre FLEISCH et Adrien, sont heureux d'annoncer la naissance de

Antonin, le 7 avril 1984.

Dominique et Bernard DESSAIX ont la joie d'annoncer la naissance de

Alice, le 16 avril 1984.

71, boulevard Magenta, Paris.

M. Frédéric PUJOL et M^{me} Sylvie Domestique de Valère, ont la joie d'annoncer la naissance de

Frank, le 21 mars 1984.

85, avenue Cardinal-Mercier, 1160 Bruxelles.

Claude et Marie-Françoise REBOUL, Clémence et Valentin, ont la joie de faire part de la naissance de

Jean-Baptiste, le 22 février 1984, à Montpellier.

Le Hameau-des-Sources, villa n°10, 34960 Saint-Clement-la-Rivière.

Le docteur et M^{me} Michel de Robozinski,

M. et M^{me} Max Lavigne, M^{me} Elisebeth et Yvonne Bonnet, ont la joie de faire part de la naissance de

M. André BONNET, ingénieur général de marine (C.R.), officier de la Légion d'honneur,

survient le 16 avril 1984, dans sa quarante-huitième année.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 19 avril, à 9 h 15, en l'église Saint-Médard de Brunoy (Seine-et-Oise).

Le docteur et M^{me} Jean Chalameat, M. et M^{me} Claude Chalameat, ses fils et belles-filles,

Le docteur Marie-Josée Chalameat, M. et M^{me} Frédéric Chalameat et leur fille,

M^{me} Catherine Chalameat, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, M. et M^{me} Raymond Berthe, ses cousins,

Les familles Granger et Burdard, belle-sœur, neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne PAUL CHALAMEAT, née Renée Bonnet,

survient le 15 avril 1984, dans sa quarante-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Etienne de Chilly-Mazarin, le vendredi 20 avril à 9 heures, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu à 11 h 30 au cimetière des Lilas.

27, docteur Bel-Ahmed, 91360 Chilly-Mazarin.

M. Pierre FÉRON, ses neveux et nièces, Et toute la famille,

font part du décès de

M. Pierre FÉRON, ancien combattant de la Grande Guerre, médaille militaire, croix de guerre 1914-1918, chevalier du Mérite social et titulaire

de nombreuses autres distinctions civiles et militaires,

survient à Neuilly-sur-Seine, le 16 avril 1984, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 19 avril 1984, à 11 heures précises, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly, suivie de l'inhumation au cimetière nouveau de Neuilly, dans le caveau de famille. Une messe sera dite le mercredi 23 avril 1984, à 10 heures, à Saint-Jean-Baptiste de Neuilly (métro : Pont-de-Neuilly).

23, rue du Château, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et M^{me} Jean-Pierre Edouard et leurs enfants,

M. Solon Héraldion et ses enfants,

M. et M^{me} Gérard Godefroy et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Raymond GODEFROY, née Marcelle Gersault,

survient le 13 avril 1984.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 24 avril en l'église Saint-Dominique, 18, rue de la Tombe-Isaïe, 75014 Paris.

Le docteur et M^{me} Jean-Pierre Edouard et leurs enfants,

M. Solon Héraldion et ses enfants,

M. et M^{me} Gérard Godefroy et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Raymond GODEFROY, née Marcelle Gersault,

survient le 13 avril 1984.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 24 avril en l'église Saint-Dominique, 18, rue de la Tombe-Isaïe, 75014 Paris.

Le docteur et M^{me} Jean-Pierre Edouard et leurs enfants,

M. Solon Héraldion et ses enfants,

M. et M^{me} Gérard Godefroy et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Raymond GODEFROY, née Marcelle Gersault,

survient le 13 avril 1984.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 24 avril en l'église Saint-Dominique, 18, rue de la Tombe-Isaïe, 75014 Paris.

Le docteur et M^{me} Jean-Pierre Edouard et leurs enfants,

M. Solon Héraldion et ses enfants,

M. et M^{me} Gérard Godefroy et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Raymond GODEFROY, née Marcelle Gersault,

survient le 13 avril 1984.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 24 avril en l'église Saint-Dominique, 18, rue de la Tombe-Isaïe, 75014 Paris.

Obituaires

M. et M^{me} Léon Delfos, Le professeur et M^{me} Jean Lameyre et leurs enfants,

M. et M^{me} Guy Dupaigne et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Germain LAMEYRE,

survient le 15 avril, dans sa soixante-septième année, et rappelle à votre souvenir son époux, décédé il y a dix ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 18 avril, à 15 heures, en l'église du Louvre (Carnot).

Fargues, 19470 Le Lonzac.

On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 10 avril 1984, de

M^{me} le docteur Françoise LAUTMANN,

ancien interne des hôpitaux de Paris, ancien chef de clinique, à la faculté.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

M^{me} Jean-Pierre Puisseux, née Elise Millet, sa fille,

M. Jean-Pierre Puisseux, M^{me} Hélène Lagout-Puisseux, sa petite-fille,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Georges MILLET, directrice d'école honoraire, officier des Palmes académiques, survenue le 14 avril 1984.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Harosé (Meurthe-et-Moselle).

M^{me} Michel Pallière, ses enfants,

Et toute la famille,

font part du décès de

M. Michel PAILLÈRE,

officier de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre 1939-1945, administrateur en chef de la France d'outre-mer (E.R.),

survient le 12 avril 1984, à l'âge de soixante-huit ans, à Saint-Cloud.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le mardi 17 avril 1984 en l'église de Garches (Haut-de-Seine), suivies de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière de Larochefort (Haut-de-Seine).

89, rue Jean-Mermoz, 92380 Garches.

Le président de l'Institut national des langues et civilisations orientales a la grande tristesse d'annoncer le décès accidentel du

professeur Robert RUEHMANN,

survient le 13 avril 1984.

Ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé des lettres, M. Ruehmann était professeur de chinois à l'École des langues orientales depuis 1954, professeur principal de l'enseignement du chinois, croix de guerre 1939-1945, commandeur des Palmes académiques.

(Le Monde du 18 avril).

Osmel (76).

M^{me} Roger Tica, son épouse,

M. et M^{me} Françoise Héry et leurs enfants,

M. et M^{me} le docteur Jean Tica et leurs enfants,

M^{me} Nicole Tica et sa fille,

M^{me} Françoise Tica, ses filles :

M^{me} Odette Tica, M^{me} Denise Tica,

ses sœurs,

Toute la famille et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger TISCA, docteur en médecine,

survient le 11 avril 1984, dans sa soixante et onzième année.

L'inhumation a eu lieu le vendredi 13 avril dans le plus intime intimité.

76350 Osmel, 27711 Hameau-des-Roches.

Remerciements

M^{me} Louise Wurmser, M. et M^{me} Pierre Wurmser,

Frédéric et Thérèse Wurmser (Frédéric Robert),

Les familles Eisenmann, Voilard et Atlas-Cassou,

Le comité central du Parti communiste français,

Le Journal l'Humanité, La Fédération de Paris du Parti communiste français,

La cellule Gaochiquet,

dans l'impossibilité de répondre à toutes les marques de sympathie qui leur ont été témoignées à l'occasion du décès de

André WURMSER,

expriment leurs sincères remerciements.

Anniversaires

Pour le premier anniversaire du décès de

Raymond CHALMANDRIER,

une pensée et affectueuse pensée est adressée à ceux qui l'ont connu et aimé.

la dépa
des

NOCTURNE
Le jeudi jusqu'à
IKEA Evry-Ile de France
Le vendredi jusqu'à
IKEA B

Les idées les plus réussies, le
sont celles qui ont été
pour leur même. On inv
pour leur même. On inv
Pour tout ce beau monde, on
dans les grands. Et les gr
sur la table. Sur les tables

مكتبات الشامل

Ça dépanne, de pouvoir acheter des tréteaux très tard.

NOCTURNES
Le jeudi jusqu'à 22h.
IKEA Evry - IKEA Bobigny.
Le vendredi jusqu'à 22h.
IKEA Bobigny.



Ted - Tréteaux en acier chromé. Prix unitaire 60F

Alex - Plateau de table agglom. mélamine blanche. 120x80 cm 115F

Les fêtes les plus réussies, les experts sont d'accord là-dessus, sont celles qu'on improvise, comme ça, le jour même. On invite quelques amis qui, évidemment, amèneront quelques amis.

Pour tout ce beau monde, on met les petits plats dans les grands. Et les grands plats, on les met sur la table. Sur les tables. Un problème:

ça manque de tables. Autre problème: il est déjà tard. Allons, pas de panique. Et direction IKEA.

Si le magasin IKEA le plus proche de chez vous, c'est Evry, sachez qu'il est ouvert tous les jours jusqu'à 20 heures, le Dimanche jusqu'à 19 heures (il faut bien que nous nous reposions un peu, nous aussi). Mais le Jeudi, alors là,

ouverture jusqu'à 22 heures! Si vous allez chez IKEA Bobigny, nous vous accueillerons jusqu'à 20 heures, et à 22 heures les Jeudi et Vendredi.

Quant à vous, les Lyonnais, rappelez-vous que c'est tous les jours jusqu'à 20 heures. Vous voyez qu'on sait ce que c'est, les fêtes, chez IKEA. Nous aussi, on aime ça.

IKEA EVRY - AUTOROUTE DU SUD
SORTIE AIRE DE LISSES TEL. (6) 497.65.65.
Lun., Mar., Mer., Ven.: 11-20 h - Jeu.: 11-22 h
Sam.: 9-20 h - Dim.: 11-19 h
RESTAURANT - PARADIS D'ENFANTS
Ils sont fous ces Suédois



IKEA BOBIGNY. CENTRE COMMERCIAL BOBIGNY 2
TEL. (1) 832.92.95 (à 5 mn de la Porte de Pantin)
Lun., Mar., Mer.: 11-20 h - Jeu. et Ven.: 11-22 h - Samedi: 9-20 h

IKEA LYON. CENTRE COMMERCIAL DU GRAND VIRE.
VAULX-EN-VELIN. TEL. (7) 879.23.26
Heures d'ouverture: Lun. - Vend.: 11-20 h - Samedi: 9-20 h

L'immobilier

appartements ventes

1^{er} arrdt
PARIS JUSTICE
2, RUE DES 2-BOULES
STUDIO 32 m²
490.000 F.
SUR PLACE JEUDI 15 h à 18 h.

3^e arrdt
ARCHIVES
rénovation de l'axe, duplex
s/rd, à la française, gd liv.,
mazzarini, 2 chbres, par-
quetté, 225-01-82.

4^e arrdt
ILE SAINT-LOUIS
5 p., 150 m², état neuf
BELIM. XVR, SOLER.
LITTE. 544-44-45.

5^e arrdt
SAINT-MICHEL
3, RUE DE LA MICHETTE
sous studio, 10 ch, refait neuf,
suspensé, 220.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

6^e arrdt
MONGE MAUBERT
2 p., 67 m², 20 STANBORG
ETAGE NEUF
GAVEL. 567-52-58.

JARDIN DES PLANTES
sur immeuble tout confort,
170 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

MAUBERT
2 p., 67 m², 20 STANBORG
ETAGE NEUF
GAVEL. 567-52-58.

6^e arrdt
COMBLES A CREER
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

11^e arrdt
P. RICHARD-LENOIR
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

12^e arrdt
AIDHERBE
P. de 2, 2 p.,
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

13^e arrdt
MAISON CORVILLAT
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

14^e arrdt
VILLA COROT
2, RUE D'ARCURI
2 PIECES 36 m²
A SAISIR
444.000 F.

15^e arrdt
ALÉSIA
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

16^e arrdt
CONVENTION
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

17^e arrdt
AUTEDIL
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

18^e arrdt
BATIGNOLLES
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

19^e arrdt
ACE MALESHERBES
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

Près MARIE DU 18^e
Bel imm. pierre de taille rénouv.
3 p., 40 m², sur belle cour, beau
2 p., 40 m², WC, 40 m²,
227.000 F. EGETIM 562-52-22

Près MARIE DU 18^e
Bel imm. pierre de taille rénouv.
4 p., 40 m², sur belle cour, beau
2 p., 40 m², WC, 40 m²,
227.000 F. EGETIM 562-52-22

JULES-JOFFROY
Bel imm. pierre de taille rénouv.
3 p., 40 m², sur belle cour, beau
2 p., 40 m², WC, 40 m²,
227.000 F. EGETIM 562-52-22

VERSAILLES
Bel imm. pierre de taille rénouv.
3 p., 40 m², sur belle cour, beau
2 p., 40 m², WC, 40 m²,
227.000 F. EGETIM 562-52-22

VERSAILLES
Bel imm. pierre de taille rénouv.
3 p., 40 m², sur belle cour, beau
2 p., 40 m², WC, 40 m²,
227.000 F. EGETIM 562-52-22

VERSAILLES
Bel imm. pierre de taille rénouv.
3 p., 40 m², sur belle cour, beau
2 p., 40 m², WC, 40 m²,
227.000 F. EGETIM 562-52-22

VERSAILLES
Bel imm. pierre de taille rénouv.
3 p., 40 m², sur belle cour, beau
2 p., 40 m², WC, 40 m²,
227.000 F. EGETIM 562-52-22

VERSAILLES
Bel imm. pierre de taille rénouv.
3 p., 40 m², sur belle cour, beau
2 p., 40 m², WC, 40 m²,
227.000 F. EGETIM 562-52-22

VERSAILLES
Bel imm. pierre de taille rénouv.
3 p., 40 m², sur belle cour, beau
2 p., 40 m², WC, 40 m²,
227.000 F. EGETIM 562-52-22

VERSAILLES
Bel imm. pierre de taille rénouv.
3 p., 40 m², sur belle cour, beau
2 p., 40 m², WC, 40 m²,
227.000 F. EGETIM 562-52-22

VERSAILLES
Bel imm. pierre de taille rénouv.
3 p., 40 m², sur belle cour, beau
2 p., 40 m², WC, 40 m²,
227.000 F. EGETIM 562-52-22

VERSAILLES
Bel imm. pierre de taille rénouv.
3 p., 40 m², sur belle cour, beau
2 p., 40 m², WC, 40 m²,
227.000 F. EGETIM 562-52-22

VERSAILLES
Bel imm. pierre de taille rénouv.
3 p., 40 m², sur belle cour, beau
2 p., 40 m², WC, 40 m²,
227.000 F. EGETIM 562-52-22

VERSAILLES
Bel imm. pierre de taille rénouv.
3 p., 40 m², sur belle cour, beau
2 p., 40 m², WC, 40 m²,
227.000 F. EGETIM 562-52-22

VERSAILLES
Bel imm. pierre de taille rénouv.
3 p., 40 m², sur belle cour, beau
2 p., 40 m², WC, 40 m²,
227.000 F. EGETIM 562-52-22

VERSAILLES
Bel imm. pierre de taille rénouv.
3 p., 40 m², sur belle cour, beau
2 p., 40 m², WC, 40 m²,
227.000 F. EGETIM 562-52-22

VERSAILLES
Bel imm. pierre de taille rénouv.
3 p., 40 m², sur belle cour, beau
2 p., 40 m², WC, 40 m²,
227.000 F. EGETIM 562-52-22

VERSAILLES
Bel imm. pierre de taille rénouv.
3 p., 40 m², sur belle cour, beau
2 p., 40 m², WC, 40 m²,
227.000 F. EGETIM 562-52-22

VERSAILLES
Bel imm. pierre de taille rénouv.
3 p., 40 m², sur belle cour, beau
2 p., 40 m², WC, 40 m²,
227.000 F. EGETIM 562-52-22

VERSAILLES
Bel imm. pierre de taille rénouv.
3 p., 40 m², sur belle cour, beau
2 p., 40 m², WC, 40 m²,
227.000 F. EGETIM 562-52-22

VERSAILLES
Bel imm. pierre de taille rénouv.
3 p., 40 m², sur belle cour, beau
2 p., 40 m², WC, 40 m²,
227.000 F. EGETIM 562-52-22

VERSAILLES
Bel imm. pierre de taille rénouv.
3 p., 40 m², sur belle cour, beau
2 p., 40 m², WC, 40 m²,
227.000 F. EGETIM 562-52-22

VERSAILLES
Bel imm. pierre de taille rénouv.
3 p., 40 m², sur belle cour, beau
2 p., 40 m², WC, 40 m²,
227.000 F. EGETIM 562-52-22

URGENT CHATOU ÉLITE
Tres beau living + 2/3 chbres,
107 m² environ, terrain, bois.
1.070.000 F. 606-10-08.

92
Hauts-de-Seine
Courbevoie, FACE MEUBLY,
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

BOULOGNE
Sur villa de 100 m², 10 ch,
220.000 F., 220-01-82.

LA DÉFENSE 20^e ET
2 p., 54 m² + park, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

LA DÉFENSE 20^e ET
2 p., 54 m² + park, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

LA DÉFENSE 20^e ET
2 p., 54 m² + park, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

LA DÉFENSE 20^e ET
2 p., 54 m² + park, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

LA DÉFENSE 20^e ET
2 p., 54 m² + park, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

LA DÉFENSE 20^e ET
2 p., 54 m² + park, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

LA DÉFENSE 20^e ET
2 p., 54 m² + park, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

LA DÉFENSE 20^e ET
2 p., 54 m² + park, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

LA DÉFENSE 20^e ET
2 p., 54 m² + park, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

LA DÉFENSE 20^e ET
2 p., 54 m² + park, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

LA DÉFENSE 20^e ET
2 p., 54 m² + park, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

LA DÉFENSE 20^e ET
2 p., 54 m² + park, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

LA DÉFENSE 20^e ET
2 p., 54 m² + park, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

LA DÉFENSE 20^e ET
2 p., 54 m² + park, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

LA DÉFENSE 20^e ET
2 p., 54 m² + park, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

LA DÉFENSE 20^e ET
2 p., 54 m² + park, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

LA DÉFENSE 20^e ET
2 p., 54 m² + park, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

LA DÉFENSE 20^e ET
2 p., 54 m² + park, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

LA DÉFENSE 20^e ET
2 p., 54 m² + park, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

LA DÉFENSE 20^e ET
2 p., 54 m² + park, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

GRIGNY (Essonne) dans park
immeuble de 5 étages, beau
à place, 60 m² sur jardin,
suspensé, 2 chbres, 10 m²,
220.000 F. 606-10-08.

94
Val-de-Marne
SAINT-MAUR-DES-FRANCAIS
3 p., 40 m², 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

GENTILLY
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

GENTILLY
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

GENTILLY
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

GENTILLY
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

GENTILLY
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

GENTILLY
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

GENTILLY
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

GENTILLY
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

GENTILLY
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

GENTILLY
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

GENTILLY
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

GENTILLY
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

GENTILLY
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

GENTILLY
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

GENTILLY
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

GENTILLY
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

GENTILLY
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

GENTILLY
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

GENTILLY
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

GENTILLY
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

GENTILLY
100 m², 10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

MAISON de CAMPAGNE
réfais à neuf à ALMAIRÉ (27)
près Les Andelys, 100 m²,
10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

MAISON de CAMPAGNE
réfais à neuf à ALMAIRÉ (27)
près Les Andelys, 100 m²,
10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

MAISON de CAMPAGNE
réfais à neuf à ALMAIRÉ (27)
près Les Andelys, 100 m²,
10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

MAISON de CAMPAGNE
réfais à neuf à ALMAIRÉ (27)
près Les Andelys, 100 m²,
10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

MAISON de CAMPAGNE
réfais à neuf à ALMAIRÉ (27)
près Les Andelys, 100 m²,
10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

MAISON de CAMPAGNE
réfais à neuf à ALMAIRÉ (27)
près Les Andelys, 100 m²,
10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

MAISON de CAMPAGNE
réfais à neuf à ALMAIRÉ (27)
près Les Andelys, 100 m²,
10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

MAISON de CAMPAGNE
réfais à neuf à ALMAIRÉ (27)
près Les Andelys, 100 m²,
10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

MAISON de CAMPAGNE
réfais à neuf à ALMAIRÉ (27)
près Les Andelys, 100 m²,
10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

MAISON de CAMPAGNE
réfais à neuf à ALMAIRÉ (27)
près Les Andelys, 100 m²,
10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

MAISON de CAMPAGNE
réfais à neuf à ALMAIRÉ (27)
près Les Andelys, 100 m²,
10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

MAISON de CAMPAGNE
réfais à neuf à ALMAIRÉ (27)
près Les Andelys, 100 m²,
10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

MAISON de CAMPAGNE
réfais à neuf à ALMAIRÉ (27)
près Les Andelys, 100 m²,
10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

MAISON de CAMPAGNE
réfais à neuf à ALMAIRÉ (27)
près Les Andelys, 100 m²,
10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

MAISON de CAMPAGNE
réfais à neuf à ALMAIRÉ (27)
près Les Andelys, 100 m²,
10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

MAISON de CAMPAGNE
réfais à neuf à ALMAIRÉ (27)
près Les Andelys, 100 m²,
10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

MAISON de CAMPAGNE
réfais à neuf à ALMAIRÉ (27)
près Les Andelys, 100 m²,
10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

MAISON de CAMPAGNE
réfais à neuf à ALMAIRÉ (27)
près Les Andelys, 100 m²,
10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

MAISON de CAMPAGNE
réfais à neuf à ALMAIRÉ (27)
près Les Andelys, 100 m²,
10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

MAISON de CAMPAGNE
réfais à neuf à ALMAIRÉ (27)
près Les Andelys, 100 m²,
10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

MAISON de CAMPAGNE
réfais à neuf à ALMAIRÉ (27)
près Les Andelys, 100 m²,
10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

MAISON de CAMPAGNE
réfais à neuf à ALMAIRÉ (27)
près Les Andelys, 100 m²,
10 ch, 200.000 F., val.
de 13 h à 16 h, 206-18-30.

MAISON de CAMPAGNE
réfais à neuf à ALMAIRÉ (27)
près Les Andelys, 100 m²,
10 ch, 200.000 F., val.
de

Le Monde

économie

INDUSTRIE

La bataille de la modernisation

(Suite de la première page.)

Troisième critère : celui de l'offre potentielle. L'Etat ne pouvant, ne devant pas tout faire, il faut trouver des entrepreneurs nationaux. Or ceux-ci, on le sait, bouclent certains domaines d'activité pour de multiples raisons (rentabilité insuffisante, pesanteurs culturelles, etc.). Jusqu'à quel point faut-il maintenir coûte que coûte une présence nationale ? Quand faut-il faire, faire faire ou importer ?

Resterait ensuite à passer au crible de cette grille d'analyse les secteurs industriels. D'où et déjà on peut distinguer quatre groupes.

● Les points forts traditionnels de la France. — Il importe de les conforter dès lors que la demande mondiale pour ces produits ou technologies est assurée pour les prochaines décennies (ce qui pose le problème du nucléaire). On peut citer : l'agro-alimentaire, le bâtiment et les travaux publics, les transports ferroviaires, l'aéronautique et l'espace, l'électronique professionnelle, le matériel militaire, l'ingénierie, notamment pétrolière, les industries dites de luxe, les nouveaux services à caractère industriel (informatique, tourisme, gestion et maintenance d'ensembles résidentiels, de services publics, etc.).

Dans ces secteurs à forte valeur ajoutée, souvent créateurs d'emplois, la concurrence reste encore circonscrite, et le label « made in France » n'a pas trop perdu de son aura. Encore faut-il y maintenir le rythme d'innovation, la qualité et un minimum de marché intérieur. L'Etat peut jouer à cet égard un rôle qu'il connaît et qui a donné finalement de bons résultats : celui d'incitations à travers, par exemple, les grands programmes nationaux d'équipement ou par des mesures fiscales.

● Un second groupe concerne quelques-uns des grands secteurs porteurs de l'industrie française — automobile avec les équipements asso et le caoutchouc, le verre, la fonte, l'aluminium, la chimie fine, les nouveaux matériaux, le téléphone, l'électronique, l'électronique grand public. Les branches sont surtout confrontées à un problème de compétitivité. Si les perspectives de production mondiale restent bonnes, la multinationalisation et la concentration capitaliste jouent à plein. Pour rester dans la course, les grands groupes français (Renault, Peugeot, Michelin, Saint-Gobain, Pechiney, Thomson, etc.) doivent

moderniser à outrance, investir toujours plus dans la recherche, accroître leur implantation mondiale, tout en recouvrant leur compétitivité. Une voie étroite qui passe malheureusement par d'importantes suppressions d'effectifs.

● Le cas de la sidérurgie, des charbonnages, de la chimie de base, voire des chantiers navals, est plus grave. Non seulement ces secteurs, qui furent le berceau de la révolution industrielle, ont depuis longtemps perdu de leur compétitivité, mais ils doivent aussi faire face à un double mouvement : la demande mondiale est appelée à régresser et/ou de nouveaux concurrents qui récupèrent la première transformation des matières premières émergent dans le tiers-monde.

Vouloir aller à l'encontre de ces tendances serait suicidaire. Reste à gérer le déclin et à moderniser là où on peut espérer maintenir une offre compétitive sur des produits spécifiques. Certes, la France conserve toujours des mines de charbon, des chantiers navals, des aciéries ou des raffineries. Ne serait-ce que pour des impératifs stratégiques. Mais, comme l'a rappelé M. Mitterrand, il y a une limite à l'effort que la collectivité peut consentir pour ces secteurs. Limite que l'on a franchie ces dernières années puisque les sommes injectées pour boucher simplement les trous se chiffrent en dizaines de milliards de francs.

● Dans le quatrième et dernier groupe, on retrouve tout le reste de l'industrie, avec des secteurs aussi divers que le textile, le bois-papier, les caoutchoucs, le meuble, l'imprimerie, la construction mécanique et la machine-outil, le matériel agricole, la moto, l'hydrogène, etc.

Les effets de la crise

Les effets dévastateurs de la crise s'y font sentir depuis plusieurs années. Les faillites et suppressions d'emplois ne datent pas d'aujourd'hui. Mais elles sont en général moins spectaculaires car elles touchent un tissu industriel de PMI répertoriées sur tout le territoire. Les entreprises de ce secteur, le plus souvent de taille moyenne, ne s'étaient pas préparées à la crise. Elles étaient peu implantées à l'étranger, elles n'avaient pas pu prendre à temps le virage de la modernisation, et, surtout, l'économie de nouveaux produits et de ces nouveaux concurrents que sont les pays à bas salaires.

La situation de certaines de ces branches peut paraître absurde. Comment se fait-il, par exemple, que la France, qui dispose du premier massif forestier européen, soit incapable de bâtir une filière bois-papier compétitive ? N'est-il pas extravagant que le premier fleuve européen fournisse l'essentiel de ses cuirs et peaux ? Des questions que l'on se pose depuis au moins dix ans. Jusqu'à présent, toutes les tentatives initiées par les pouvoirs publics, ont tourné court et se sont soldées par des investissements à fonds perdus. Comme s'il y avait dans ce pays des pesanteurs sur lesquelles venait se briser le volontarisme industriel.

Fallait-il, dans ces conditions, que l'Etat vienne à se substituer à l'initiative privée défaillante et mette au pot, avec les banques, que 3,2 milliards de francs pour la

Chapelle-Darblay, afin d'économiser 500 millions de francs de devises par an et sauver mille quatre cents emplois ? Fallait-il pourvoir dans la voie des plans sectoriels qui ont donné dans le passé des résultats pour le moins décevants ?

Affirmer que ces secteurs sont globalement condamnés serait à l'inverse excessif. L'exemple du textile montre qu'il y a place en France pour des entreprises performantes. A condition qu'elles se spécialisent sur des créneaux à forte valeur ajoutée, avec un outil de production moderne. L'initiative doit être laissée aux entrepreneurs, les pouvoirs publics se contentant de donner le coup de pouce au bon moment (comme ce fut le cas avec l'extension partielle des charges sociales dans le textile).

Après tant d'occasions perdues

Pour les productions qui ne peuvent être couvertes faute d'investisseurs sérieux potentiels, il faudra bien se résoudre à importer certains matériels comme les machines-outils de gamme des pays de l'Est, ou négocier avec les producteurs étrangers, en priorité européens, une fabrication locale permettant une diminution des importations. Un exemple : le matériel moto japonais paraît aujourd'hui chimérique et l'installation d'une usine de motos Honda en Lorraine serait une solution réaliste.

Pour les biens d'équipement à forte intégration technologique, où le retard français est manifeste

(robots, machines-outils) et pèse sur la modernisation du reste de l'industrie, il faudra en passer par des fabrications sous licence, en espérant franchir par la suite les techniques, voire par des accords de transfert de technologie avec des firmes étrangères.

Une telle politique n'est peut-être pas glorieuse. Elle comporte des risques évidents et aurait été injustifiable il y a dix ans, quand la France était encore à la pointe des techniques. Reste qu'après tant d'occasions perdues, le temps et l'argent étant de surcroît comptés, il faudra sans doute s'y résoudre, y compris dans certaines branches de cette filière électronique (micro-mini-informatique, composants électroniques, bureautiques) qui n'a pas bénéficié des soutiens qu'elle était en droit d'attendre. Force est de constater que l'industrie électronique française s'est globalement affaiblie ces dernières années par rapport à ses principaux concurrents. Un recul dont la responsabilité première incombe aux pouvoirs publics, qui n'ont su ni piloter ni donner à ce secteur les moyens financiers nécessaires pour qu'il reparte à l'avant. L'électronique a été directement du sous-patronage des crédits, du soutien des canaux botteux et de l'absence d'une véritable politique industrielle.

JEAN-MICHEL CHATREPOINT.

Prochain article :

PLAIE D'ARGENT EST MORTELLE

LES DIFFICULTÉS DE MICHELIN

Plusieurs milliers d'emplois supprimés ?

Une grève a paralysé, le 18 avril, dès 9 heures, la manufacture des pneumatiques Michelin, deuxième groupe privé français, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). Dans la matinée, plus de 600 salariés ont manifesté dans les rues de la ville à l'appel de la CGT pour protester contre les suppressions massives d'emplois annoncées. La CGT et FO, attendent de connaître le détail des mesures, n'ont pas appelé à la manifestation, mais un meeting commun avait été organisé supervisant aux portes de l'usine principale, au cours duquel les responsables syndicaux ont affirmé qu'il s'agissait pas de sous-effectif Michelin.

On indique, de sources syndicales, que le comité central d'entreprise se réunira jeudi 19 avril, en fin de matinée. Michelin annoncerait, à cette occasion, de très importantes réductions d'effectifs, 6 000 selon la CFE (FNE comprise), 7 000 assurent dans les milieux professionnels, dont 4 000 à Clermont-Ferrand. Michelin emploie à travers toutes ses usines françaises 46 000 personnes au total, dont plus de la moitié (23 700) sur le seul site de Clermont-Ferrand.

Si l'information — et tout laisse supposer qu'elle le sera — était confirmée, elle n'aurait rien de vraiment surprenant. L'industrie européenne du pneu est malade de ses surcapacités de production, sans parler de pneus polonais qui n'acquiescent que 7 % de droits de douane aux frontières de la CEE et viennent exploiter un marché déjà saturé. L'industrie française est plus touchée encore que les autres, avec un retard de prix, par rapport aux autres pays de la Com-

munité, évalué entre 10 % et 14 %. La compagnie française des pneumatiques Goodyear est légèrement déficitaire. Firestone-France parvient tout juste à équilibrer ses comptes. Dunlop-France, racheté de fraîche date par le groupe japonais Sumitomo Rubber (l'affaire ne sera définitivement conclue qu'après une période probatoire d'un mois en location-gérance, à l'issue de laquelle Sumitomo peut encore décider de renoncer), est dans l'état que l'on sait, avec un « trou » chiffré à 620 millions de francs (pertes accumulées depuis 1977).

Quant à Michelin, son déficit consolidé s'était élevé à 4 milliards de francs en 1982 (1,6 milliard en France) et pour 1983 le groupe, d'après les analystes financiers, aurait encore perdu 2 milliards de francs.

Globalement, les pertes de l'industrie française du pneu seraient largement dépassées 2 milliards de francs en 1983 (soit 1,6 milliard de francs en France). Elles avaient atteint 2,02 milliards l'année précédente. Même si la balance commerciale reste largement excédentaire, les ventes sur le marché national fléchissent dangereusement. De 1980 à fin 1982, la baisse en quantité a été de 15,8 % dans le secteur des voitures de tourisme. Elle atteint 30 % pour les poids lourds et 20 % dans les tracteurs. Des chiffres très voisins sont enregistrés en tonnage.

Le drame de Michelin, affirmant les milieux professionnels, est de posséder à Clermont-Ferrand des installations jugées très anciennes, qui obligent à s'adapter très vite (investissements, suppressions d'emplois), et, cela tout le monde le sait, d'avoir sur les bras une filiale, Kléber, bien malade.

Des rumeurs circulaient même ces derniers jours à Clermont-Ferrand, faisant état de la volonté de « Bibendum » de se débarrasser ou de liquider cette entreprise au plus vite.

Des relations commencent à se nouer entre Michelin et les pouvoirs publics et avec les instances régionales d'Auvergne. Mais le moins que l'on puisse en dire est que, toujours nimbée d'un voile de mystère, la situation financière et sociale de Michelin n'est pas transparente.

Au-delà de ces notations sur le secret légendaire de Michelin, une chose est certaine : la firme est en difficulté.

ANDRÉ DESSOT.

LA POLITIQUE D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Cachotteries

M. Bernard Attali, patron de la DATAR, aura pu faire l'économie de la conférence de presse à laquelle il avait convié les journalistes le 17 avril. C'est-à-dire quatre jours après la réunion, sous la présidence de M. Mauroy, du Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT). Un comité, au demeurant, fourni tout, comme c'est d'ailleurs le cas de la plupart des CIAT depuis longtemps — et déjà bien avant 1981 — puisque les ministres ont eu à se pencher sur plus de dix dossiers divisés en trois sous-comités, affectés des contrats de plan aux zones minières, de l'hydrogène agricole en Provence-Alpes-Côte d'Azur à la reconstruction des conservatoires de musique de Metz et de Nancy, de la décentralisation de certains services ministériels aux crédits pour l'aménagement rural, de la Corse (où le contrat de plan est en partie à l'Alasca).

S'inspirant du style du président de la République qui, le 4 avril, avait abondamment éconduisé les questions de certains journalistes, le délégué à l'aménagement du territoire s'est refusé à commenter les dossiers chauds de l'heure et à approfondir un tant soit peu les indications contenues dans le dossier de presse. A croire que les affaires régionales, à l'heure de la décon-

struction, soient demeurées plus confidentielles encore que les dossiers de la défense nationale.

Pourquoi avoir choisi l'Alasca comme région test pour étudier les problèmes frontaliers ?

Il faut bien faire un choix, répond M. Attali.

Quels atouts ont les régions à propos des dossiers encore en suspens, dans le contrat de plan avec la Corse ?

Mais comment se présente le dossier ?

Comment se présente le dossier des autoroutes ?

Il ne m'appartient pas de répondre, car le conseil des ministres se saisi du sujet.

Pourquoi développer les idées qui se dégagent de la consultation régionale au vu du projet de loi sur le statut ?

Un groupe de travail va se réunir.

Bref, une conférence de presse se passe de charge et toutes les questions précises restent pressenties sans être véritablement traitées. Mais M. Attali a-t-il le droit de se contenter du fait pour qu'on s'en étonne encore. La DATAR se complait dans les cachotteries.

F. GROSCHAND.

LE PLAN « MACHINES-OUTILS »

Gendron et les Constructions de Clichy se regroupent

En négociation depuis deux ans, dans le cadre du plan machines-outils, le regroupement de Gendron et des Constructions de Clichy va finalement aboutir. Il sera applicable le 20 avril.

Les activités de Gendron, filiale du groupe Linat, qui compte 220 personnes à Villeurbanne, et des Constructions de Clichy, filiale de la région Renault à Bobigny, qui compte 180 personnes, seront regroupées dans une nouvelle Société de refabrication cylindrique française (SRCF). Ce « pôle » de la refabrication cylindrique reprend le site de Villeurbanne, et celui de Bobigny sera fermé. Une faible partie — une trentaine de salariés — du personnel de la dernière parieronne pourra être reprise « cas par cas », à condition de changer de lieu de travail.

Le capital de la SRCF sera de 40 millions de francs, partagés entre la Lyonnaise de banque (20 %), la

Soifrid (filiale de l'EDF), Renault et divers clients comme Leroy-Somer, ainsi que diverses personnes liées comme M. Yoland Fievet, PDG du groupe Fievet, qui sera président du comité de surveillance.

Le carnet de commandes s'élevait à fin décembre 1983, à 100 millions de francs, contre 150 millions de fin 1982. Le chiffre d'affaires de la SRCF, estimée à environ 180 millions de francs sur trois ans, sera assuré par des subventions du ministère de l'Industrie et des prêts participatifs.

Le plan machines-outils gouvernait à été très long à mettre à œuvre, du fait notamment des réactions syndicales (la CGT s'oppose à la fermeture de l'usine de Bobigny) et des difficultés à effectuer le « tour de table » des actionnaires dans une conjoncture très mauvaise.

LA RÉPONSE DE M. DELORS A M. CHEVÈNEMENT

La France n'est pas l'Amérique latine

Sévèrement critiqué par M. Jean-Pierre Chevènement, chef du courant de l'émission « Grand Jury de RTL-le Monde » du dimanche 15 avril 1984, avait qualifié le plan Delors de politique des années 30, le ministre des finances et de l'économie a répondu non moins fermement en déclarant : « Le CEEPS est passé maître dans l'art de me ridiculiser », et en critiquant à son tour les conceptions de l'ancien ministre de l'Industrie, qui relatait pour la France, « un modèle sud-américain ».

Pour M. Delors, la situation actuelle présente trois grandes différences avec celle des années 30. Tout d'abord, il y a un changement de décor sur le plan international : ce ne sont plus seulement l'Europe et les États-Unis qui ont été touchés, mais aussi les pays nouvellement industrialisés. Ensuite, la France, dont l'économie était hyperprotégée en 1930, a connu la crise plus tard, mais s'y est enfoncée et n'en est pas sortie. Enfin, la France de l'avant-guerre s'enfonçait dans le néo-multilatéralisme, ce qui n'est pas le cas au-

jourd'hui, grâce à vingt-cinq ans d'expansion et à une ouverture accrue vers les marchés extérieurs.

Selon le ministre, M. Chevènement croit que la politique actuelle ne plonge la France dans la langueur, ce qui l'incite à proposer un modèle de politique économique plus proche des habitudes françaises : à savoir : une économie en expansion, comme le permettrait, à l'époque, le pompiéisme : un processus de dévaluation « compétitive » couplé avec un protectionnisme modéré ; un ajustement permanent ; une fuite en avant par les taux de change et par les prix, qui, théoriquement, permettrait, au bout de cinq ans, de « remédier » l'économie française. Comment pourrait-on éviter cet engorgement pervers ? demande M. Delors : à partir de quel montant de déficit interne et de quel cours du dollar faudrait-il stopper le processus pour éviter le recours au Fonds monétaire international ? C'est un exercice de style sud-américain, affirme le ministre.

F. R.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-11	8,1155 8,1175	+ 180 + 130	+ 200 + 240	+ 320 + 650
SE-12	6,3457 6,3468	+ 33 + 131	+ 81 + 227	+ 446 + 1.175
Yen (100)	3,5214 3,5239	+ 191 + 213	+ 372 + 398	+ 1.186 + 1.175
DM	3,6725 3,6801	+ 171 + 185	+ 249 + 368	+ 1.008 + 1.065
Fluor	2,7281 2,7295	+ 139 + 153	+ 287 + 384	+ 849 + 962
F.R. (100)	15,0659 15,0729	+ 182 + 199	+ 245 + 361	+ 684 + 1.066
F.S.	3,7125 3,7148	+ 261 + 282	+ 541 + 567	+ 1.574 + 1.667
L. (1 000)	4,9770 4,9785	+ 144 + 111	+ 229 + 353	+ 923 + 976
Euro	11,5443 11,5528	+ 337 + 386	+ 699 + 773	+ 1.581 + 2.282

TAUX DES EUROMONNAIES

	10 3/8	10 7/8	10 1/2	10 1/8	10 5/8	11	11	11 3/8
SE-11	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 3/8	5 3/4	5 11/16	6 1/16
Fluor	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 13/16	6 1/16
F.R. (100)	11 3/8	11 1/2	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 3/8	12 1/8
F.S.	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8
L. (1 000)	15	15 1/2	14 7/8	15 5/8	15 1/4	16	16 3/8	17
Euro	8 3/8	8 3/4	8 1/2	8 13/16	8 15/16	8 15/16	8 15/16	9 1/16
F. Supp.	11 7/8	12 3/8	12	12 5/8	12 3/4	13	13 7/8	14 1/2

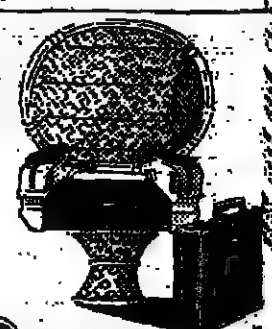
Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



Sydney, c'est aussi un des Thai.

Sydney, ce n'est pas la Thaïlande bien sûr, mais c'est toujours la Thai. Tout comme Katmandou, Tokyo, Singapour, Calcutta et les dizaines d'autres villes que nos Boeing 747 et nos Airbus, desservent régulièrement.

Alors, pour voyager dans le monde entier, contactez votre agence de voyages ou nos bureaux : THAI INTERNATIONAL, 123 Champs Élysées, 75008 PARIS. Tél. 720 86 15. Park Hôtel, 6 av. George V, 06000 NICE. Tél. (93) 53 39 82.



Thai

Concessionnaires de N & V.

سكزا من الأصل

Maitrise de l'énergie

Vendredi 20 avril dans "Le Monde" daté 21

- Industrie : performance et grands travaux
- Recherche, agriculture et énergie, Jacques Poli, invité du mois.
- L'Inca, le basif et le conquistador, fable de Louis Puleux
- Architecture solaire dans l'Ande

PHOTOVOLTAÏQUE technologie de pointe

(Publicité)

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'I.E.P. ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (entrée fin août) ou deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé en ont fait l'une des toutes premières écoles françaises de gestion, comparable aux meilleures institutions étrangères d'enseignement des affaires.

- Prochaine session pour la rentrée 1984 : 10-12 septembre 1984.
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 1^{er} juillet 1984.
- Documentation et dossier d'inscription

ESSEC-Admissions, BP 105-95021 CERGY-PONTOISE, Cedex - T. 038.38.00

ESSEC, Établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'État

PHOTOCOPIE COULEUR

SUR PAPIER ORDINAIRE / PAPIER PHOTO - RÉDUCTION / AGRANDISSEMENT

75, RUE BAYEN 75017 PARIS - TEL. 572.41.46+

Musclez-vous en Anglais.



L'Anglo-Continental est l'association indépendante la plus importante sur le plan mondial de l'enseignement de l'Anglais.

Depuis plus de 30 ans, elle est installée à Bournemouth sur la côte sud de l'Angleterre. On y enseigne le meilleur anglais dans un climat agréable, au bord de superbes plages, avec toutes les possibilités pour pratiquer dans le même temps ses sports favoris. Mais à l'Anglo-Continental, si vous continuez à vous muscler, vous musclerez surtout... votre anglais.

Elève débutant ou confirmé, adolescents ou adultes, en individuel ou en groupe, toute l'année ou en période de vacances, vous faites à l'Anglo-Continental, en stages de 8, 15 jours, ou plus, "l'anglais bon" en anglais. La clé de votre succès : l'anglais intensif dans une ambiance décontractée "à l'anglaise".

Les professeurs britanniques, combattent astucieusement méthodes traditionnelles et techniques modernes (notamment audiovisuelles).

Les cours, "sur mesure", satisfont tous les niveaux, tous les programmes d'études (32 formules de cours, de l'anglais courant à celui des affaires).

Les activités culturelles et sportives ainsi que l'hébergement (à l'hôtel ou dans une famille avec coacodement pour les jeunes) participent au climat 100% "British" des stages Anglo-Continental.

Vous partez demain ? Alors partez de St-Malo sur un bateau Brittany Ferries (avec votre voiture si vous le voulez). Vous aurez droit à une "formule-forfait" (travertins + hébergement + stage Anglo-Continental) très avantageuse pour apprendre l'anglais... chez les Anglais.

Anglo Continental
Brittany Ferries

* Pour renseignements, voir l'Anglo-Continental, 15, rue de la République, 92000 Nanterre, ou l'Anglo-Continental, 15, rue de la République, 92000 Nanterre.

AUTOMOBILE

SIX NOUVEAUX JOURS DE CHOMAGE TECHNIQUE A L'USINE RENAULT DE DOULAI

(De notre correspondant.)

Lille. — La direction de Renault-Douai a annoncé pendant un comité d'établissement extraordinaire le 17 avril six jours de chômage technique au cours de la première quinzaine de mai (en fait, compte tenu des jours fériés et de congés légaux, la production cessera pendant douze jours). Cette mesure porte à seize le nombre de jours de chômage depuis le début de l'année à Douai. Cette mesure, indique la direction, est rendue nécessaire par les mauvais résultats de Renault enregistrés dans les ventes automobiles depuis quelques mois (moins 14,25 % en janvier et février) et par le "repli" de la Renault 9, concurrence durement par une autre voiture de la marque, la Peugeot 205.

[A l'annonce de cette mesure, plus de 2 000 salariés ont manifesté, selon la CGT, la CFTC, FO et la CFDT ont organisé des heures de défilage contre une perte de salaire qui se monte à 1 500 F par ouvrier depuis le début de l'année (malgré une indemnisation qui atteint 95 %). Il est vrai qu'un cours de la première semaine d'avril — période courte pour être considérée significative — la part du marché de Renault est tombée en dessous de 30 %.]

British Leyland et Honda confirment

la construction d'une voiture de grosse cylindrée

Honda et British Leyland ont signé, le 17 avril à Londres, un accord pour la production en commun d'une nouvelle voiture de haut gamme, qui sera lancée sur le marché mondial vers 1985. Il s'agit d'une "XX", dotée d'un moteur de 2 000 centimètres cubes, dont les deux compagnies ont entrepris conjointement l'étude il y a trois ans. C'est la première fois que Honda se lance dans la production d'une voiture de cylindrée supérieure à 1 800.

Comme convenu en principe il y a 18 mois, cet accord stipule que la voiture sera construite en deux ver-

sions, l'une Austin Rover (division voitures particulières de British Leyland), l'autre Honda, à partir d'un modèle de base mis au point en collaboration.

Les deux versions comporteront des différences considérables, qui, affirme British Leyland, "renforceront les identités respectives des deux compagnies".

British Leyland construit déjà sous licence Honda une moyenne cylindrée familiale de 1 300 centimètres cubes, l'Acclaim, dérivée de la Ballade de Honda. — (AFP.)

M. Bernasconi est pessimiste

Pins de six cents voitures d'occasion, couvertes par garantie et assurées dès leur achat pour quarante-huit heures, seront exposées à la Foire de Paris, du 27 avril au 8 mai, par les professionnels rassemblés au sein de la Chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation automobile.

M. Bernasconi, président du CSNRA, et aussi président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, qui présentait la manifestation hier, a profité des circonstances pour dresser un tableau rapide du marché de la voiture d'occasion. Ainsi, a-t-on appris qu'en 1983 4 857 202 voitures d'occasion avaient été immatriculées en France, ce qui implique que 2,41 voitures d'occasion changent de mains chaque fois qu'une voiture est immatriculée.

M. Bernasconi a cependant déploré une fois encore le stock trop important des voitures d'occasion, qui représente 3 milliards 600 millions de francs d'immobilisation. Il s'est plaint également de l'importance des stocks de pièces détachées (3 milliards 100 millions de francs). Les responsables ? Un tassement du marché, mais aussi les constructeurs qui lancent inconsidérément des opérations, forcées pour les concessionnaires, de reprises promotionnelles de voitures souvent bien fatiguées et qu'il faut remettre coûteusement en état avant de les remettre sur le marché.

A propos des récentes délibérations du conseil des ministres sur le contrôle technique obligatoire des véhicules dans l'avenir, M. Bernasconi s'est plu à rappeler que de telles mesures étaient souhaitées par la Chambre syndicale qu'il préside depuis 1954. Pour autant, il a souligné que la profession ne soit pas à la fois chargée de contrôler l'état d'un véhicule et ensuite de le réparer.

On aurait pu penser que ces perspectives ne pouvaient qu'entraîner un optimisme de la part de la profession qu'il représente. Eh bien, pas du tout. M. Bernasconi est au contraire particulièrement sombre quand l'on parle de l'avenir de la profession et a conclu qu'avant la fin de l'année quinze mille salariés de l'automobile feront encore les frais d'une politique économique qui met à mal plus que jamais les PME. Aussi a-t-il demandé qu'à l'égard du plan de restructuration, préparé pour l'industrie automobile, il soit envisagé un plan de restructuration de la distribution automobile.

C. L.

* L'exposition nationale des véhicules automobiles d'occasion se tient dans le cadre de la Foire de Paris, Porte de Versailles (27 avril-8 mai). Heures d'entrée : 10 heures, 19 heures. Vendredi jusqu'à 22 heures.

* L'Institut national de la consommation fait paraître un numéro spécial de 50 millions de consommateurs consacré à la voiture d'occasion. L'achat d'un véhicule de deuxième main, la cote d'une voiture, le crédit auquel on peut avoir recours, les contrôles auxquels il serait nécessaire de procéder, autant de questions évoquées. Une enquête sur la fiabilité de modèles courants complète le document.

* 50 millions de consommateurs (20 F), 80, rue Lecourbe 75732 Paris Cedex.

ÉTRANGER

En RFA

La négociation sur la réduction du temps de travail dans la métallurgie a échoué

Correspondance.

Bonn. — La deuxième rencontre au sommet entre les dirigeants du patronat de la métallurgie allemande et du syndicat IG Metall, qui se déroulait mardi 17 avril à Düsseldorf, s'est à nouveau terminée sur un échec au bout de deux heures et demie de discussion. Le refus du patronat de céder sur le principe même de la réduction du temps de travail place désormais les syndicats devant un choix difficile : renouer à leur principale revendication ou se lancer dans une grève d'avenue impopulaire.

Même à la tête du plus puissant syndicat sectoriel du monde, les dirigeants d'IG Metall n'ignorent pas qu'ils sont loin de pouvoir compter sur un soutien sans faille de leurs deux millions et demi d'adhérents. Non seulement la

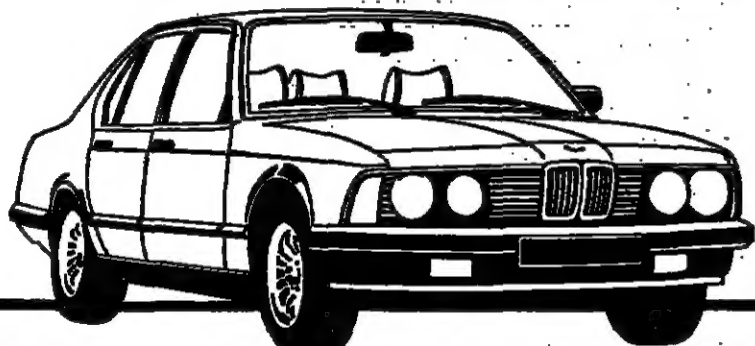
grève est chose grave en RFA, mais leur principal argument — la solidarité avec les chômeurs — n'a pas rencontré un écho enthousiaste de la base, plus préoccupée, comme l'indiquent les sondages, de ne pas remettre en cause la reprise. Les grèves d'avertissement, qui ont encore drainé, mardi, soixante-quinze mille personnes dans l'ensemble du pays, ne donnent pas une idée très exacte du rapport de forces. Pour commencer une grève générale, le syndicat a besoin d'être approuvé par 75 % de ses membres. Les premières consultations organisées, mardi, par le syndicat IG Druck und Papier, dans le secteur de l'imprimerie, n'ont pas été particulièrement convaincantes.

Et même si cet obstacle était surmonté, l'expérience des grèves de la métallurgie, à la fin des années 70, qui avaient coûté une fortune à l'IG Metall, est là pour rappeler qu'il n'est pas non plus toujours facile de conclure.

La décision d'IG Metall, après l'échec de la première rencontre au sommet avec le patronat, il y a dix jours, d'appeler à une nouvelle "table ronde", marquait bien l'embarquement de ses dirigeants. Ceux-ci souhaitent examiner de plus près les propositions patronales d'assouplissement du temps de travail. Il leur a fallu déchanter. Le président de Gesamtmetall, M. Wolfram Thiele, a renouvelé son offre d'une hausse de 3,3 % de salaires et d'une prébende à cinquante-huit ans avec 70 % du salaire brut. Mais il est resté particulièrement restrictif sur les conditions dans lesquelles le patronat pourrait accepter l'introduction d'horaires plus souples. « Nous pensons », a indiqué M. Thiele, « l'issue de la rencontre, à l'avantage de rester libre pour ceux qui travaillent avec des horaires décalés et participent de cette manière à un accroissement de la productivité en permettant aux employeurs de mieux utiliser leur capacité de production ».

Cette concession était insuffisante pour ouvrir la voie à un compromis susceptible de sauver la face des syndicats, comme l'avait souhaité la veille le ministre du travail, M. Norbert Blum. Si tout le monde semble d'accord pour penser qu'il y a, sur ce terrain, possibilité de trouver une issue, le patronat se juge, pour le moment, suffisamment en position de force pour voir venir. La veille encore, les cinq principaux instituts économiques de RFA lui avaient apporté un précieux renfort. Ils avaient estimé qu'une réduction du temps de travail mettrait en péril une reprise économique dont la consolidation, au cours des derniers mois, laisse espérer, selon eux une croissance de 3 % en 1984. Malgré l'appui de la direction du DGB (Union des syndicats allemands), du Parti social démocrate et des "verts", la marge de manœuvre de l'IG Metall et de l'IG Druck und Papier reste plus étroite que jamais. Le secrétaire général du syndicat de la métallurgie, M. Hans Mayr, s'est gardé, mardi après-midi, à Düsseldorf, de formuler de définitives. « Nous savons qu'avec l'échec de cette rencontre au sommet nous portons maintenant une lourde responsabilité, a-t-il dit. Une consultation de la base et une grève sont maintenant tout proches ».

HENRI DE BRESSON.



Réussite exemplaire.

La BMW 728i est aujourd'hui la forme la plus prestigieuse d'un modèle d'avance technologique. Ses équipements sont exceptionnels : climatisation, indicateur de maintenance, coupe d'injection électronique en décélération. Six cylindres. 14 CV fiscaux. 184 ch DIN. Consommations normes UTAC : 7,9 l à 90 km/h, 10,2 l à 120 km/h, 15,1 l en ville.

BMW 728i.

CHATELAIN (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (01) 52.12.75	CLERMONT-FERRAND (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41	COMBES (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41	COMBES (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41	COMBES (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41	COMBES (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41
COMBES (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41	COMBES (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41	COMBES (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41	COMBES (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41	COMBES (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41	COMBES (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41
COMBES (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41	COMBES (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41	COMBES (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41	COMBES (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41	COMBES (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41	COMBES (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41
COMBES (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41	COMBES (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41	COMBES (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41	COMBES (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41	COMBES (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41	COMBES (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41
COMBES (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41	COMBES (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41	COMBES (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41	COMBES (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41	COMBES (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41	COMBES (M) C. GARAGE DE LA VICTOIRE 10, rue de la Victoire (03) 78.11.41



Demain, liste des concessionnaires de : N.A.V.

A. Agence C. Concessionnaires et Points de Vente

Le plaisir de conduire.

SOCIAL

M. Bérégovoy devrait proposer un « coup de pouce » de 1 % au pouvoir d'achat du SMIC

M. Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, devait présider, le 18 avril, la réunion de la commission de la négociation collective. A l'ordre du jour : la fixation du SMIC au 1^{er} mai et un premier bilan des négociations salariales dans le secteur privé. L'ensemble du gouvernement est tenu de réajuster automatiquement le SMIC - qui est de 22,78 F de l'heure depuis le 1^{er} janvier dernier - l'évolution des prix entre décembre et mars ayant dépassé le seuil de déclenchement de 2 % (0,3 % en décembre, 0,7 % en janvier, 0,6 % en février et une estimation de 0,7 % en mars). Par le simple jeu de l'indexation sur les prix, le salaire minimum devrait augmenter de 2,4 %.

La question est cependant de savoir si le gouvernement ira plus loin et accordera un coup de pouce en pouvoir d'achat. En 1983, il ne s'était pas montré audacieux dans ce domaine. Le 1^{er} mars, il avait accordé 0,8 % de pouvoir d'achat mais c'était pour « tenir » après coup les engagements pris pour 1982. Au 1^{er} juillet, le bonus de 0,4 % avait été aussitôt gommé par la hausse de 0,4 % de la cotisation des salariés à l'UNEDIC. Une opération blanche en quelque sorte. Pour 1984, la CGT et la CFDT ont déjà fait connaître leurs exigences, la première demandant un supplément de pouvoir d'achat de 3 %, la deuxième de 4 %, une revalorisation de 2 % intervenant « au plus tard avant la fin du premier semestre 1984 ». Les desiderata syndicaux ont peu de chances d'être intégralement pris en compte.

La discipline salariale marque des points

Mais M. Bérégovoy devrait faire un geste en proposant un coup de pouce de 1 point en pouvoir d'achat, ce qui aboutirait à augmenter le salaire minimum de 3,4 % au 1^{er} mai. En net, cette opération devrait être de nouveau blanche, puisque ce bonus épargnerait exactement la hausse de 1 point de la cotisation vieillesse des salariés qui est entrée en vigueur, elle, le 1^{er} janvier dernier. A moins que M. Bérégovoy ne se laisse convaincre de faire un peu plus...

Le ministre doit également présenter aux partenaires sociaux un

premier bilan des négociations salariales 1984. Sur 15 000 entreprises assujetties à l'obligation légale de négocier les salaires réels, l'enquête ministérielle porte sur 9 648 entreprises employant 2 538 000 salariés. A la fin janvier, 52 % avaient engagé ou conclu une négociation (pour 25,5 % des discussions sont « en cours » et pour 26,5 % elles sont achevées). Là où la négociation est terminée, un accord a été signé dans sept cas sur dix : les 1840 textes parafiscalisés concernent 554 000 salariés du secteur privé, 1 585 (85 %) portent sur les salaires réels, 876 sur la durée du travail et 798 sur l'aménagement du temps de travail.

Le contenu des accords montre que la discipline salariale, chère à M. Delors, marque des points puisqu'elle prévoit un relèvement des salaires sur l'année 1984 supérieur à 5 % sans pour autant dépasser 6 %. Certains responsables du CNPF redoutent cependant que ces 15 % ne soient le signe de premiers dérapages. Pour l'essentiel, les augmentations prévoient 3,5 % de hausse sur les 5 % au premier semestre. La majorité des accords comportent une « clause de revoyure » - à ne pas confondre avec une clause de sauvegarde - permettant de faire le point de l'évolution des salaires et des prix sans engagement de réajustement automatique. Dans les branches professionnelles, cinquante-neuf, soit un tiers (dans la plupart des cas au niveau régional) font l'objet d'un ou plusieurs relèvements découlant d'accords conclus fin 1983, ou en 1984. Trois millions cent mille salariés sont touchés. En 1983, des accords avaient été conclus dans cent trente-deux branches (680 000 salariés) au niveau national ou régional, FO en ayant signé 71 %, la CGC 63 %, la CFTC 61 %, la CFDT 38 % et la CGT 12 %. Tous les partenaires sociaux seront donc amenés à demander une relance de la dynamique contractuelle, même si les uns et les autres ne la conçoivent pas de la même façon.

M. M.

LA SITUATION DANS LES CENTRES DE TRI

FO et la CGT mettent en cause la réorganisation du service postal

A Caen, l'administration départementale des postes a procédé, le 18 avril, à la mise en place d'un centre de tri parallèle dans un hangar de la zone industrielle du Martray, à Giverville. Elle a de plus annoncé son intention de recruter des agents auxiliaires si les titulaires ne se rendaient pas dans ce centre provisoire, confirmant par ailleurs le maintien de la fermeture de Caen-gare, toujours occupé par les gendarmes mobiles après leur intervention dans la nuit du 14 au 15 avril, nous indique notre correspondant.

Outre Caen, d'autres centres de tri sont affectés par des mouvements de grève, comme à Amiens, depuis trois semaines, à Nîmes et Montpel-

« L'HEURE PERVERSE »

La loi du 19 octobre 1982 a modifié le droit de grève sur l'un des points les plus sensibles par les organisations syndicales de la fonction publique, à savoir le mode de calcul de la retenue effectuée sur le salaire en cas d'arrêt de travail des personnels qui ne sont pas soumis à des dispositions particulières, telles que l'obligation d'un « service minimum » ou « minimum technique ».

Jusqu'à cette date, tout arrêt de travail, même d'une heure, entraînait une retenue sur salaire qui correspondait, au minimum, à une journée de travail.

Promise et introduite par M. Antoine Le Pors, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique, la loi du 19 octobre 1982 prévoit désormais que la retenue sera proportionnelle à la durée effective de l'arrêt de travail. Depuis cette date, on a donc assisté, dans la fonction publique, à une augmentation sensible des grèves d'une heure ou d'une demi-journée quand, précédemment, on ne connaissait que les grèves d'une journée.

A signaler, toutefois, que la réglementation du droit de grève, pour les fonctionnaires, comporte toujours l'obligation d'un dépôt de préavis de cinq jours avant l'arrêt de travail et, notamment l'interdiction des mouvements tournants.

Ber depuis dix jours, à Marseille, à Poitiers, à Saint-Lô et à Rouen depuis le 16 avril.

Ces mouvements, qui connaissent une ampleur variable et pourraient perturber l'ensemble du territoire national, selon le CNPF, ont provoqué, le 17 avril, une vive réaction de l'organisation patronale qui réclame son assemblée permanente. Le CNPF demande au gouvernement d'assurer « la continuité du service public », de « mettre en place les moyens exceptionnels pour résorber le courrier en souffrance », et souhaite que les mouvements à l'administration ne soient pas soumis à des pénalités de retard. Il y a « incompatibilité entre le monopole d'un service public et la dégradation de ce service par suite de grève », poursuit le communiqué du CNPF.

De leur côté, des sénateurs de l'opposition ont déposé, le 17 avril, une proposition de résolution demandant la création d'une commission de contrôle sur les « modalités de fonctionnement du service public des postes », car, estiment-ils, « l'administration n'accomplit pas les missions qui lui sont confiées ».

Les organisations syndicales, au-delà de la situation à Caen, mettent en cause la réorganisation des PTT pour expliquer le climat social et la dégradation du service postal. « Même si demain, il n'y avait plus du tout de grève, il y aurait quand même dégradation », a assuré M. Albert Le Guern, secrétaire général de la Fédération CGT des PTT, le 17 avril, au cours d'une conférence de presse. A titre d'exemple, il a affirmé que, le jour même, « dans les centres de tri de Paris, qui n'ont été touchés par aucune grève depuis le 8 mars, il y avait 2,5 millions de lettres en souffrance ».

Pour M. Le Guern, le redéploiement de la poste, entamé en 1983, entraîne une dégradation du travail et met certains centres à la limite de la rupture. La Fédération CGT estime qu'une négociation globale est nécessaire et, tout comme la Fédération FO, réclame, pour Caen, « la cessation du lock-out » et « la levée de la sanction frappant le chef de centre ».

La Fédération FO des PTT, dans un communiqué, considère qu'« imputer la dégradation aux agents est une lourde erreur : la réorganisation des services, d'acheminement se traduit par un échec global : tant sur le plan du contenu que sur celui de la concertation, qui ne concernait que les mesures d'accompagnement et pas les problèmes de fond ».

GRÈVE À L'USINE CITROËN D'AULNAY

Réuni le mercredi matin 18 avril, à Aulnay-sous-Bois, le comité d'établissement de l'usine Citroën devait continuer ses travaux dans l'après-midi.

Dans la matinée, la direction avait confirmé qu'elle avait engagé la procédure légale en vue de licencier 2 937 salariés (dont 1 300 à Aulnay).

Depuis les premières heures de la matinée l'usine était paralysée par une grève. Déposés avant l'aube par la nuit de car, dès 6 h 30, les ouvriers de la première équipe faisaient arriver normalement devant l'usine, mais aucune chaîne, aucun atelier n'a démarré : les équipes du matin se sont mises en grève à l'appel de la CGT, et un peu plus tard un cortège s'est formé, de plusieurs centaines de personnes, auprès des ateliers d'assemblage, et s'est ensuite rendu devant le bâtiment de l'administration.

Les ouvriers ont alors pénétré dans la salle où était réuni le comité d'établissement au cri de « Non aux licenciements ! Calver assasins ! », et « CGT en avant ! ». « Nous ne sommes pas des moutons d'office à vendre à n'importe quel prix », a lancé un ouvrier africain, tandis qu'un syndicaliste CGT demandait au comité d'établissement (les six délégués syndicaux, cinq élus de la CGT, quatre de la CSL et les représentants de la direction) de voter contre les licenciements. « La COSA peut être fabriquée à Aulnay, une partie de la BX. Il n'y a pas de sureffectifs à Aulnay », a déclaré M. Akka Ghazi, secrétaire de la section CGT, qui a affirmé la volonté de son syndicat de « défendre Aulnay » et de « lutter dans l'ordre contre les licenciements ».

Au bout d'une demi-heure, les manifestants ont quitté la salle de réunion et se sont regroupés devant le bâtiment pour une sorte de meeting permanent auquel ont participé environ un millier d'ouvriers. Plusieurs orateurs ont annoncé, en français et en arabe, la poursuite de la grève pour une journée.

L'exaspération de M. Mexandeau

M. Mexandeau est exaspété. Le mauvais fonctionnement de la poste est devenu « insupportable ». Côté des coûts, il faut rétablir au plus vite la qualité du service public. Le monopole de la poste est désormais contesté. Des entreprises privées de transport de paquets ou de courrier font même de la publicité à la télévision. Le risque d'une démotivation croît. L'administration est menacée.

S'exprimant, mardi 17 avril, devant l'assemblée des directeurs régionaux et départementaux des postes, réunis à Paris, pour deux jours, le ministre délégué aux PTT n'a pas réticé ses mots. En petit comité, tout le monde en a pris pour son grade. « La poste a une mission sociale de transport de lettres. Elle assure des échanges essentiels. Les efforts que nous avons consentis depuis trois ans sont entravés par des comportements permanents », a-t-il déclaré. M. Mexandeau, « les exaspérations ne sont plus suffisantes ». Puis le ministre élève la voix. « L'heure n'est ni à l'armistice ni aux durs d'été. Il faut décider. Voir où ça ne marche pas, effectuer des contrôles de productivité, y compris individuels ». C'est très clairement à l'adresse de ses directeurs dont certains flottent un peu trop, à son goût, depuis la mise en œuvre de la réforme : « Il est scandaleux que des gens promus à des postes de responsabilité ne comprennent pas la loi. Pas de lecture dans les rangs. Que chaque fonctionnaire se donne. Pointons alors nos doigts sur un directeur qui court. M. Mexandeau l'apostropha violemment : « Je ne te passe l'œil que de façon grave. Les grèves d'une heure et le coulage des cadences sont insupportables ! Si vous avez des grèves sans préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! ».

« L'heure n'est ni à l'armistice ni aux durs d'été. Il faut décider. Voir où ça ne marche pas, effectuer des contrôles de productivité, y compris individuels ». C'est très clairement à l'adresse de ses directeurs dont certains flottent un peu trop, à son goût, depuis la mise en œuvre de la réforme : « Il est scandaleux que des gens promus à des postes de responsabilité ne comprennent pas la loi. Pas de lecture dans les rangs. Que chaque fonctionnaire se donne. Pointons alors nos doigts sur un directeur qui court. M. Mexandeau l'apostropha violemment : « Je ne te passe l'œil que de façon grave. Les grèves d'une heure et le coulage des cadences sont insupportables ! Si vous avez des grèves sans préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! ».

« L'heure n'est ni à l'armistice ni aux durs d'été. Il faut décider. Voir où ça ne marche pas, effectuer des contrôles de productivité, y compris individuels ». C'est très clairement à l'adresse de ses directeurs dont certains flottent un peu trop, à son goût, depuis la mise en œuvre de la réforme : « Il est scandaleux que des gens promus à des postes de responsabilité ne comprennent pas la loi. Pas de lecture dans les rangs. Que chaque fonctionnaire se donne. Pointons alors nos doigts sur un directeur qui court. M. Mexandeau l'apostropha violemment : « Je ne te passe l'œil que de façon grave. Les grèves d'une heure et le coulage des cadences sont insupportables ! Si vous avez des grèves sans préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! ».

« L'heure n'est ni à l'armistice ni aux durs d'été. Il faut décider. Voir où ça ne marche pas, effectuer des contrôles de productivité, y compris individuels ». C'est très clairement à l'adresse de ses directeurs dont certains flottent un peu trop, à son goût, depuis la mise en œuvre de la réforme : « Il est scandaleux que des gens promus à des postes de responsabilité ne comprennent pas la loi. Pas de lecture dans les rangs. Que chaque fonctionnaire se donne. Pointons alors nos doigts sur un directeur qui court. M. Mexandeau l'apostropha violemment : « Je ne te passe l'œil que de façon grave. Les grèves d'une heure et le coulage des cadences sont insupportables ! Si vous avez des grèves sans préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! ».

« L'heure n'est ni à l'armistice ni aux durs d'été. Il faut décider. Voir où ça ne marche pas, effectuer des contrôles de productivité, y compris individuels ». C'est très clairement à l'adresse de ses directeurs dont certains flottent un peu trop, à son goût, depuis la mise en œuvre de la réforme : « Il est scandaleux que des gens promus à des postes de responsabilité ne comprennent pas la loi. Pas de lecture dans les rangs. Que chaque fonctionnaire se donne. Pointons alors nos doigts sur un directeur qui court. M. Mexandeau l'apostropha violemment : « Je ne te passe l'œil que de façon grave. Les grèves d'une heure et le coulage des cadences sont insupportables ! Si vous avez des grèves sans préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! ».

« L'heure n'est ni à l'armistice ni aux durs d'été. Il faut décider. Voir où ça ne marche pas, effectuer des contrôles de productivité, y compris individuels ». C'est très clairement à l'adresse de ses directeurs dont certains flottent un peu trop, à son goût, depuis la mise en œuvre de la réforme : « Il est scandaleux que des gens promus à des postes de responsabilité ne comprennent pas la loi. Pas de lecture dans les rangs. Que chaque fonctionnaire se donne. Pointons alors nos doigts sur un directeur qui court. M. Mexandeau l'apostropha violemment : « Je ne te passe l'œil que de façon grave. Les grèves d'une heure et le coulage des cadences sont insupportables ! Si vous avez des grèves sans préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! ».

« L'heure n'est ni à l'armistice ni aux durs d'été. Il faut décider. Voir où ça ne marche pas, effectuer des contrôles de productivité, y compris individuels ». C'est très clairement à l'adresse de ses directeurs dont certains flottent un peu trop, à son goût, depuis la mise en œuvre de la réforme : « Il est scandaleux que des gens promus à des postes de responsabilité ne comprennent pas la loi. Pas de lecture dans les rangs. Que chaque fonctionnaire se donne. Pointons alors nos doigts sur un directeur qui court. M. Mexandeau l'apostropha violemment : « Je ne te passe l'œil que de façon grave. Les grèves d'une heure et le coulage des cadences sont insupportables ! Si vous avez des grèves sans préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! ».

« L'heure n'est ni à l'armistice ni aux durs d'été. Il faut décider. Voir où ça ne marche pas, effectuer des contrôles de productivité, y compris individuels ». C'est très clairement à l'adresse de ses directeurs dont certains flottent un peu trop, à son goût, depuis la mise en œuvre de la réforme : « Il est scandaleux que des gens promus à des postes de responsabilité ne comprennent pas la loi. Pas de lecture dans les rangs. Que chaque fonctionnaire se donne. Pointons alors nos doigts sur un directeur qui court. M. Mexandeau l'apostropha violemment : « Je ne te passe l'œil que de façon grave. Les grèves d'une heure et le coulage des cadences sont insupportables ! Si vous avez des grèves sans préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! ».

« L'heure n'est ni à l'armistice ni aux durs d'été. Il faut décider. Voir où ça ne marche pas, effectuer des contrôles de productivité, y compris individuels ». C'est très clairement à l'adresse de ses directeurs dont certains flottent un peu trop, à son goût, depuis la mise en œuvre de la réforme : « Il est scandaleux que des gens promus à des postes de responsabilité ne comprennent pas la loi. Pas de lecture dans les rangs. Que chaque fonctionnaire se donne. Pointons alors nos doigts sur un directeur qui court. M. Mexandeau l'apostropha violemment : « Je ne te passe l'œil que de façon grave. Les grèves d'une heure et le coulage des cadences sont insupportables ! Si vous avez des grèves sans préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! ».

« L'heure n'est ni à l'armistice ni aux durs d'été. Il faut décider. Voir où ça ne marche pas, effectuer des contrôles de productivité, y compris individuels ». C'est très clairement à l'adresse de ses directeurs dont certains flottent un peu trop, à son goût, depuis la mise en œuvre de la réforme : « Il est scandaleux que des gens promus à des postes de responsabilité ne comprennent pas la loi. Pas de lecture dans les rangs. Que chaque fonctionnaire se donne. Pointons alors nos doigts sur un directeur qui court. M. Mexandeau l'apostropha violemment : « Je ne te passe l'œil que de façon grave. Les grèves d'une heure et le coulage des cadences sont insupportables ! Si vous avez des grèves sans préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! ».

« L'heure n'est ni à l'armistice ni aux durs d'été. Il faut décider. Voir où ça ne marche pas, effectuer des contrôles de productivité, y compris individuels ». C'est très clairement à l'adresse de ses directeurs dont certains flottent un peu trop, à son goût, depuis la mise en œuvre de la réforme : « Il est scandaleux que des gens promus à des postes de responsabilité ne comprennent pas la loi. Pas de lecture dans les rangs. Que chaque fonctionnaire se donne. Pointons alors nos doigts sur un directeur qui court. M. Mexandeau l'apostropha violemment : « Je ne te passe l'œil que de façon grave. Les grèves d'une heure et le coulage des cadences sont insupportables ! Si vous avez des grèves sans préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! ».

« L'heure n'est ni à l'armistice ni aux durs d'été. Il faut décider. Voir où ça ne marche pas, effectuer des contrôles de productivité, y compris individuels ». C'est très clairement à l'adresse de ses directeurs dont certains flottent un peu trop, à son goût, depuis la mise en œuvre de la réforme : « Il est scandaleux que des gens promus à des postes de responsabilité ne comprennent pas la loi. Pas de lecture dans les rangs. Que chaque fonctionnaire se donne. Pointons alors nos doigts sur un directeur qui court. M. Mexandeau l'apostropha violemment : « Je ne te passe l'œil que de façon grave. Les grèves d'une heure et le coulage des cadences sont insupportables ! Si vous avez des grèves sans préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! ».

« L'heure n'est ni à l'armistice ni aux durs d'été. Il faut décider. Voir où ça ne marche pas, effectuer des contrôles de productivité, y compris individuels ». C'est très clairement à l'adresse de ses directeurs dont certains flottent un peu trop, à son goût, depuis la mise en œuvre de la réforme : « Il est scandaleux que des gens promus à des postes de responsabilité ne comprennent pas la loi. Pas de lecture dans les rangs. Que chaque fonctionnaire se donne. Pointons alors nos doigts sur un directeur qui court. M. Mexandeau l'apostropha violemment : « Je ne te passe l'œil que de façon grave. Les grèves d'une heure et le coulage des cadences sont insupportables ! Si vous avez des grèves sans préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! ».

« L'heure n'est ni à l'armistice ni aux durs d'été. Il faut décider. Voir où ça ne marche pas, effectuer des contrôles de productivité, y compris individuels ». C'est très clairement à l'adresse de ses directeurs dont certains flottent un peu trop, à son goût, depuis la mise en œuvre de la réforme : « Il est scandaleux que des gens promus à des postes de responsabilité ne comprennent pas la loi. Pas de lecture dans les rangs. Que chaque fonctionnaire se donne. Pointons alors nos doigts sur un directeur qui court. M. Mexandeau l'apostropha violemment : « Je ne te passe l'œil que de façon grave. Les grèves d'une heure et le coulage des cadences sont insupportables ! Si vous avez des grèves sans préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! ».

« L'heure n'est ni à l'armistice ni aux durs d'été. Il faut décider. Voir où ça ne marche pas, effectuer des contrôles de productivité, y compris individuels ». C'est très clairement à l'adresse de ses directeurs dont certains flottent un peu trop, à son goût, depuis la mise en œuvre de la réforme : « Il est scandaleux que des gens promus à des postes de responsabilité ne comprennent pas la loi. Pas de lecture dans les rangs. Que chaque fonctionnaire se donne. Pointons alors nos doigts sur un directeur qui court. M. Mexandeau l'apostropha violemment : « Je ne te passe l'œil que de façon grave. Les grèves d'une heure et le coulage des cadences sont insupportables ! Si vous avez des grèves sans préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! ».

« L'heure n'est ni à l'armistice ni aux durs d'été. Il faut décider. Voir où ça ne marche pas, effectuer des contrôles de productivité, y compris individuels ». C'est très clairement à l'adresse de ses directeurs dont certains flottent un peu trop, à son goût, depuis la mise en œuvre de la réforme : « Il est scandaleux que des gens promus à des postes de responsabilité ne comprennent pas la loi. Pas de lecture dans les rangs. Que chaque fonctionnaire se donne. Pointons alors nos doigts sur un directeur qui court. M. Mexandeau l'apostropha violemment : « Je ne te passe l'œil que de façon grave. Les grèves d'une heure et le coulage des cadences sont insupportables ! Si vous avez des grèves sans préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! ».

« L'heure n'est ni à l'armistice ni aux durs d'été. Il faut décider. Voir où ça ne marche pas, effectuer des contrôles de productivité, y compris individuels ». C'est très clairement à l'adresse de ses directeurs dont certains flottent un peu trop, à son goût, depuis la mise en œuvre de la réforme : « Il est scandaleux que des gens promus à des postes de responsabilité ne comprennent pas la loi. Pas de lecture dans les rangs. Que chaque fonctionnaire se donne. Pointons alors nos doigts sur un directeur qui court. M. Mexandeau l'apostropha violemment : « Je ne te passe l'œil que de façon grave. Les grèves d'une heure et le coulage des cadences sont insupportables ! Si vous avez des grèves sans préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! ».

« L'heure n'est ni à l'armistice ni aux durs d'été. Il faut décider. Voir où ça ne marche pas, effectuer des contrôles de productivité, y compris individuels ». C'est très clairement à l'adresse de ses directeurs dont certains flottent un peu trop, à son goût, depuis la mise en œuvre de la réforme : « Il est scandaleux que des gens promus à des postes de responsabilité ne comprennent pas la loi. Pas de lecture dans les rangs. Que chaque fonctionnaire se donne. Pointons alors nos doigts sur un directeur qui court. M. Mexandeau l'apostropha violemment : « Je ne te passe l'œil que de façon grave. Les grèves d'une heure et le coulage des cadences sont insupportables ! Si vous avez des grèves sans préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! ».

« L'heure n'est ni à l'armistice ni aux durs d'été. Il faut décider. Voir où ça ne marche pas, effectuer des contrôles de productivité, y compris individuels ». C'est très clairement à l'adresse de ses directeurs dont certains flottent un peu trop, à son goût, depuis la mise en œuvre de la réforme : « Il est scandaleux que des gens promus à des postes de responsabilité ne comprennent pas la loi. Pas de lecture dans les rangs. Que chaque fonctionnaire se donne. Pointons alors nos doigts sur un directeur qui court. M. Mexandeau l'apostropha violemment : « Je ne te passe l'œil que de façon grave. Les grèves d'une heure et le coulage des cadences sont insupportables ! Si vous avez des grèves sans préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! ».

« L'heure n'est ni à l'armistice ni aux durs d'été. Il faut décider. Voir où ça ne marche pas, effectuer des contrôles de productivité, y compris individuels ». C'est très clairement à l'adresse de ses directeurs dont certains flottent un peu trop, à son goût, depuis la mise en œuvre de la réforme : « Il est scandaleux que des gens promus à des postes de responsabilité ne comprennent pas la loi. Pas de lecture dans les rangs. Que chaque fonctionnaire se donne. Pointons alors nos doigts sur un directeur qui court. M. Mexandeau l'apostropha violemment : « Je ne te passe l'œil que de façon grave. Les grèves d'une heure et le coulage des cadences sont insupportables ! Si vous avez des grèves sans préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! ».

« L'heure n'est ni à l'armistice ni aux durs d'été. Il faut décider. Voir où ça ne marche pas, effectuer des contrôles de productivité, y compris individuels ». C'est très clairement à l'adresse de ses directeurs dont certains flottent un peu trop, à son goût, depuis la mise en œuvre de la réforme : « Il est scandaleux que des gens promus à des postes de responsabilité ne comprennent pas la loi. Pas de lecture dans les rangs. Que chaque fonctionnaire se donne. Pointons alors nos doigts sur un directeur qui court. M. Mexandeau l'apostropha violemment : « Je ne te passe l'œil que de façon grave. Les grèves d'une heure et le coulage des cadences sont insupportables ! Si vous avez des grèves sans préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! ».

« L'heure n'est ni à l'armistice ni aux durs d'été. Il faut décider. Voir où ça ne marche pas, effectuer des contrôles de productivité, y compris individuels ». C'est très clairement à l'adresse de ses directeurs dont certains flottent un peu trop, à son goût, depuis la mise en œuvre de la réforme : « Il est scandaleux que des gens promus à des postes de responsabilité ne comprennent pas la loi. Pas de lecture dans les rangs. Que chaque fonctionnaire se donne. Pointons alors nos doigts sur un directeur qui court. M. Mexandeau l'apostropha violemment : « Je ne te passe l'œil que de façon grave. Les grèves d'une heure et le coulage des cadences sont insupportables ! Si vous avez des grèves sans préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! ».

« L'heure n'est ni à l'armistice ni aux durs d'été. Il faut décider. Voir où ça ne marche pas, effectuer des contrôles de productivité, y compris individuels ». C'est très clairement à l'adresse de ses directeurs dont certains flottent un peu trop, à son goût, depuis la mise en œuvre de la réforme : « Il est scandaleux que des gens promus à des postes de responsabilité ne comprennent pas la loi. Pas de lecture dans les rangs. Que chaque fonctionnaire se donne. Pointons alors nos doigts sur un directeur qui court. M. Mexandeau l'apostropha violemment : « Je ne te passe l'œil que de façon grave. Les grèves d'une heure et le coulage des cadences sont insupportables ! Si vous avez des grèves sans préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! Si vous n'avez pas de préavis, vous êtes des lâches ! ».

Changer la loi sur la grève

A propos du décret du 12 octobre sur les réseaux télégraphiques en cas de grève d'une heure (voir encadré), il précise : « Il faut remettre les choses dans leur conformité, sinon il faut changer la loi ».

Retrouvant un ton relativement plus modéré, M. Mexandeau affirme néanmoins avec fermeté : « La réforme sera poursuivie. C'est une bonne réforme que de vouloir sortir de la confusion entre les deux types de courrier » (la 1^{re} et la 2^e). La poste n'a pas les moyens, dans la période de rigueur actuelle, de revenir à un seul type de courrier. Aussi je vous invite à tout mettre en œuvre pour achever l'œuvre entreprise. Critiquant les médias trop prompts à saisir la sensationnalisme, les mouvements sociaux, il s'adresse à ses directeurs : « Que le délégué soit la vérité ».

« C'est qui sort en face de nous ne servent fondamentalement rien de mal à l'information des citoyens et explique la réforme à nos subordonnés ». « Cette bonne réforme a été mal expliquée », regrette le ministre (il-chef) non sans directeur général (M. Ducrot), mais à vous tous, à la poste, de « résister ».

E.L.S.

ARCHÉS FINA

PARIS

Marchés financiers

Les marchés financiers ont été marqués par la reprise de la hausse des actions, notamment celle de la Bourse de Paris, qui a atteint son plus haut niveau depuis plusieurs semaines.

Les investisseurs ont été attirés par les perspectives de croissance de l'économie française, ainsi que par les mesures de soutien gouvernemental.

Les obligations ont également connu une certaine faveur, en particulier celles à court terme.

Les marchés étrangers ont été marqués par la volatilité des actions, notamment en Asie et en Amérique latine.

Les investisseurs ont été attirés par les perspectives de croissance de l'économie française, ainsi que par les mesures de soutien gouvernemental.

Les obligations ont également connu une certaine faveur, en particulier celles à court terme.

Les marchés étrangers ont été marqués par la volatilité des actions, notamment en Asie et en Amérique latine.

Les investisseurs ont été attirés par les perspectives de croissance de l'économie française, ainsi que par les mesures de soutien gouvernemental.

Les obligations ont également connu une certaine faveur, en particulier celles à court terme.

Les marchés étrangers ont été marqués par la volatilité des actions, notamment en Asie et en Amérique latine.

Les investisseurs ont été attirés par les perspectives de croissance de l'économie française, ainsi que par les mesures de soutien gouvernemental.

Les obligations ont également connu une certaine faveur, en particulier celles à court terme.

Les marchés étrangers ont été marqués par la volatilité des actions, notamment en Asie et en Amérique latine.

Les investisseurs ont été attirés par les perspectives de croissance de l'économie française, ainsi que par les mesures de soutien gouvernemental.

Les obligations ont également connu une certaine faveur, en particulier celles à court terme.

Les marchés étrangers ont été marqués par la volatilité des actions, notamment en Asie et en Amérique latine.

Les investisseurs ont été attirés par les perspectives de croissance de l'économie française, ainsi que par les mesures de soutien gouvernemental.

Les obligations ont également connu une certaine faveur, en particulier celles à court terme.

Les marchés étrangers ont été marqués par la volatilité des actions, notamment en Asie et en Amérique latine.

Les investisseurs ont été attirés par les perspectives de croissance de l'économie française, ainsi que par les mesures de soutien gouvernemental.

Les obligations ont également connu une certaine faveur, en particulier celles à court terme.

Les marchés étrangers ont été marqués par la volatilité des actions, notamment en Asie et en Amérique latine.

Les investisseurs ont été attirés par les perspectives de croissance de l'économie française, ainsi que par les mesures de soutien gouvernemental.

Les obligations ont également connu une certaine faveur, en particulier celles à court terme.

Les marchés étrangers ont été marqués par la volatilité des actions, notamment en Asie et en Amérique latine.

Les investisseurs ont été attirés par les perspectives de croissance de l'économie française, ainsi que par les mesures de soutien gouvernemental.

République Fédérale du Nigeria Refinancement des arriérés commerciaux à court terme

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

18 avril

Une bonne liquidation

Le mois boursier s'est achevé mercredi sur le marché dans d'excellentes conditions. « Réponse des primes en baisse, liquidation en hausse », assure un vieux dicton. Ce n'est pas exactement ce qui s'est passé puisque la clôture de l'indice a enregistré un modeste gain de 0,16 %.

Il reste que la résistance enregistrée ces derniers temps s'est renforcée, et que la liquidation générale, deux fois de suite, a été gagnante (+ 3,1 %). Désormais, les valeurs françaises se situent, en moyenne, à plus de 8,5 % au-dessus du cours du 26 décembre 1983.

De l'avis général, malgré de très nombreux points noirs, la situation économique s'améliore lentement, comme en témoignent le rapport des experts de la Rue de Rivoli, et, de façon beaucoup plus prudente, le dernier bulletin de santé de la Banque de France. Cependant, dans les traverses, le plus grand nombre ditait que, si la Bourse allait monter, il ne fallait pas céder l'espoir de la voir s'installer comme en 1983 ou en janvier dernier. Réservée la veille, la cotation d'Amrep s'est effectuée normalement. Un cours de 303 F (+ 26 %) a été inscrit. Cette hausse insolite était généralement attribuée à des rachats du découvert. La nouvelle avance de Moulins a fait remonter de 100 F l'O.P.A.

La devise-titre a surpris. Alors que le dollar a repris sa progression, elle a baissé pour s'échanger entre 9,90 F et 9,95 F, contre 10,02/10,10 F. Les boursiers se posent des questions.

Statu quo sur l'or à Londres : 380,85 dollars l'once, contre 380,20 dollars.

A Paris, en raison de l'effet dollar, le lingot a gagné 300 F à 99 330 F (après 99 250 F). De son côté, le napoléon est passé de 620 F à 621 F.

NEW-YORK

Léger progrès

Pour la seconde journée, le marché new-yorkais a progressé modérément, mais toujours de façon modérée si l'on en juge par l'indice Dow Jones des valeurs industrielles, en progrès de 4,29 points, à 1 164,5 en clôture, après que les futures aient emporté sur les livrables dans la proportion de deux contre un. Les échanges se sont sensiblement élargis pour atteindre 98,15 millions d'actions contre 73,87 millions la veille, les derniers chiffres relatifs aux nouvelles mises en chantier connues en cours de séance ayant provoqué une certaine animation au « Big Board ».

En effet, d'après les chiffres que vient de publier le département du commerce, les nouvelles mises en chantier de logements aux Etats-Unis ont chuté de 26,6 % en mars par rapport au mois précédent pour s'établir à 1,64 million d'unités. Cette chute d'un tiers sur l'année est la plus forte enregistrée depuis une bonne vingtaine d'années tandis que le nombre, déclinant, des mises en chantier est le plus bas depuis avril 1983.

Dans un premier temps, cette forte baisse a été interprétée comme un élément positif contribuant à éviter ce que les financiers craignent par-dessus tout : une surchauffe susceptible de relancer l'inflation. Mais les boursiers ont tenté à réserver leur jugement dans la mesure où ces dernières statistiques ne sont pas très probantes en raison des interruptions statistiques pendant un mois de référence : mars 1984.

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcatel	38 1/4	38 1/4
A.T.T.	15 5/8	15 5/8
Boeing	41 1/4	41 1/4
Chrysler	40 1/4	40 1/4
Deere	40 1/4	40 1/4
Dow Jones	1164 1/2	1164 1/2
Eastman	40 1/4	40 1/4
General Motors	40 1/4	40 1/4
IBM	117 1/8	117 1/8
Intel	38 1/4	38 1/4
Johnson & Johnson	40 1/4	40 1/4
Merck	40 1/4	40 1/4
Microsoft	40 1/4	40 1/4
Oracle	40 1/4	40 1/4
Rockwell	40 1/4	40 1/4
Sony	40 1/4	40 1/4
Texas Instruments	40 1/4	40 1/4
United Technologies	40 1/4	40 1/4
Wang	40 1/4	40 1/4
Westinghouse	40 1/4	40 1/4
Yale	40 1/4	40 1/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

CLUB MÉTÉOROLOGIQUE. - Démembre Club Méd, Inc., une nouvelle filiale a été créée afin de regrouper l'ensemble des activités et des participations du Club en Amérique du Nord, au Mexique et dans les Caraïbes, mais aussi en Asie du Sud-Est, dans le Pacifique et dans l'Océan Indien. Cette société sera constituée sous les formes requises pour un développement de cotisation, un recrutement opportun, à la Bourse de New-York, afin de procéder à une augmentation de capital sans que le Club ne cesse d'être détenu par la majorité, a souligné son président, M. Gilbert Trigano, se félicitant par ailleurs des résultats de l'exercice 1983-1984 : une hausse de 22 % du bénéfice consolidé (212,6 millions de francs), de 24 % de la M.B.A. (347,2 millions) et de 14 % du chiffre d'affaires (4,5 milliards).

INDICES QUOTIDIENS	
(BASE 100 le 10.10.1983)	
Valeur française	1164 1/2
Valeur étrangère	99 330
COURS DES AGENTS DE CHANGE	
(Base 100 le 10.10.1983)	
Indice général	1164 1/2
Indice des valeurs étrangères	99 330
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	
Rendement à 12 mois	
100 F	11 3/4 %
100 \$	11 3/4 %
COURS DU DOLLAR À TOKYO	
1 dollar (en yen)	224,96 / 224,57

BOURSE DE PARIS Comptant

18 AVRIL

VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours	VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours
3 %	104,8	104,8	Alcatel	38 1/4	38 1/4
4 %	104,8	104,8	A.T.T.	15 5/8	15 5/8
5 %	104,8	104,8	Boeing	41 1/4	41 1/4
6 %	104,8	104,8	Chrysler	40 1/4	40 1/4
7 %	104,8	104,8	Dow Jones	1164 1/2	1164 1/2
8 %	104,8	104,8	Eastman	40 1/4	40 1/4
9 %	104,8	104,8	General Motors	40 1/4	40 1/4
10 %	104,8	104,8	IBM	117 1/8	117 1/8
11 %	104,8	104,8	Intel	38 1/4	38 1/4
12 %	104,8	104,8	Johnson & Johnson	40 1/4	40 1/4
13 %	104,8	104,8	Merck	40 1/4	40 1/4
14 %	104,8	104,8	Microsoft	40 1/4	40 1/4
15 %	104,8	104,8	Oracle	40 1/4	40 1/4
16 %	104,8	104,8	Rockwell	40 1/4	40 1/4
17 %	104,8	104,8	Sony	40 1/4	40 1/4
18 %	104,8	104,8	Texas Instruments	40 1/4	40 1/4
19 %	104,8	104,8	United Technologies	40 1/4	40 1/4
20 %	104,8	104,8	Wang	40 1/4	40 1/4
21 %	104,8	104,8	Westinghouse	40 1/4	40 1/4
22 %	104,8	104,8	Yale	40 1/4	40 1/4

VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours
Alcatel	38 1/4	38 1/4
A.T.T.	15 5/8	15 5/8
Boeing	41 1/4	41 1/4
Chrysler	40 1/4	40 1/4
Dow Jones	1164 1/2	1164 1/2
Eastman	40 1/4	40 1/4
General Motors	40 1/4	40 1/4
IBM	117 1/8	117 1/8
Intel	38 1/4	38 1/4
Johnson & Johnson	40 1/4	40 1/4
Merck	40 1/4	40 1/4
Microsoft	40 1/4	40 1/4
Oracle	40 1/4	40 1/4
Rockwell	40 1/4	40 1/4
Sony	40 1/4	40 1/4
Texas Instruments	40 1/4	40 1/4
United Technologies	40 1/4	40 1/4
Wang	40 1/4	40 1/4
Westinghouse	40 1/4	40 1/4
Yale	40 1/4	40 1/4

VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours
Alcatel	38 1/4	38 1/4
A.T.T.	15 5/8	15 5/8
Boeing	41 1/4	41 1/4
Chrysler	40 1/4	40 1/4
Dow Jones	1164 1/2	1164 1/2
Eastman	40 1/4	40 1/4
General Motors	40 1/4	40 1/4
IBM	117 1/8	117 1/8
Intel	38 1/4	38 1/4
Johnson & Johnson	40 1/4	40 1/4
Merck	40 1/4	40 1/4
Microsoft	40 1/4	40 1/4
Oracle	40 1/4	40 1/4
Rockwell	40 1/4	40 1/4
Sony	40 1/4	40 1/4
Texas Instruments	40 1/4	40 1/4
United Technologies	40 1/4	40 1/4
Wang	40 1/4	40 1/4
Westinghouse	40 1/4	40 1/4
Yale	40 1/4	40 1/4

VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours
Alcatel	38 1/4	38 1/4
A.T.T.	15 5/8	15 5/8
Boeing	41 1/4	41 1/4
Chrysler	40 1/4	40 1/4
Dow Jones	1164 1/2	1164 1/2
Eastman	40 1/4	40 1/4
General Motors	40 1/4	40 1/4
IBM	117 1/8	117 1/8
Intel	38 1/4	38 1/4
Johnson & Johnson	40 1/4	40 1/4
Merck	40 1/4	40 1/4
Microsoft	40 1/4	40 1/4
Oracle	40 1/4	40 1/4
Rockwell	40 1/4	40 1/4
Sony	40 1/4	40 1/4
Texas Instruments	40 1/4	40 1/4
United Technologies	40 1/4	40 1/4
Wang	40 1/4	40 1/4
Westinghouse	40 1/4	40 1/4
Yale	40 1/4	40 1/4

SECONDE MARCHÉ

VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours
Alcatel	38 1/4	38 1/4
A.T.T.	15 5/8	15 5/8
Boeing	41 1/4	41 1/4
Chrysler	40 1/4	40 1/4
Dow Jones	1164 1/2	1164 1/2
Eastman	40 1/4	40 1/4
General Motors	40 1/4	40 1/4
IBM	117 1/8	117 1/8
Intel	38 1/4	38 1/4
Johnson & Johnson	40 1/4	40 1/4
Merck	40 1/4	40 1/4
Microsoft	40 1/4	40 1/4
Oracle	40 1/4	40 1/4
Rockwell	40 1/4	40 1/4
Sony	40 1/4	40 1/4
Texas Instruments	40 1/4	40 1/4
United Technologies	40 1/4	40 1/4
Wang	40 1/4	40 1/4
Westinghouse	40 1/4	40 1/4
Yale	40 1/4	40 1/4

SICAV 17/4

VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours
Alcatel	38 1/4	38 1/4
A.T.T.	15 5/8	15 5/8
Boeing	41 1/4	41 1/4
Chrysler	40 1/4	40 1/4
Dow Jones	1164 1/2	1164 1/2
Eastman	40 1/4	40 1/4
General Motors	40 1/4	40 1/4
IBM	117 1/8	117 1/8
Intel	38 1/4	38 1/4
Johnson & Johnson	40 1/4	40 1/4
Merck	40 1/4	40 1/4
Microsoft	40 1/4	40 1/4
Oracle	40 1/4	40 1/4
Rockwell	40 1/4	40 1/4
Sony	40 1/4	40 1/4
Texas Instruments	40 1/4	40 1/4
United Technologies	40 1/4	40 1/4
Wang	40 1/4	40 1/4
Westinghouse	40 1/4	40 1/4
Yale	40 1/4	40 1/4

Étrangères

VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours
Alcatel	38 1/4	38 1/4
A.T.T.	15 5/8	15 5/8
Boeing	41 1/4	41 1/4
Chrysler	40 1/4	40 1/4
Dow Jones	1164 1/2	1164 1/2
Eastman	40 1/4	40 1/4
General Motors	40 1/4	40 1/4
IBM	117 1/8	117 1/8
Intel	38 1/4	38 1/4
Johnson & Johnson	40 1/4	40 1/4
Merck	40 1/4	40 1/4
Microsoft	40 1/4	40 1/4
Oracle	40 1/4	40 1/4
Rockwell	40 1/4	40 1/4
Sony	40 1/4	40 1/4
Texas Instruments	40 1/4	40 1/4
United Technologies	40 1/4	40 1/4
Wang	40 1/4	40 1/4
Westinghouse	40 1/4	40 1/4
Yale	40 1/4	40 1/4

Règlement mensuel

VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours
Alcatel	38 1/4	38 1/4
A.T.T.	15 5/8	15 5/8
Boeing	41 1/4	41 1/4
Chrysler	40 1/4	40 1/4
Dow Jones	1164 1/2	1164 1/2
Eastman	40 1/4	40 1/4
General Motors	40 1/4	40 1/4
IBM	117 1/8	117 1/8
Intel	38 1/4	38 1/4
Johnson & Johnson	40 1/4	40 1/4
Merck	40 1/4	40 1/4
Microsoft	40 1/4	40 1/4
Oracle	40 1/4	40 1/4
Rockwell	40 1/4	40 1/4
Sony	40 1/4	40 1/4
Texas Instruments	40 1/4	40 1/4
United Technologies	40 1/4	40 1/4
Wang	40 1/4	40 1/4
Westinghouse	40 1/4	40 1/4
Yale	40 1/4	40 1/4

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours
Alcatel	38 1/4	38 1/4
A.T.T.	15 5/8	15 5/8
Boeing	41 1/4	41 1/4
Chrysler	40 1/4	40 1/4
Dow Jones	1164 1/2	1164 1/2
Eastman	40 1/4	40 1/4
General Motors	40 1/4	40 1/4
IBM	117 1/8	117 1/8
Intel	38 1/4	38 1/4
Johnson & Johnson	40 1/4	40 1/4
Merck	40 1/4	40 1/4
Microsoft	40 1/4	40 1/4
Oracle	40 1/4	40 1/4
Rockwell	40 1/4	40 1/4
Sony	40 1/4	40 1/4
Texas Instruments	40 1/4	40 1/4
United Technologies	40 1/4	40 1/4
Wang	40 1/4	40 1/4
Westinghouse	40 1/4	40 1/4
Yale	40 1/4	40 1/4

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours
Alcatel	38 1/4	38 1/4
A.T.T.	15 5/8	15 5/8
Boeing	41 1/4	41 1/4
Chrysler	40 1/4	40 1/4
Dow Jones	1164 1/2	1164 1/2
Eastman	40 1/4	40 1/4
General Motors	40 1/4	40 1/4
IBM	117 1/8	117 1/8
Intel	38 1/4	38 1/4
Johnson & Johnson	40 1/4	40 1/4
Merck	40 1/4	40 1/4
Microsoft	40 1/4	40 1/4
Oracle	40 1/4	40 1/4
Rockwell	40 1/4	40 1/4
Sony	40 1/4	40 1/4
Texas Instruments	40 1/4	40 1/4
United Technologies	40 1/4	40 1/4
Wang	40 1/4	40 1/4
Westinghouse	40 1/4	40 1/4
Yale	40 1/4	40 1/4

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. JUSTICE ET DROITS DE L'HOMME : « Haro sur les magistrats », par Denise Van der Burg-Porte ; « Une réforme inutile », par Daniel Amson...
 11. Les Gales, de Jean-Marie Constant.

ÉTRANGER

34. EUROPE : LE GÉNOCIDE ARMÉNIEN : l'état turc en accusation devant le Tribunal des peuples. La tension anglo-soviétique.
 5. ASIE : De nouveaux progrès dans la négociation sur Hongkong.
 6. AFRIQUE : NCARAGUA : les sandinistes affaiblis ont repris le port de San-Juan-del-Norte.
 6. PROCHE-ORIENT

POLITIQUE

7. Le débat sur les rapports entre socialistes et communistes.
 8. Les travaux de l'Assemblée nationale et du Sénat.

SOCIÉTÉ

9. La crise politico-immobilière à la mairie de Paris.
 10. Le débat sur l'enseignement privé.
 11. SPORTS : le Tournoi de tennis de Monte-Carlo.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

13. CINÉMA : Vive le vie, le nouveau film de Claude Lelouch.
 13-14. EXPOSITIONS : Bayrouth photographies. Le Salon des indépendants.
 15. MUSIQUE : la Vie de Robert le Diable, d'Ahmed Elmyr. Sur les traces de William Shakespeare.
 14-15. FESTIVAL D'ÉTÉ : théâtre et musique (suite).
 16. FORMES : UNE SÉLECTION.
 17. PROGRAMMES DES EXPOSITIONS.
 21-22. COMMUNICATION.

ÉCONOMIE

25. INDUSTRIE : M. Fabius se rendra en Lorraine pour annoncer plusieurs projets.
 27. AUTOMOBILE : M. Bernasconi est pessimiste.
 28. ÉTRANGER.
 28. SOCIAL.

RADIO-TÉLÉVISION (21) INFORMATIONS « SERVICES » (12)

Les offices religieux de la semaine sainte : « Journal officiel » ; « Météorologie » ; Mots croisés.
 Annonces classées (24-25) ; Carnet (22) ; Programmes des spectacles (18 à 21) ; Marchés financiers (29).

Le numéro de « Monde » daté 18 avril 1984 a été tiré à 458 518 exemplaires

Enfin des liaisons aériennes Lyon/Can et Lyon/Le Havre

Malgré la densité du tissu aérien national, certaines liaisons pour lesquelles il existe une clientèle, en particulier d'hommes d'affaires, demeurent inexploitées. Brl air a ouvert depuis le mois de mars des lignes directes Lyon-Can et Lyon-Le Havre. Des vols quotidiens permettant un autre de faire un aller-retour dans la journée. Compagnie régionale. Brl air assure de nombreuses liaisons au départ de Rennes, Quimper, Morlaix, Caen, Le Havre, principalement vers Londres, Jersey, Lyon et Cork. A noter qu'un forfait qui comprend le tissu aérien national, le offre les mêmes avantages que les grandes compagnies : cartes d'abonnement, vols tricolores, etc. Pour toute information, appelez Brl air au (01) 52 10 22.

joyeuses fêtes avec
KRITER Brut de Brut bien glacé
 en bouteilles ou en quarts

A B C D E F G

LE PROJET DE LOI SUR L'ÉCOLE PRIVÉE

M. Gallo : « Liberté, responsabilité, rénovation »

Après avoir autorisé M. Pierre Mauroy à engager la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale (voir page 1), le conseil des ministres réuni, mercredi 18 avril, sous la présidence de M. Mitterrand a adopté le projet de loi présenté par M. Alain Savary, ministre de l'Éducation nationale sur l'enseignement privé.

M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, a souligné en rendant compte des travaux du conseil que la méthode suivie dans cette affaire — « concertation, longues négociations, compromis » — illustre l'esprit du projet. Il s'agit d'aller « vers la paix scolaire en trouvant un point d'équilibre ». Ce point d'équilibre ne peut pas, selon lui, satisfaire toutes les parties tant qu'il serait souhaitable, mais « c'est inévitable ». Ce projet fait appel, a-t-il dit, à la raison. Il doit « rassembler la grande majorité des Français, car il est inspiré par trois principes clairs : la liberté, la responsabilité, la rénovation du système éducatif ».

● Liberté : Il s'agit de la liberté des parents de choisir une école pour leurs enfants, la liberté de l'enseignement qui est consacrée — M. Mitterrand a insisté sur ce point — par l'établissement autonome par chaque établissement d'un projet éducatif spécifique ; la liberté de créer un établissement d'enseignement privé ou public partout où existe un besoin scolaire non satisfait ; la liberté des maîtres de choisir le régime juridique dont ils veulent bénéficier.

● Responsabilité : il s'agit de la responsabilité des collectivités locales dans le financement des dépenses d'enseignement public ou privé ; de la responsabilité de l'État qui peut se substituer aux communes pendant une période de six ans pour financer les établissements ; de la responsabilité des établissements d'intérêt public, qui collectent et répartissent les fonds ; de la responsabilité des chefs d'établissements dans l'exercice de leur projet pédagogique et l'affectation des maîtres.

● Rénovation : cette rénovation sera réalisée par l'harmonisation des règles de fonctionnement du privé et du public, et en faisant disparaître certains privilèges ; par la décentralisation de la gestion des établissements d'intérêt public ; par le choix de l'innovation pédagogique par les échanges d'expériences qui sont une des conditions de l'établissement de la paix scolaire.

M. Gallo a qualifié ce projet de réponse « raisonnée, raisonnable et concrète », aux problèmes posés. Le projet du gouvernement est, selon lui, le suivant : la question scolaire est pour la France un terrain historique, propice au déchaînement des passions. M. Mitterrand, a rapporté M. Gallo, estime qu'il s'agit d'un projet « libéral » qui manifeste un effort d'équilibre. Il est temps, a commenté le porte-parole du gouvernement, de dépasser les passions parce que l'intérêt est celui de l'État et que la nation doit affronter des problèmes économiques et sociaux, et une crise économique mondiale difficile.

LES TARIFS DU TÉLÉPHONE ET DE LA SNCF (GRANDES LIGNES) SERONT RELEVÉS AU DÉBUT DE MAI

Les tarifs du téléphone seront relevés le 1^{er} mai prochain, la taxe de base passant de 60 centimes à 64,5 centimes (+ 7,5 %). Cette taxe de base, fixée à 0,50 F en juin 1979, avait été portée à 0,55 F fin 1981 et à 0,60 F le 1^{er} avril 1983.

Le prochain relèvement, qui est supérieur à l'objectif de 5 %, retenu, en moyenne, pour l'ensemble des prix en 1984, devrait être partiellement compensé par de nouvelles réductions aux heures creuses de la journée : 30 % entre 17 h 30 et 19 h 30, 50 % entre 19 h 30 et 23 heures, 70 % entre 23 heures et 8 heures du matin. Cette nouvelle grille de tarification, qui devrait entrer en vigueur dans la seconde quinzaine de mai, remplacera la grille actuelle.

Les tarifs « voyageurs » grandes lignes de la SNCF seraient relevés de 5,5 % au début de mai.

CONFLIT D'INTÉRÊTS A L'OBSERVER

M. Tiny Rowland, le président de Lomro, une société qui possède de nombreux intérêts au Zimbabwe et dans d'autres pays d'Afrique, est avant tout un homme d'affaires. M. Donald Treford, directeur de la rédaction de l'hebdomadaire britannique *The Observer*, racheté par Lomro en 1981, vient d'en faire les frais.

M. Treford s'est rendu récemment au Zimbabwe, d'où il a envoyé à son hebdomadaire, comme beaucoup d'autres journalistes étrangers, un article sur les atrocités commises par l'armée du Matabeleland. La publication de ce rapport a rendu furieux M. Rowland, qui, dans un télégramme adressé à M. Mugabe, premier ministre zimbabwéen, s'est déolidarité de son directeur de la rédaction, lui reprochant d'avoir eu recours à des « informations non fondées » pour rédiger un « article à sensation ».

M. Tiny Rowland, dont le consortium est né en Rhodésie avant la rébellion de M. Smith en 1965, s'est toujours mêlé de très près des affaires de l'ancienne colonie britannique. Il a parfois joué de mauvais chevaux, notamment M. Nkomo, qu'il a fini par abandonner quand M. Mugabe l'a emporté aux élections de 1980. Ses manœuvres n'ont pas toujours plu à ses meilleurs amis africains, et le président Nyerere, de Tanzanie, lui a même reproché, en 1978, de « saper la lutte de libération en Afrique australe tout en s'affichant comme l'ami de l'Afrique libre ».

Qu'il se rassure, cette fois ! M. Mugabe, qui vient d'accuser la presse occidentale de diffuser de fausses nouvelles afin de ternir l'image du Zimbabwe, aura su apprécier l'attitude du PDG de Lomro. Quant à M. Treford, il ne s'est pas privé de dénoncer « une sérieuse attaque contre l'intégrité » de sa publication.

J.-C. P.

M. MITTERRAND EST FAVORABLE À LA CANDIDATURE DE LA FRANCE POUR LES JEUX OLYMPIQUES DE 1992

M. François Mitterrand a reçu, mardi 17 avril, M. Nelson Pailhou, président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF).

Au cours de l'entretien, qui a duré quarante minutes, M. Pailhou a notamment exposé au président de la République les problèmes posés au mouvement sportif par le projet de loi sur l'organisation et la promotion des activités physiques et sportives, adopté en première lecture par l'Assemblée nationale, dans la nuit du 13 au 14 avril (le Monde daté 13-16 avril).

Mais le président du CNOSF a surtout entretenu M. Mitterrand de l'éventuelle candidature de la France à l'organisation des Jeux Olympiques de 1992. Il a notamment souligné que la décision doit être prise au plus tard le 15 mai. Des discussions sont actuellement en cours, à cet égard, entre l'État et la Ville de Paris.

● Augmentation de capital d'Automobiles Peugeot. — La société Automobiles Peugeot va décider, le 2 mai en assemblée générale extraordinaire, une augmentation de capital de 432 millions de francs. Elle sera assurée par le groupe PSA, actionnaire à 99,98 % de la société, a indiqué le groupe le mercredi 18 avril. Cette opération interne — les actions d'Automobiles Peugeot n'étant pas cotées en Bourse, il ne sera pas fait appel au public — portera le capital de la société automobile à 1,9 milliard de francs. Le conseil d'administration de la société devrait être également autorisé à porter ultérieurement le capital à un montant maximum de 3 milliards de francs.

Le contentieux franco-belge dans le domaine nucléaire est-il définitivement réglé ? Un accord est intervenu entre la France et la Belgique sur les conditions de leur coopération nucléaire, a annoncé le 17 avril le secrétaire d'État à l'énergie, à l'issue de quatre heures de discussions entre les ministres concernés des deux pays. « La participation des électriciens belges à la centrale nucléaire de Chooz B1 et B2, dans les Ardennes, a été arrêtée, ainsi que les conditions d'association des partenaires français à la prochaine centrale nucléaire belge », précise le communiqué, ajoutant que cet accord « représente une étape très importante dans la coopération économique entre la France et la Belgique ».

Cet accord, dont les autorités françaises se refusent à préciser les modalités, permettra-t-il enfin de régler le dossier ? Les grandes lignes de la coopération sont, en effet, acquiescées depuis des années. La France propose à la Belgique de participer à 25 % dans la construction de deux prochaines tranches nucléaires de Chooz. En échange, Paris demande une participation française dans la prochaine centrale nucléaire belge de Doel. Les industriels des deux pays ont signé dès 1982 un accord, et il y a plus d'un an que le gouvernement belge a accepté, le mardi 17 avril, de s'engager sur une plage de temps pour la réalisation de la centrale belge, assortie de pénalités en cas de retards.

LA COOPÉRATION NUCLÉAIRE Un accord définitif aurait été conclu entre la France et la Belgique

Le gouvernement de Bruxelles a annoncé officiellement un « oui » à ce projet de coopération. Depuis lors, toutefois, sa mise en œuvre bute sur l'incapacité du gouvernement de Bruxelles à s'engager de façon formelle sur la construction d'une centrale nucléaire en Belgique, contestée notamment par les Flamands, qui cherchent à favoriser la mise en place d'une centrale thermique utilisant le charbon du Limbourg.

En réponse à la lettre que lui avait adressée, le 13 janvier dernier, le gouvernement belge pour réclamer de nouveaux délais, M. Auroux, secrétaire d'État à l'énergie, avait précisé que, si l'accord n'était pas mis en œuvre rapidement — alors que la construction de la centrale de Chooz a démarré — des pénalités seraient appliquées aux entreprises belges participant au projet, qui verseraient leur part des travaux réduits dans le temps. Les modalités de la fourniture réciproque de courant prévue seraient également revues.

Il semble, selon nos informations, que le gouvernement belge ait accepté, le mardi 17 avril, de s'engager sur une plage de temps pour la réalisation de la centrale belge, assortie de pénalités en cas de retards.

Sur le vif

Service public

Comment vous faites, vous, pour aller d'un point à un autre dans ce fichu pays ? Vous prenez votre bagnole naturellement. Celui qui ne conduit pas, lui, ne peut pratiquement plus se déplacer. Il est réduit à l'état de cul-de-jatte. Sur les petites distances, s'entend. Sur les grandes, pas de problème. Il est beaucoup plus facile d'aller de Paris à Helsinki, que de Paris à Trégier. Des trains directs pour Sens, par exemple, vous n'en avez qu'à deux heures des repas, un à midi, l'autre le soir. Si vous devez vous rendre ensuite à vingt kilomètres de là, à Savigny ou à Chéroy, qu'est-ce que vous faites ? Vous faites rien. Vous avez le choix entre l'auto-stop et le taxi. L'auto-stop, ce n'est pas évident. Et le taxi, c'est hors de prix.

Je me demande vraiment où sont passés tous les transports en commun totalement négligés par la majorité d'hier et formellement promis par celle d'aujourd'hui. Ils rouillent au fond d'un casier étiqueté : matériel roulant à usage électoral. Vous me dites, bon, d'est partout pareil. Erreur, votre honneur. Je viens de passer le week-end à Oxford chez des amis. A peine descendus de l'avion, je n'ai eu qu'à sauter dans un autobus direct, et quel bus, mes amis ! Le grand bus.

Depuis que Maggie Thatcher a déréglé et déstabilisé le service routier en Grande-Bretagne, les entrepreneurs privés se disputent la clientèle, époustoufflée à coups de monstres rutilants, avec hôtesses, repas-platou, apéritifs, ciné, non je ne blague pas, musique douce, toilettes et le reste. Ça revient nettement moins cher que le rail et c'est infiniment plus confortable.

D'ailleurs le British Rail le sent passer. L'autre jour un petit garçon de douze ans, qui prend le train tous les matins pour aller à l'école, attrape les oreillons. Et garde le chambre. C'était le seul usager de la station. Les BR en ont profité pour le fermer. Le ligne perd déjà un million de livres par an. Ça sera toujours ça de gagné. Et le gamin ? Il prendra le car, le lendemain.

Je voudrais bien qu'on m'explique : le service public, ça veut dire quoi ? Qu'on accepte de se mettre au service des besoins du public ? Ou qu'on demande au public de se soumettre aux exigences du service ?

CLAUDE SARRAUTE.

Je me demande vraiment où sont passés tous les transports en commun totalement négligés par la majorité d'hier et formellement promis par celle d'aujourd'hui. Ils rouillent au fond d'un casier étiqueté : matériel roulant à usage électoral. Vous me dites, bon, d'est partout pareil. Erreur, votre honneur. Je viens de passer le week-end à Oxford chez des amis. A peine descendus de l'avion, je n'ai eu qu'à sauter dans un autobus direct, et quel bus, mes amis ! Le grand bus.

L'État et l'Île-de-France ont signé un contrat de plan

Le contrat de plan État-région Île-de-France a été signé, mardi 17 avril, par M. Lucien Voche, préfet, commissaire de la République d'Île-de-France, et M. Michel Giraud, président RPR du conseil régional, en présence de M. Pierre Mauroy, premier ministre.

Ce contrat porte sur près de 16 milliards de francs qui seront engagés à hauteur de 8 465 millions de francs par la région-capitale et 7 137,5 millions de francs par l'État (le Monde du 29 mars).

A l'occasion de cette signature, le premier ministre a rappelé que « à ce jour, huit régions ont déjà conclu avec l'État un contrat de plan. Après l'Auvergne, la Franche-Comté, le Centre, la Bretagne, le Poitou-Charentes, la Haute-Normandie, l'Aquitaine, le Languedoc-Roussillon et, aujourd'hui, l'Île-de-France, de nombreuses signatures auront lieu au cours des prochaines semaines ».

« Le mouvement est donc en train de prendre tout son essor, a souligné M. Mauroy. La dernière étape d'élaboration du IX^e Plan touche ainsi à son terme, et nous suivons scrupuleusement le calendrier établi par la loi de réforme de la planification que le Parlement a votée au mois de juillet 1982 ».

M. Mauroy a tenu à rappeler la nécessité d'une « démarche décentralisée et contractuelle qui établit un dialogue équilibré et responsable avec ces acteurs autonomes que sont devenues les régions ».

« L'engagement du gouvernement, a-t-il ajouté, sera respecté en dépit des aléas conjoncturels que nous pourrions rencontrer au cours des cinq prochaines années ».

C'est là la raison de bien des inquiétudes des élus locaux qui craignent des sautes d'humeur du gouvernement. M. Michel Giraud a déclaré à ce sujet que « un évé-

ment récent est venu renforcer nos graves préoccupations : le ministre de l'économie et des finances, par un arrêté du 29 mars (le Monde du 3 avril) signé sans le contreseing des ministres concernés, a annulé rien moins que 3,3 milliards d'autorisations de programme et 3,7 milliards de crédits de paiements. Sur quoi vous portez ces considérables annulations ? Le commissaire de la République m'a assuré que les opérations inscrites au contrat de plan demeureront prioritaires. Est-ce une garantie ? »

La vallée de la Seine touchée comme la Lorraine

Le président du conseil régional a aussi fait remarquer au Premier ministre que la situation économique de l'Île-de-France était très préoccupante : « Notre région est elle aussi frappée de plein fouet par les grandes mutations industrielles, a-t-il déclaré, dix mille emplois liés à l'automobile vont disparaître dans la vallée de la Seine d'ici à la fin de 1985. Le bâtiment et les travaux publics perdent trois mille à quatre mille emplois par an dans les seuls départements des Yvelines et du Val-d'Oise, une perte d'emplois plus importante que la Lorraine. Pourquoi dans ces conditions le gouvernement n'a-t-il pas reconnu à la vallée de la Seine le caractère de pôle de reconversion ? »

Enfin, M. Michel Giraud a vivement critiqué le refus opposé par le gouvernement à la demande du conseil régional qui visait à supprimer l'agrement et la redondance pour la création d'entreprises en Île-de-France en raison de la politique d'aménagement du territoire. « Je trouve ce refus inadmissible », a déclaré M. Giraud.

OLIVIER SCHMITT.

(Publicité)

à Beaune, une visite exceptionnelle
PATRIARCHE PÈRE ET FILS
 les plus grands vins dans les plus grandes caves

NOUVEAU Attrapez un coup de jeune
 avec Jet Tonic, les voyages forme, santé, beauté.

Des vacances « anti-stress » pendant lesquelles vous pourrez allier dépaysement, tourisme et santé de votre corps. Ex-

BADEN (Vienne)
 14 jours demi-pension. Traitement inclus. A partir de F 5990.

Jet Tonic
 Demandez notre brochure gratuite à COMITOUR 1, rue Dauphine, 75002 Paris, tél. 261.6708.

NOM _____
 ADRESSE _____

Luc A 315

Criquet de steiner

REMISE -15%

JUSQU'AU SAMEDI 28 AVRIL EN 140 x 190, 160 x 190, 180 x 190 (les plus courants) PRIX NORMAL 8.510 AVEC REMISE 7.320 F

CAPÉLOU

à soumettre à lattes de bois couchage 80 x 190, 140 x 190, 160 x 190 Tissu Barre Marine rouge/gris

DISTRIBUTEUR 37, av. de la République 75011 PARIS - Tél. 367.46.35 - Miro Pannier

LES SPÉCIALISTES DES LENTILLES

Laboratoires OSIRIS

Venez chez OSIRIS, vous reporterez avec vos lentilles souples Bausch & Lomb le jour même. Bénéficiez de notre assistance complète sur tous nos centres. Tél. pour rendez-vous

PROMOTION 696 F

Avec ce bon jusqu'au 30.5.84

BORDEAUX: 4 Cours d'Alsace et Lorraine (56) 52.96.26
 LILLE: 10 rue du Palais Rihour (20) 54.42.78
 LYON: 4 Quai du Général Smollet
 NANTES: 4 rue de la République
 NICE: 5 boulevard
 PARIS 1^{er}: 20 rue de la République
 PARIS 5^e: 127 rue de la République
 PARIS 8^e: 21 avenue de la République
 PARIS 9^e: 86 rue de la Fayette (1) 246.31.97 (Métro Cadet)

La paire, adaptation comprise

NOUVEAU CENTRE:
 86 rue de la Fayette - 75009 Paris
 Tél. 246.31.97. Métro CADET

Je tiens à remercier